

Le Diable probablement

DOSSIER :
GAUCHE CONTRE
GAUCHE

5

ALLONS VOIR SI LA ROSE

Redisons-le, cette revue se propose de critiquer, d'analyser et d'interpréter l'air du temps en deçà des clivages partisans. Elle est toutefois l'œuvre d'une jeunesse qui se reconnaît – originairement au moins – dans la gauche française. Seulement voilà, alors qu'elle s'engageait dans les affaires de la cité, cette génération, née dans les années Mitterrand, a vu se succéder les fiascos électoraux de Lionel Jospin et Ségolène Royal. Certains intellectuels de gauche sont passés à l'UMP, quelques-uns ont voté Bayrou, la plupart par dépit. Nos invités – Claude Lanzmann, Benjamin Korn, Yves-Charles Zarka – nous disent la difficulté qu'ils ont à être encore « de gauche ». Bref, comme le dit Bedos « ça devient difficile d'être de gauche surtout quand on n'est pas de droite ».

Au cœur de la Ségosphère, un seul mot d'ordre : *qui perd gagne !* Faut-il en rire ? en pleurer ? On hésite. Cependant, plutôt que de vouer les uns ou les autres aux gémonies, ou de se résigner à la névrose d'échec de la gauche dite de gouvernement, ce numéro entend mener le combat sur le terrain des idées. Attentifs aux choix idéologiques et programmatiques du Parti socialiste, les contributeurs du *Diable* analysent sa situation actuelle et ses perspectives d'avenir.

La gauche d'aujourd'hui et celle de demain sont donc au centre de ce numéro qui abordera tour à tour les idéaux de gouvernance et d'évaluation que le PS a introduits en France et qui dominent la pensée et l'action politique françaises, mais aussi le flou entretenu sur la question de l'immigration, qui a eu pour effet de couper le PS d'une partie de son électorat, ou encore la soumission au discours autoritaire et moral d'une gauche socialiste qui cède définitivement sur ce qu'étaient naguère ses valeurs. Ce numéro examine également la « conversion » inconsistante, faute d'analyse théorique claire, de la gauche française à l'économie de marché. La figure de Berlusconi comme symptôme de la gauche italienne ainsi que le sens conservateur de la notion actuelle de gauche en Chine sont par ailleurs soumis à l'examen. Ce numéro propose enfin d'interroger la politique culturelle et de parcourir les 20 000 lieux – groupes, associations, revues... – qui ouvrent le débat et se creusent les méninges pour sortir la gauche de ses impasses actuelles et que cesse le cauchemar. Car, n'en déplaise à Lénine, la révolution est bel et bien en vacances. Mais, pour la pensée, point de répit, tiens-le toi pour dit ! camarade lecteur.

Anaëlle Lebovits

> DOSSIER : GAUCHE CONTRE GAUCHE

- 05 • ANAËLLE LÉBOVITS - ELLE RENAÎTRA DE SES CENDRES
- 11 • JULIEN PAUTHE - BAD GODESBERG OU LES CONVERTIS
- 15 • CAROLINE PAUTHE-LEDUC - L'ACCABLITUDE
- 19 • AURÉLIE PFAUWADEL - RÉINVENTER LE LOGICIEL IDÉOLOGIQUE
- 25 • PAUL MAGENDIE - POUR UN DÉSENGAGEMENT ESTHÉTIQUE
- 29 • GUILLAUME ROY - FIER DE MAI
- 33 • DAVID MITZINMACKER - L'APORIE DE LA GAUCHE
- 37 • ALICE DELARUE - LES NOUVEAUX PROLÉTAIRES
- 41 • MARTIN QUENEHEN - LÉON DANS LA CIVILISATION « Fiction »

> > POLITIQUE INTERNATIONALE

- 45 • DE LA POSSIBILITÉ D'UNE GAUCHE EN CHINE - Juliette Genevaz
- 49 • TIBET, LES FRUITS AMERS - Luc Garcia
- 53 • LA GAUCHE SINISTRÉE - Benoît Delarue

> > > HORS-CHAMP

- 59 • LA BIENNALE DE PARIS : UNE NÉGOCIATION - Samuel Zarka
- 63 • LA LEÇON DE LASCAUX - Damien Guyonnet
- 67 • LE PALIMPSESTE DE LA JACHÈRE IDENTITAIRE - Johanna Lehr
- 71 • L'HOMME DES CADAVRES - Mathieu Blesson
- 75 • QUELQUES POSSIBILITÉS DE L'EST - Cristina Bogdan

> > > > INVITÉS

- 79 • YVES CHARLES ZARKA : CHACUN POUR SOI ET DIEU POUR PERSONNE
- 91 • BENJAMIN KORN : DES MARIONNETTES
- 99 • CLAUDE LANZMANN : MA PATRIE

> > > > > CHRONIQUES

- 109 • LA THÉÂTRALE avec MATTHIAS LANGHOFF - Anne-Lise Heimburger
- 115 • ENTRETIEN DANS LE TUMULTE
avec THIAMBEL GUIMBAYARA - Martin Quenehen
- 121 • DERRIÈRE L'ÉCRAN - David Darriulat
- 123 • LE PENSE-BÊTE - Dan J. Arbib
- 127 • L'INTERNATIONALE - Raphaël Glucksmann
- 131 • LES APOÈMES - Noam Assayag

> > > > > > RECENSIONS

- 135 • LA STRATÉGIE DU CHOC - Alexandra Renault
- 137 • LA JOÏE - Aurélie Pfauwadel
- 139 • DÉSERT D'AVENIR ? LE PARTI SOCIALISTE, 1983-2007 - Nicolas Goarant
- 141 • LE PÉRIPLÉ STRUCTURAL, FIGURES ET PARADIGME - Caroline Pauthe-Leduc
- 143 • DIRE LE VERS - Anne-Lise Heimburger
- 145 • LE CAPITALISME COGNITIF - Julien Pauthe

GAUCHE
CONTRE
GAUCHE

ELLE RENAÎTRA DE SES CENDRES

par Anaëlle Lebovits

À la défaite comme à la victoire

Le 17 juin dernier, Raymond Domenech, sélectionneur de l'équipe de France de football, est au micro de la chaîne M6. Après la défaite de son équipe 2-0 face à l'Italie, il lâche : « Cette équipe a de l'avenir, un vrai potentiel, je suis fier d'eux, les jeunes ont montré qu'ils peuvent prétendre à de grandes carrières. » Vague impression de déjà-vu. Comment l'oublier ? Cette image est là, indélégeable. Ségolène Royal juchée sur la terrasse du siège du Parti socialiste, rue de Solferino. Nous sommes au soir d'un autre genre de défaite. Une défaite plus grave quoique prévisible et, oserais-je dire, préparée. Nicolas Sarkozy est élu Président de la République française. Elle harangue la foule : « Allons vers d'autres victoires ! » La foule répond. La foule l'acclame.

Il faut entendre ces mots au pied de la lettre. Ce jour-là, la gauche française, ou plutôt, Ségolène Royal qui représente le plus grand parti de gauche, qui a été élue et bien élue à sa tête pour mener la bataille présidentielle, croit l'être, victorieuse.

L'adhésion à l'adversaire

Derrière ce mot curieux, qui résonne encore à nos oreilles – « Allons vers d'autres victoires ! » – il y a une erreur de

bonne foi. L'erreur de bonne foi est de toutes la plus impardonnable, disait Lacan en bon freudien. Lui savait que l'acte manqué est toujours réussi. Perdre devant Sarkozy, il faut croire que la gauche l'a voulu, ou en tout cas qu'elle n'a pas assez voulu l'empêcher, ce qui revient au même, à en juger par les conséquences.

Ce que nous disons de ces élections, nous pourrions le dire de chaque élection, quel qu'en soit l'enjeu. Et que dire de la défaite de Jospin devant Le Pen – grave lapsus de l'acte, auquel le Parti socialiste a réagi en nous offrant de nous battre derrière François Hollande, puis aux côtés de Ségolène Royal ? Oui, c'est le jeu des élections : quand l'un gagne, il faut bien que l'autre, d'une certaine manière, l'ait laissé gagner. Il y a chez tout perdant une fascination, une adhésion – fût-elle inconsciente – pour son rival. Mais cette fois-ci, outre que la candidate a parfois chassé sur les terres de la droite populiste, les choses sont dites. Et ces paroles sonnent vraies, ces mots ont dans sa bouche un accent de vérité. Oui, c'est sûr, des victoires comme celles-ci, notre Jeanne d'Arc des temps modernes en connaîtra de nouvelles.

Le symptôme du PS

Depuis le début de la campagne, la jeune génération de gauche est déboussolée. Étonnamment, le coup – la défaite organisée d'une gauche délitée – est cette fois plus douloureux que le précédent. Jospin avait été « naïf », mais les hommes et femmes de gauche le suivaient encore. Aujourd'hui, certains parmi les meilleurs quittent le navire.

À qui la faute ? À elle ? À ses camps de rééducation militaire ? À ses propos sur la justice chinoise ? À ses petits drapeaux ? En partie sans doute. Mais ne nous méprenons pas. Ségolène Royal n'est pas cause de la défaite du PS, elle en est le symptôme¹. Les socialistes l'ont choisie, car ils se reconnaissaient en elle. La faute aux socialistes, donc ?

Certainement. Ségolène Royal et son échec indiquent quelque chose de leur être au XXI^e siècle.

Seul au règne de l'objet

Un texte au moins, un texte puissant de six pages, pas une de plus, paru en 2002, cinq ans donc avant ce fiasco électoral, donnait à l'Homme-de-gauche son tombeau et lui administrait l'extrême-onction. Jacques-Alain Miller y appuyait sa thèse sur un constat : « L'Homme-de-gauche, au fil du temps, s'avoue successivement ce qu'il savait déjà. Il s'avoue qu'il était réconcilié avec la consommation, et même qu'il en jouit. [...] Il s'avoue qu'il était réconcilié avec le capitalisme et avec le marché, même si à reculons. »² L'Homme-de-gauche est mort « sous une pluie d'objets »³ – ceux que la modernité produit –, mort d'avoir cédé aux sirènes de l'objet qui prétend combler nos attentes. Car lui aussi veut jouir et pas seulement de privation. À son tour, il s'esseule avec son objet : il jouit seul, mais rêvant comme tout le monde de l'iPhone, l'iMac, l'iPod, de la Breitling, des Ray-Ban, de la Smart... Même Ingrid Bétancourt – cette autre madone nationale dont on est un peu l'otage ces temps-ci – cède au plaisir de la consommation. Le capitalisme a gagné toutes les batailles. Les régimes qui luttent encore sont définitivement passés de mode. Finies les questions existentielles. Les thèmes qui ont fait honneur à la gauche française – l'école et le service public notamment – ne fédèrent plus. Les travailleurs mécontents importunent. Depuis longtemps déjà, les grèves ne sont plus une fête.

On entend ça et là que la gauche a encore des idées. Mais quelles sont-elles au juste ces idées ? Et comment se fait-il que pas l'une d'elles ne soit capable de fédérer, de rassembler, et d'abord, car c'est un préalable, de se faire entendre ? Il faut croire que les objets ont remplacé les idées.

L'imaginaire de gauche, décidément impuissant, est tombé dans le domaine public. Un candidat de droite peut lui emprunter ses figures tutélaires, car la mémoire « ne fait plus autorité ; elle est désormais surclassée partout par l'innovation accélérée, l'obsolescence programmée. Le passé est frappé d'une moins-value [...] ; le maître mot, c'est l'avenir. »⁴

Le mur

1989. Le marxisme serait mort entraînant toute la gauche dans sa chute. D'elle ne resterait dorénavant que poussières et gravas. Mais comment comprendre que la mort de l'extrême-gauche qui a toujours rivalisé de talent avec la gauche réformiste en vienne à l'affaiblir, cette gauche qui a, elle, de longtemps renoncé à la révolution ? Quand Mitterrand raffait adroitement les voix de l'extrême gauche en 1981, l'opération lui réussissait⁵. C'est sans doute qu'en ce temps, l'extrême gauche était encore vivante. C'est sans doute qu'aujourd'hui la gauche et l'extrême gauche pâtissent des mêmes maux. Mais ce n'est pas la chute du mur qui a tué le marxisme, c'est le marxisme déjà moribond qui a fait choir le mur. En vérité, à suivre un autre petit texte, les régimes communistes ont toujours visé l'argent. Lacan parle (nous sommes à l'époque où les États-Unis allaient reconnaître la Chine et où le temps était à la révolution) : « 1917, la Chine et pourtant rien d'autre en tout cela que le signifiant-maître absolu, l'argent, le signifiant-maître, ici comme ailleurs, le capitalisme universel, à Pékin même, rien ne compte que la reconnaissance de cette marque. »⁶ C'est ainsi qu'aussi paradoxal que cela puisse sembler, il faudrait dater la longue déchéance de l'idéologie marxiste, non pas de la chute du mur, mais de son élévation. Car souvenons-nous en, le mur s'est dressé pour empêcher la fuite des Berlinoises en

terre capitaliste. Ainsi prend sens l'image obscène qu'évoque Claude Lanzmann dans ces pages : le mur tombe et les Allemands de l'Est, fidèles – nous le comprenons maintenant – aux valeurs de la gauche, se précipitent dans les banques de l'Ouest. Le Deutsche Mark qui les a si longtemps regardés, et nargués même, est là qui leur tend enfin les bras.

Désir de gauche

S'il est vrai donc que la gauche française n'a plus d'idées, ni de ce fait d'avenir, comment continuer à s'étonner de l'indolence d'un François Hollande que l'on dit être, en privé au moins, drôle, fin, spirituel ? Le 28 avril 2008, il est convié sur I-Télé. Il a troqué pompeux galimatias et spécieux babils contre une langue claire : *Pourquoi, lui demande un journaliste, ne pas avoir fait vous-même la réforme des retraites ? En ne la faisant pas, vous laissez le champ libre à la droite. Alors, certes, vous la critiquez aujourd'hui, mais on n'est jamais mieux servi que par soi-même.* Réponse du Premier secrétaire : *Parce que nous n'imaginions pas – et c'était une erreur – que la droite nous succèderait.*

Que reste-t-il de la gauche française ? Très à gauche, certains – parmi lesquels les déshérités que la machine capitaliste produit en nombre – voudraient ressusciter la ferveur des journées d'Octobre, jurant qu'ils feront mieux que leurs tristes prédécesseurs. À gauche, d'autres se disputent la tête du parti acéphale. L'homme-de-gauche est mort certes, et, à en croire les plus éclairés, depuis belle lurette. Faut-il pour autant crier avec Sarkozy : « vive la droite ! », « vive l'objet ! » ? Cela n'est pas certain. Il y a urgence en effet à ce qu'un parti d'opposition existe à nouveau en France ; il en va de la vie démocratique de notre pays. Pour nous convaincre, et défendre effectivement l'humain au coeur de l'économie de marché, il faudra que la gauche reconnaisse

que l'heure est au leurre du règne de l'objet et qu'il cesse de déplorer béatement cet état de fait. Car sans lien d'opposition instruit, organisé, construit et raisonné, la gauche n'est qu'une communauté ordonnée par la tradition, et le politique se fait communautarisme. Pourtant, elle renaîtra de ses cendres, il le faut.

1 • Si Ségolène Royal a surtout connu le succès auprès des nouveaux militants du PS, là encore, il faut croire que les Fabius, Strauss Kahn et autre Emmanuelli n'ont pas assez voulu représenter le Parti contre elle.

2 • Jacques-Alain Miller, *Le neveu de Lacan*, « Le tombeau de l'Homme-de-gauche », Paris, Verdier, 2002, p. 161-166.

3 • *Ibid.*

4 • *Ibid.*, p. 163-164.

5 • Dans la même veine, quand Sarkozy prenait non moins adroitement celles de Le Pen en 2007, l'UMP en sortait renforcée. Il n'est d'ailleurs pas impossible que la droite se félicite et encourage aujourd'hui l'émergence du mouvement anticapitaliste d'un Besancenot qui affaiblirait encore, si cela est possible, le PS.

6 • François Regnault, « Vos paroles m'ont frappé », *Ornicar* n° 49, Paris, Agalma, 1998.

BAD GODESBERG OU LES CONVERTIS

par Julien Pauthe

Aggiornamento et *Bad Godesberg*, tout le monde en semble persuadé après une troisième défaite consécutive du PS aux élections présidentielles : le socialisme français doit « achever sa mue », se « convertir à l'économie de marché » et devenir enfin social-démocrate... Se dessine un procès à l'archaïsme, supposé marxiste, dont l'aile gauche du parti craint de faire les frais, pendant que les ténors de sa majorité rivalisent de déclarations propres à leur assurer la posture du réaliste de longue date.

Pour autant que la demande soit ancienne et récurrente, elle a connu un pic dans les éditoriaux durant les mois précédant l'élection de 2007. Étrange moment pour une telle demande : si on peut imaginer sans peine que les jeux internes au PS l'alimentent entre camarades, on ne voit aucun des présidentiables socialistes proposer alors l'ombre d'une mesure d'inspiration marxiste. Au-delà d'une déception par rapport à l'absence de nouveautés ou de souffle du projet ratifié en 2006, cette insistance sur l'expression « *Bad Godesberg* » étonne par ses anachronismes.

Bad Godesberg en Rhénanie-du-Nord-Westphalie...

Pour parodier Jarry, *l'action se passe à Bad Godesberg, c'est-à-dire nulle part*. Peu de précision, en effet, chez les commentateurs quant à ce qui s'est passé en 1959 au congrès du SPD (Parti social-démocrate d'Allemagne ; fondé en 1875 au congrès de Gotha) tenu à Bad Godesberg et menant à l'adoption du programme du même nom. « Abandon du marxisme », résume-t-on. Y étaient en effet détaillés des principes diamétralement opposés au marxisme-léninisme : le SPD affirmait son allégeance à la Loi fondamentale de la RFA de 1949 (qui a valeur de constitution), donc à sa sanctuarisation, via la « clause d'éternité », des libertés démocratiques, et il déclarait s'adresser à l'ensemble du peuple.

Du programme se dégageaient deux aspects rompant avec une orientation marxiste *théorique* du SPD (adoptée non sans mal en 1891, au congrès d'Erfurt) : la reconnaissance des libertés fondamentales englobait la « libre initiative de l'entrepreneur », fermant la voie de l'étatisation des moyens de production ; l'aspiration à rassembler l'ensemble du peuple était ouvertement affirmée comme une rupture avec la théorie de la lutte des classes (« D'un parti de la classe ouvrière, le parti social-démocrate est devenu un parti du peuple », *Godesberg Programm*).

Révolution dans la social-démocratie ? Oui, si l'on s'en tient à un maniement des symboles très important pour le SPD dans le contexte de la division allemande et qui fascine encore par l'importance stratégique qu'on lui accorde : cette révision idéologique fut réalisée alors que le SPD était dans l'opposition et on l'associe au début d'un cycle de victoires, de 1966 à 1982.

Mais ce tournant symbolique, comme ses répliques espagnole (PSOE, fin des années 70, victoire en 1982), anglaise (congrès de Westminster en 1995¹, victoires de 1997, 2001, 2005) et dans une moindre mesure portugaise, ne doit pas masquer que les pratiques politiques du SPD ne furent jamais marxistes : violemment critiqués par Marx lui-même dès 1875² pour leurs aspirations démocratiques, les sociaux-démocrates participèrent dès l'origine au parlementarisme et furent cofondateurs de la République de Weimar en 1919.

Le SPD sort donc à Bad Godesberg d'une contradiction originelle entre un programme officiel marxiste et une pratique politique bien moins radicale.

... socialisme en France...

La sortie de cette contradiction, le PS, lui, ne l'a pas réalisée en interne lors d'un congrès, mais publiquement, et violemment, en 1983.

Pourtant la gauche socialiste française a été beaucoup plus tôt qu'ailleurs réformatrice dans les faits, participant au pouvoir quand les conditions lui semblaient réunies (dès 1899, dans le gouvernement Waldeck-Rousseau). Le succès du révolutionnaire Jules Guesde au congrès de la Deuxième internationale ne doit pas faire oublier qu'il fut simultanément désavoué dans les urnes par le poids électoral des

jaoussistes, ni la persistance d'une tendance guediste (de Marceau Pivert en 36 à Guy Mollet en 46) occulter le gouvernement Blum, la participation aux réformes de la Libération ou le socialisme municipal. Bad Godesberg semble là encore anachronique.

On pourrait considérer l'envers de cette histoire et voir dans la décrépitude de la SFIO sous Guy Mollet, comme dans le délitement du Front républicain en 1956 face aux errements quant à la question coloniale (départ de Pierre Mendès France, en désaccord avec la politique algérienne de Mollet), les échecs successifs des socialistes dans leur modernisation. Il n'en resterait pas moins la similitude dans la contradiction : pratique réformiste au pouvoir, théorie marxiste au sein des appareils.

Mais, tenus durablement à l'écart du pouvoir depuis 1958, les socialistes y reviennent en 1981 avec un programme de « rupture d'avec le capitalisme » qui doit beaucoup à la stratégie méditerranéenne d'union et à la longue supériorité électorale du PCF (1946-1973). Dès 1983, suite à la troisième dévaluation du franc, le « tournant de la rigueur » consacre la conversion du PS à l'économie de marché. La contradiction résurgente semble définitivement liquidée : le PS n'a depuis lors pas présenté de proposition anticapitaliste.

On peut même penser que les convertis en ont fait beaucoup pour prouver qu'ils étaient de vrais capitalistes, de la stricte orthodoxie financière du gouvernement Bérégovoy aux privatisations de celui de Lionel Jospin. Au point qu'un de ses députés questionne récemment le sérieux d'une demande d'acceptation de l'économie de marché, adressée au parti dont sont issus les directeurs de l'OMC et du FMI³.

On peut aussi s'interroger sur la demande réelle faite à ces convertis de longue date, lorsque l'appel au Bad Godesberg émane d'éditorialistes de droite que la confusion idéologique du PS devrait réjouir. C'est qu'il en va d'une démocratie « apaisée », nous assurent-ils, que de fonctionner avec une opposition responsable et constructive. Comme si la paix du discours était la marque d'une vie politique florissante... Où l'on voit un premier avantage à la demande : comme le discours de l'évaluation, qui dépolitise ses acteurs, le chantage au modernisme sert à promouvoir un discours non conflictuel. Le second avantage en découle : l'absence de conflit c'est la marque d'une vision du politique comme pure gestion, comme administration

du *business as usual*, et c'est donc convier la gauche à se départir de sa volonté de transformation sociale. Ce n'est plus de l'appel à la modernisation, mais à la trahison définitive. Celle d'outrepasser la conversion et de reconnaître l'argent comme valeur en soi.

... et errance idéologique

Mais force est pourtant de reconnaître que la demande de clarification idéologique émane aussi de personnes sincèrement soucieuses de la santé d'une gauche capable de revenir un jour gouverner. Et qui s'inquiètent de ces rendez-vous à contretemps avec le travail de réflexion critique.

Et c'est le dernier anachronisme de Bad Godesberg : en appeler aujourd'hui à l'exemple allemand, alors même que le SPD est dans la tourmente (telle qu'il ne pourrait servir de modèle à quiconque) venue des réformes Hartz, menées entre 2003 et 2005 sans aucun débat au sein du parti, et dont *Les Échos* (6 mars 2008) pointent, malgré une baisse du chômage, le manque total d'exemplarité : « En 6 ans, 6,5 millions d'Allemands ont basculé de la "classe moyenne" vers la "classe défavorisée" et les 3/4 de la population s'inquiètent pour leur avenir. »

Les fausses rencontres de la synthèse idéologique continuent de peser sur l'identité du PS. Si sa plus récente *Déclaration de principes*, où ne figurent plus les « espérances révolutionnaires » présentes dans celle de 1990 (mais qui dit encore porter « une critique historique du capitalisme »), s'emploie à une structuration idéologique claire, autour de l'internationalisme, de la régulation et de la redistribution, sa traduction en un programme cohérent est un enjeu capital au PS, tant la dernière campagne présidentielle a montré une errance idéologique patente, depuis la résurgence de thèmes nationaux-républicains qu'on croyait écartés jusqu'aux emprunts à la droite de tout un arsenal culpabilisateur (« l'assistanat »), sécuritaire et paternaliste.

1 • Abandon par le *Labour* de la clause IV du programme de 1918, qui prônait une propriété commune des moyens de production.

2 • Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, 1875.

3 • Henri Emmanuelli, *Libération*, 3 septembre 2007.

L'ACCABLITUDE

par Caroline Pauthe-Leduc

En juin dernier, M. Fillon affirmait que la droite avait « gagné la bataille idéologique » : Nicolas Sarkozy, rétablissant dans leur dignité les vertus de réussite, de respect et de responsabilité, aurait bouté hors de France le relativisme culturel et moral instillé par la gauche des années 80. Sarkozy en personne renchérisait peu après : « Désormais, quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit. »

La réussite individuelle, la valeur travail, tout le décorum propre à la droite n'engage pas pour autant un projet de société consistant. Car le succès de la droite est trop manifestement fondé sur le pragmatisme supposé de ses dirigeants. Ses électeurs pauvres répondent à l'envie qui les anime, tandis que les plus riches cèdent à leurs intérêts. Sarkozy ne paraît orienté par rien sinon lui-même. Mais force est de constater qu'il emporte la passion populaire, haineuse ou amoureuse, tandis que la gauche, et singulièrement le Parti socialiste, ne s'est jamais fait moins entendre. Sarko bling-bling, Sarko impulsif et fier de l'être, Sarko l'impudique, successivement trahi et amoureux transi au vu de tous, a gagné une dimension tragique et la tolérance amusée de l'opinion – quoi qu'on en dise.

Par contraste, la gauche ânonne un peu. Le PS échoue à dépasser la contradiction idéologique dans laquelle il est historiquement pris. Il lui faut solder l'héritage marxiste en termes justes, sans quoi de nouveau, entre deux réalismes économiques, l'électeur choisira celui dont il connaît les frontières. « Mon programme n'est pas socialiste », cela n'a pas suffi. Le PS cherche le leader qui assumera d'incarner cette position ; il cherche une langue qui trouve dans la société son adresse, qui la produise même – car il faut la nommer pour s'en faire aimer. Cela suppose de donner de sa personne. C'est précisément le point sur lequel le PS a cédé.

La « deuxième gauche » et les suivantes, portant le coup fatal aux « grands récits » idéologiques, se sont vouées en effet depuis le tournant de la rigueur à promouvoir l'évaluation dans toutes les institutions publiques – une langue anti-politique, technocratique et creuse, donnée pour scientifique, donc censément neutre. Les politiques ont laissé l'administration prendre le pouvoir.

Ségolène a des idées

Ségolène Royal représente par excellence cette gauche de gouvernement soumise aveuglément à un discours qui réfute la nécessité politique sous des dehors débonnaires. Faisons avec elle le trajet qui va du patinage idéologique à ce renoncement.

Dans son récent livre d'entretiens avec le sociologue Alain Touraine¹, Ségolène Royal déplore la défection du Parti socialiste des mobilisations sociales et des débats intellectuels. Avec son inimitable sens de la formule, elle estime que le PS devrait être « un lieu de convergence durable ouvert à la société ». Mais quelles idées propose-t-elle, qui feraient la matière de cet échange ? Réduire la dette – occasion par ailleurs de renouveler la main tendue aux centristes ; instaurer une « retraite par points » et une « cérémonie républicaine » pour le passage à la majorité. Pas sûr que les acteurs des mouvements sociaux et les intellectuels y retrouvent leurs petits.

En fait, il faut y aller voir à la loupe pour détecter les traces d'un discours qui ne soit pas de droite. Pis, elles sont réduites, dans un triste miroir, au décorum propre à la gauche : « rester fidèles aux valeurs de justice et de solidarité », « corriger les inégalités », « réguler le marché » – autant de généralités insipides et de formules devenues creuses qui n'engagent à rien et auxquelles d'ailleurs personne ne croit. Certes, les lieux de réflexion ne manquent pas, y compris au sein même du PS dans ses groupes de travail. Mais l'usage politique de ce qui peut y être produit – l'effet catalogue d'idées piochées ici ou là – n'emporte pas la conviction. Une série de mesures issues d'idées éparses ne saurait faire un projet. Ainsi, la campagne participative de Ségolène Royal s'est révélée être une façon de se défausser : « Je n'ai pas d'idées, donnez-m'en. »

Le fin mot se trouve dans la proposition principale de l'ouvrage de Ségolène Royal : en finir avec l'État providence pour lui substituer un « État préventif », intervenant en amont des difficultés économiques et sociales et tâchant de les résoudre, donc, avant leur apparition. Concernant la dette par exemple, il s'agit de rompre avec « la mauvaise habitude française » d'additionner de nouvelles dépenses aux anciennes sans pourtant remettre en cause les premières. Voilà le lapin dans le chapeau : l'opération implique, encore et encore, l'évaluation.

L'évaluation : anti-politique

Depuis que l'évaluation est apparue en France, les évaluateurs se plaignent du peu de place qu'on leur accorde. Ils ne risquent pourtant pas le chômage : en 2000 on estimait à 170 le nombre des comités d'experts, offices et autres agences d'évaluation – et leur nombre croît depuis. En 1968, des premiers frissons avaient parcouru l'administration française avec l'instauration de cellules de « rationalisation des choix budgétaires » dans les ministères. Mais l'évaluation a véritablement assuré sa prise sur le politique quand la gauche de gouvernement s'est convertie au pragmatisme en 1983². C'est Delors le premier, alors ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, qui déplorait l'absence d'un « suivi systématique » des décisions politiques lors d'un colloque international sur l'évaluation des politiques publiques. Elle devient « une ardente obligation » sous le gouvernement Rocard (1988-1991), dans le cadre de la politique de « renouveau du service public ». Elle se renforce encore sous Jospin, grand amateur de rapports (il a commandé en tout une cinquantaine de travaux), notamment avec la LOLF en 2001, qui marque le passage d'une logique de moyens à une logique d'objectifs et de résultats. Tous les organismes privés ou publics, financés par l'État, y sont dorénavant assujettis. L'effervescence évaluationniste a gagné tous les partis. Mais c'est incontestablement la gauche qui l'a importée en France. Renonçant à fonder en raison son action, elle s'est laissée prendre au piège d'une planification strictement gestionnaire et technocratique. Ce sont à présent les experts qui définissent le bien commun.

L'opacité au cœur de la décision politique exaspère l'évaluateur. Son credo : rendre l'action publique transparente. Alors que l'opération implique nécessairement un jugement de valeur, le parti pris de la quantification lui permet d'arguer de la science sa légitimité et sa neutralité. L'évaluation prétend être an-idéologique, mais pense les institutions politiques en termes de *management*, étendant la rationalité du marché à tous les domaines. On vous dira : « C'est la démocratie, c'est un support du débat public ». Vous êtes libre, certes, tant que vous vous y soumettez. Sa fonction revient en fait à légitimer des décisions souvent déjà prises, transformant les interrogations en dogmes. C'est l'outil du pouvoir pour se défausser et se couvrir, en diluant la responsabilité dans l'administration. Il est bien connu depuis Clemenceau que pour enterrer un problème, il suffit de créer une commission.

L'évaluation réalise une démocratie dématérialisée, nourrie d'un égalitarisme de pure forme incarné par la norme, où l'illimité du contrat l'a emporté sur la limite de la loi³. Son fond délirant assimile la responsabilité au calcul rationnel.

Il y a donc bien un projet sous-jacent à gauche : celui d'un monde tout en nuances de gris, adorant la norme, rêvant de couper la tête de tout ce qui l'exécède, de tout ce qui transgresse les protocoles. Le Parti socialiste, emporté par la passion de l'ignorance, manque de construire un vrai discours, un discours qui l'engage, sur ce qui dépasse la rationalité du marché. Qui saura le faire ?

1 • *Si la gauche veut des idées*, Paris, Grasset, juillet 2008.

2 • Cf. :

www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/evaluationpolitiquespubliques/chronologie.shtml
www2.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu/accueil/bibliographies/evaluation/theories.htm

3 • Jacques-Alain Miller, Jean-Claude Milner, *Évaluation, Entretiens sur une machine d'imposture*, Paris, Agalma, 2004.

« RÉINVENTER LE LOGICIEL IDÉOLOGIQUE » DE GAUCHE ?

par Aurélie Pfauwadel

Ébullition intellectuelle à gauche

Aux dernières présidentielles, c'est avant tout la bataille des idées que la gauche aurait perdue, sur la défensive face aux 250 intellectuels et experts travaillant depuis 2002 autour d'Emmanuelle Mignon à bâtir l'agressive machine du sarkozysme. La gauche souffre-t-elle effectivement d'une panne d'idées et d'une absence d'offre politique alternative, comme se complaisent à l'affirmer Nicolas Sarkozy et ses acolytes ?

Au regard de la centaine de revues et journaux de gauche, balayant tout l'éventail des sensibilités, de la vitalité des innombrables blogs et sites Internet, ce n'est là que dénégation partisane et politicienne. À gauche, la pensée aussi est au travail : l'ébullition intellectuelle et le foisonnement des initiatives sont incontestables.

Certes, la cartographie des lieux d'élaboration des pensées de gauche a beaucoup évolué. Plutôt que de se demander où l'on pense actuellement à gauche, on pourrait saisir la question par son envers : quelles modalités traditionnelles de la pensée de gauche sont en voie de disparition ? L'Université est un exemple significatif : une certaine pensée de gauche n'y a plus cours. Y faire aujourd'hui une thèse sur Marx est proche du suicide institutionnel. Indice du passage achevé à une nouvelle ère, à l'instar du divorce consommé entre la gauche et les intellectuels dont témoigneraient les deux dernières décennies, rompant avec une

tradition séculaire. D'autres diront, à l'inverse, que les lacunes actuelles de la pensée de gauche, loin de résulter de l'extinction d'une élite supposée éclairée, proviendrait plutôt de la perte de contact de ses experts gestionnaires et parisiens avec la base populaire.

La démocratie participative et le phénomène *think tanks*

La gauche ne manque pourtant pas de déployer des efforts pour répondre à ces exigences contradictoires. Efforts, au-delà du slogan, pour mettre en œuvre des processus de *démocratie participative* qui remettent le citoyen au centre, et permettent à chacun de proposer des solutions et d'exprimer ses idées : en témoignent les réunions précédant la création du Nouveau parti anticapitaliste, ou les modalités de la préparation du congrès du PS de novembre. Aux mauvaises langues qui ne verraient dans la notion de démocratie participative qu'une manière démagogique de se défausser d'un manque d'idées, il faut rappeler la vigilance quasi-maniaque caractéristique des militants de gauche à ce que le processus démocratique ne soit faussé à aucun niveau du jeu politique, et en premier lieu au sein de leurs propres organisations. Il faut aussi souligner l'intérêt démocratique que présente traditionnellement la préparation des congrès de partis à gauche, phase de réflexion de fond au-delà de l'affrontement des personnalités, et véritable exercice politique.

La prolifération et le succès des *think tanks* (boîtes à idées) à gauche de l'échiquier politique, traduisent ce poids toujours donné à la société civile, mais également la volonté de rétablir des liens avec les intellectuels – et annoncent sans doute la montée d'une nouvelle figure et fonction de « l'intellectuel de gauche ». Les *think tanks* sont des structures d'expertise politique indépendantes très répandues aux États-Unis, fruits d'une tradition de démocratie pluraliste et d'une décentralisation du pouvoir

qui n'hésite pas à externaliser ses besoins en conseils et recherches politiques.

L'expression *think tanks* qui s'est répandue durant la Seconde Guerre mondiale est dérivée ironiquement du vocabulaire militaire – sorte de bunker où l'état-major faisait ses plans. Ces ateliers de pensée sont des organisations, en principe de droit privé, réfléchissant en amont, pour nourrir et éclairer une vision politique à long terme. Ces instituts de recherche sur les politiques émettent des idées dans le champ des sciences sociales, et visent à faire des propositions de politique publique.

En France, où les *think tanks* n'ont pas de statut juridique ou fiscal spécifique, l'explosion cette dernière décennie des laboratoires d'idées usant de cette étiquette prestigieuse est remarquable. La frontière reste relativement floue avec les groupes d'intérêt ou de pression (*lobbies*), ou les cercles dédiés à une personnalité politique, même si nombreux sont les *think tanks* qui revendiquent et prouvent l'indépendance de leurs analyses, à l'abri d'enjeux partisans immédiats.

S'ajoutant aux instituts de gauche de la première génération, tels la Fondation Jean Jaurès (Pierre Mauroy, 1992), La République des Idées (Pierre Rosanvallon, 2002), l'altermondialiste Fondation Copernic, ou la Fondation Gabriel Péri (du Parti communiste français), une multitude de nouveaux *think tanks* sont apparus dans la foulée de la défaite de 2007¹.

Ainsi, une véritable « constellation ségoléniste » s'est organisée autour de l'ancienne candidate : à côté du cercle officiel de Désirs d'avenir travaille le groupe dit des économistes, où l'on retrouve Thomas Piketty, Philippe Aghion – économiste à Harvard – et plusieurs membres de l'École d'Économie de Paris, ou encore Émergence(s), qui regroupe experts et hauts fonctionnaires. Proche de S. Royal, Vincent Peillon a également créé l'Institut Edgar-Quinet, destiné à la formation des élus locaux. Sur l'aile

gauche du PS a été fondée La Forge, en juillet 2007, autour du député européen Benoît Hamon et du vert Noël Mamère, tandis que sur l'aile droite, à côté des Gracques, créé durant la campagne de 2007 pour soutenir une alliance PS/UDF, Manuels Valls lance son propre groupe, le Cercle 21. *Last but not least*, Terra Nova, fondation progressiste parrainée par Michel Rocard et présidée par Olivier Ferrand, proche de Dominique Strauss-Kahn, a fait en mai dernier une entrée remarquée dans les milieux intellectuels et médiatiques français. Ce dernier *think tank*, à bien des égards une première à gauche par l'ampleur et l'ambition du projet qu'il incarne, cherche notamment à convertir le matériau intellectuel disponible (diagnostics, exemples étrangers, initiatives locales à généraliser) en solutions programmatiques effectives applicables en cas de retour au pouvoir.

Entre invention et tradition : est-il possible de « réinventer » la gauche ?

La pensée de gauche, loin d'être à l'agonie, est donc sous tension permanente. La mort des anciennes figures, le désinvestissement de certaines courroies de la production intellectuelle au profit d'autres dispositifs dessinent une nouvelle topologie – et ces modifications reflètent un bouleversement de la géographie des idées elles-mêmes.

Car le problème n'est pas celui d'une léthargie *des* pensées de gauche, bien vivantes, multiples et proliférantes. Lorsque tout le monde s'accorde sur la nécessité de renouveler le « logiciel idéologique » de gauche, la difficulté concerne plutôt la définition d'une « matrice intellectuelle » qui serait celle de *la* gauche – c'est l'unité et la cohérence de la pensée de *la* gauche *comme camp*, par-delà justement la multiplicité des élaborations, qui fait problème – à l'image de la difficulté à déterminer ce que signifie aujourd'hui « être de gauche ».

Est-il réellement possible de « réinventer » la pensée de gauche, de lui donner une « deuxième jeunesse » idéologique ? Quels sont les enjeux de cette « indispensable rénovation intellectuelle » ?

Si enjeu il y a, c'est pour le Parti socialiste. En effet, même s'il paraît difficile de déterminer ce qui, du charisme du chef ou de la machine à idées sarkozyste, a prévalu dans la victoire de la droite française, même si le sarkozysme ne constitue sans doute pas un modèle cohérent, la gauche socialiste doit pouvoir rivaliser et convaincre sur ces deux plans dans l'optique de 2012. Régler l'épineuse question de son leadership, et tracer les lignes d'une pensée et d'un programme audibles.

Le PS se débat comme il peut dans un filet d'injonctions contradictoires et de diagnostics opposés. Alors que pour les uns la rénovation du PS supposerait un virage à droite, une conversion au libéralisme économique enfin assumée, elle appellerait pour les autres un net coup de volant à gauche, pour récupérer l'électorat déçu aimanté par des pôles de radicalité. Ce que certains appellent « affronter les tabous », constitue pour les autres une « régression idéologique ». Écartelé entre sa « quête de centre » et son « sur-moi marxiste », le PS se voit reprocher son indépassable tendance à la « synthèse molle » et au projet politique flou – au mieux hybride, au pire contradictoire.

Le problème de l'unité et de l'identité de la gauche comme camp se (re)joue sur la scène du PS. Peut-on se dire « de gauche » sans porter la mémoire des luttes sociales et s'inscrire dans une certaine histoire, voire une culture ou une tradition, celles du mouvement ouvrier et des combats républicains ? C'est là, semble-t-il, toute l'ambiguïté de l'idée selon laquelle il faudrait « réinventer le logiciel idéologique de la gauche ». Si être de gauche, c'est s'inscrire dans un combat historique de lutte contre les différentes formes d'aliénation, le combat de la gauche doit certes être sans cesse *actualisé* en fonction de l'évolution de la donne

historique. Mais prôner la *réinvention* n'est-ce pas faire éclater le cadre des valeurs de référence irréductibles et fondamentales au-delà desquelles la gauche devient la droite ? De là l'utilité, pour ces rénovateurs, de la formule incantatoire : « en restant fidèle à nos valeurs ».

1 • Ces nouveaux *think tanks* de gauche viennent également concurrencer les traditionnels *think tanks* de droite ou du centre, tels la Fondation Concorde (1997), l'Institut Montaigne (2000), ou la Fondation pour l'innovation politique (2004).

POUR UN DÉSENGAGEMENT ESTHÉTIQUE DE LA POLITIQUE CULTURELLE

par Paul Magendie

Les objectifs du ministère de la Culture et de la Communication semblent devoir faire l'unanimité au-delà de toutes tendances partisanes. Préservation du patrimoine, aide à la création et démocratisation de la culture forment un projet partagé dont on serait tenté de se féliciter au milieu des dissensions qui animent le monde politique. Mais l'illusion consensuelle ne doit pas dissimuler les difficultés que rencontre la réalisation de tels objectifs. Dans le pluralisme de l'art contemporain, la culture nationale a perdu son pouvoir fédérateur. Pourtant la France veut encore préserver son « exception » face à la mondialisation qui fait craindre l'homogénéisation. Elle promet ainsi un art d'État à l'international alors même qu'elle semble incapable de relever le défi de la diversité à l'intérieur de ses frontières. Dans un contexte inédit, la politique culturelle réclame une réforme profonde que seule la dynamique d'une opposition politique peut construire.

Tandis que s'accroît le prestige culturel de l'art et que des œuvres atteignent des prix faramineux, droite comme gauche s'accordent à dire que l'art n'est pas une marchandise comme les autres. Il faut préserver ces biens singuliers des lois aveugles du marché. Mais l'action culturelle que mènent l'État et les collectivités n'est pas en marge du marché. Afin d'accomplir le double objectif de stimulation et de démocratisation de la création, le Fonds national d'art contemporain

ou les Fonds régionaux d'art contemporain achètent des œuvres pour soutenir la demande et constituer des collections accessibles à tous. Ces fonds ne pouvant à l'évidence représenter la totalité des artistes, une sélection est déléguée à des commissions d'experts. Mais il n'y a pas d'experts en art comme il y a des experts en tuyauterie. Les pouvoirs publics contribuent ainsi de façon partielle à orienter le marché. Lorsqu'un artiste entre dans les collections de l'État, il entre dans le cercle vertueux de la promotion et son prestige s'accroît à proportion de la valeur économique de ses œuvres. La politique culturelle produit ainsi une élite incontournable que se partagent des FRAC, des galeries subventionnées et des investisseurs particuliers ne voulant pas être en reste. L'exception culturelle porte si bien mais si tristement son nom.

Des artistes se sont récemment mobilisés sous la bannière « *L'art c'est la vie* » pour dénoncer « la normalisation et le monopole d'un certain art officiel ». Mais, si légitime que soit cette critique, le problème ainsi dénoncé reste indéfini car personne ne peut caractériser une telle norme. Un expert du ministère peut répondre avec sincérité qu'il y a autant de différence entre Annette Messager et Claude Lévêque qu'entre Nicolas Poussin et Paul Rubens. Tant que le problème sera posé en termes esthétiques, il ne pourra pas être résolu.

Toute politique d'intervention directe, qui consiste à dégager des crédits pour certains acteurs du monde de l'art, engage les institutions publiques à faire des choix sur la base de critères esthétiques et promeut ainsi une minorité visible. De telles pratiques ne semblent plus légitimées que par un atavisme régalien et la certitude tacite qu'une élite au pouvoir aurait, en matière d'histoire de l'art, une longueur d'avance que sa munificence l'enjoindrait de partager avec le peuple. Si implicite soit-elle, l'orientation esthétique que pré-suppose une politique culturelle transforme la démocratisation en prescription. Il faut créer de nouveaux critères d'attribution des crédits.

Dans sa lettre de mission pour la culture, Nicolas Sarkozy demande à Madame Albanel de « veiller à ce que les aides publiques à la création favorisent une offre répondant aux attentes du public ». Mais que ce soit dans le théâtre, le cinéma ou les arts plastiques,

nul ne connaît la recette de la « popularité ». Et l'idée de créer « des commissions indépendantes d'attribution associant des experts, des artistes et *des représentants du public* » n'y change rien. L'avis de quelques représentants du public n'est pas une garantie de popularité. C'est d'un désengagement esthétique radical que la politique culturelle a besoin. Pour autant, l'alternative condamne-t-elle à choisir entre libéralisation totale et interventionnisme partial ? Les politiques publiques n'ont pas vocation à faire de choix esthétiques, mais cela implique-t-il nécessairement leur désengagement en matière de démocratisation et d'aide à la création ?

L'action actuelle de Madame Albanel tend à privilégier les interventions indirectes aux interventions directes, la baisse de la fiscalité sur les investissements privés en art devant compenser la baisse des crédits alloués aux achats et subventions d'État. Si de telles pratiques sont dénoncées comme le signe d'un retrait de l'État du domaine culturel, notamment par les acteurs du monde de l'art bénéficiant de tels crédits, elles tendent néanmoins à réduire sa responsabilité dans l'orientation du marché. Anne Hidalgo, secrétaire nationale à la culture au Parti socialiste, accuse le gouvernement d'abandonner l'art à une « marchandisation de la création ». Mais une telle critique repose sur l'illusion que les interventions directes de l'État n'auraient aucune conséquence marchande. L'action du ministère actuel tend plutôt à limiter son rôle dans l'orientation d'un marché existant. L'amour de l'art est-il aveugle au point d'ignorer la spéculation qu'il suscite ? Le Parti socialiste ne peut se contenter de hurler avec les loups pour conserver un système de subvention obsolète. Il ne s'agit plus de préserver les acquis de certains acteurs privilégiés du monde de l'art, mais de refonder le système de distribution des crédits.

Les interventions indirectes sont impartiales, mais sont encore un moyen aveugle. Si le levier de la fiscalité peut aider la création sans avoir à promouvoir d'art officiel, il ne permet pas de garantir la démocratisation et la diversité culturelle. En déléguant au privé la responsabilité du choix, les pouvoirs publics se dédouanent simultanément de leurs engagements. Apparaît, là aussi, la nécessité d'imaginer de nouveaux critères d'attribution des crédits et non pas seulement de se plaindre de leur baisse. Frédéric Martel, sociologue

et essayiste proche de la gauche, ayant diagnostiqué les incapacités de la France à préserver la diversité culturelle, imagine des solutions alternatives sur la base d'analyses comparées avec certaines réussites de la culture américaine. Il insiste ainsi sur la nécessité d'une culture ouverte aux Français issus de l'immigration afin de garantir une diversité réelle. De manière générale, la France doit renoncer à l'illusion d'un art fédérateur national devenu élitisme, monolithique, et sous perfusion républicaine. Elle doit embrasser la diversité qui la constitue et non préserver son élite de la mondialisation. Il faut délaissier la tradition du goût du prince pour lui substituer une répartition qui privilégie la diversité sociale.

L'ambition de démocratisation de la culture et d'aide à la création ne peut plus être le prétexte hypocrite de légitimation d'un art d'élite. La *force de l'art* n'est pas d'être le faire-valoir du politique. La dialectique d'une opposition est en la matière plus que jamais nécessaire. Aujourd'hui la droite, se tournant vers le privé, substitue timidement une fiscalité avantageuse aux subventions directes. La gauche ne peut se contenter de critiquer la baisse des crédits, elle doit inventer des interventions directes qui ne se basent plus sur les choix esthétiques de commission, mais sur des critères socio-économiques qui garantissent la diversité et la justice sociale. Toute personne pouvant justifier de son activité artistique comme activité professionnelle doit pouvoir bénéficier d'aides selon ses revenus, son patrimoine, sa situation familiale. Qu'un artiste peigne des biches dans un sous-bois ou des graffitis, qu'il fabrique des cerfs-volants ou des godemichés, l'État n'a aucune légitimité à choisir. Si la défiscalisation de la droite assure son impartialité, la gauche ne peut laisser l'exception culturelle devenir une entreprise de légitimation d'inégalités sociales.

FIER DE MAI

par Guillaume Roy

Il est banal de dire que les jeunes générations de gauche peinent à se retrouver autour d'un événement, d'une idée, d'un combat qui les fédèrent. Pourtant, à gauche, s'il est bien une chose sur laquelle presque tout le monde est d'accord, c'est la déception à l'encontre des partis de gauche et du Parti socialiste en particulier.

Il ne s'agit pas de cette défiance généralisée du politique qui, si elle existe à gauche, n'est pas ce dont je parle. Il s'agit d'une attente, toujours renouvelée et sans cesse déçue, de rencontrer chez un responsable politique de gauche un discours qui *nous parle*.

Nicolas Sarkozy a quant à lui, et c'est sans doute une des raisons de sa victoire, parlé à l'électorat de droite et même au-delà. Un de ses discours les plus retentissants est sans aucun doute celui prononcé à la veille de l'élection présidentielle, le 29 avril 2007 à Bercy. Le futur président appelle avec force à liquider « l'héritage de Mai 68 une bonne fois pour toutes ». Il dresse un réquisitoire ahurissant, disproportionné et glaçant.

C'est un tournant de la campagne. Car ce discours divise l'alliance gauche/extrême-gauche/centre que Ségolène Royal voulait faire autour de sa candidature. La riposte de Ségolène Royal deux jours plus tard à Charléty n'est pas à la hauteur. La candidate socialiste a beau rappeler que « les salaires furent augmentés, les syndicats dans l'entreprise furent reconnus, la gestion des universités fut modernisée, les libertés publiques furent élargies et les femmes eurent accès la contraception et à l'IVG », elle finit son timide plaidoyer par un appel à une « juste autorité et à un ordre durable où les droits et les devoirs sont les mêmes pour tous ». Ordre juste, appel à sortir les drapeaux et à chanter la Marseillaise le 14 juillet : l'esprit de Mai ne soufflait pas sur la belle Ségolène, c'est le moins que l'on puisse dire.

Cependant, ce discours de Nicolas Sarkozy aurait pu être une chance pour la gauche de dire haut et fort ce qu'elle défend de

Mai 68, de ridiculiser une droite conservatrice, une droite *has been*, une droite du ressentiment.

Cela n'a pas eu lieu. Pourtant, Mai 68 est l'Événement avec un grand E pour tout jeune homme ou jeune femme de gauche qui débute dans la vie. Il est le moment le plus proche de nous où les grandes questions qui travaillent la gauche, celle de la révolution, du rapport entre l'État et la société, des inégalités et des déshérités, ont été à la fois posées et traversées en acte de manières multiples et hétérogènes. Ce sont quelques unes de ces grandes questions que je veux évoquer ici.

Le premier mot qui vient à l'esprit de qui veut penser son rapport à 68 est celui d'héritage. Combien de fois avons-nous lu cette question : « Mai 68, quel héritage ? » Je préfère penser avec Jean-Luc Nancy¹ qu'« il n'y a pas d'héritage » car « il n'y a pas eu de décès » : « l'esprit de Mai 68 n'a cessé de souffler ». C'est plutôt de transmission qu'il s'agit. Que nous transmet donc Mai 68 ?

Tout d'abord, et c'est pour moi le plus important, qu'il est possible de mener une révolution qui ne se termine pas par la terreur. C'est une des idées fortes du livre écrit par Raphaël et André Glucksmann, *Mai 68 expliqué à Nicolas Sarkozy* – qui s'adresse en réalité bien plus aux gens de gauche qu'à l'actuel Président. André Glucksmann écrit : « Jusqu'en 1968, l'épreuve du sang passait pour l'étalon, le point culminant, le tournant décisif du processus révolutionnaire. Le *radical* voulait aller *jusqu'au bout*, à n'importe quel prix humain. » Raphaël Glucksmann précise plus loin que « l'invention géniale de Mai, sa révolution dans la révolution c'est le transfert de la violence, consubstantielle à toute insurrection, dans le domaine symbolique ». Philippe Sollers avait repéré, il y a quelques années déjà : « Pas de transformation de la société sans une transformation du langage. »² Il soulignait que des écrivains et des penseurs comme Barthes, Lacan ou Foucault avaient dans les années 60 préparé le terrain de ce point de départ de la révolution du lieu du langage. « Contrairement à toutes les prévisions, nous dit P. Sollers, et même aux convictions spontanées de l'époque, l'étincelle qui met le feu à la plaine ne commence pas dans les infrastructures, c'est-à-dire dans le bas de la société, mais à son sommet en quelque sorte élitiste, c'est-à-dire l'Université. »

Le témoin le plus fort de ce champ de bataille symbolique est sans doute la force que conservent envers et contre tout les slogans de Mai 68 – « Il est interdit d'interdire », « Nous sommes tous des Juifs allemands », « Sous les pavés, la plage », « Jouir sans entrave ». À tel point qu'un candidat à la présidence de la République a jugé bon de dénoncer un certain nombre d'entre eux. Il ne s'agit pas pour moi de discuter de la beauté, de la naïveté, de l'erreur de telle ou telle formule. Il s'agit de dire que 68 nous donne cette certitude que pour qui mène un combat, s'il y a un lieu duquel partir et sur lequel ne pas céder, c'est celui du langage.

Si Mai 68 est une révolution qui se déploie d'abord dans le champ symbolique, il a produit des effets bien réels. Une des victoires principales de Mai réside dans le changement du discours qu'un pays se tient à lui-même sur son passé. Mai 68 est une trouée dans le mythe gaullo-communiste d'une France toute entière résistante, et la honte de la collaboration éclate enfin au grand jour. Bernard-Henri Lévy rappelle dans son dernier livre³ la postérité au plus haut sommet de l'État de ce travail initié dans les années 60. Un président de gauche, François Mitterrand qui affirme « en son âme et conscience que ni "la République", ni la "France" n'avaient "rien à voir avec cela" » ; un président de droite, Jacques Chirac, qui affirme « la dette imprescriptible » d'une France qui a « manqué à sa parole » et « commis l'irréparable ». Et puis, Nicolas Sarkozy, dont B.-H.L. rappelle les « déclarations étranges et étrangement insistantes », sur le fait que « la France n'a pas inventé la solution finale », « qu'elle n'a pas cédé à la tentation totalitaire » et « n'a pas commis de crime contre l'humanité ni de génocide ». B.-H.L. souligne que si sa première phrase n'est évidemment pas fautive, les suivantes le sont totalement, et qu'en les prononçant, Nicolas Sarkozy a « compromis tout un travail de mémoire engagé depuis une génération ou deux ».

Nicolas Sarkozy a construit un discours qui parle à une certaine France, revancharde par rapport à 68, qui ne désire pas se confronter à la honte de la collaboration, ni s'embarrasser des crimes de la colonisation. À l'opposé, il faut affirmer avec B.-H.L. qu'« être de gauche, dans la France de ce début de XXI^e siècle, c'est ne céder ni sur Vichy, ni sur les crimes du colonialisme, ni sur Mai 68 ».

Enfin, parmi les nombreux effets de 68, je choisirai d'évoquer la profonde transformation qu'a connue l'action politique. Je reprendrai ici les mots de Jean-Luc Nancy : « Il n'y a pas eu en vain cette "pensée 68" que certains ont cru et croient encore pouvoir vouer aux sarcasmes. Ce n'étaient pas jeux et fantasmes "d'intellectuels", c'était aussi le sentiment, la disposition, voire l'*habitus* ou l'*ethos*, qui pénétraient les mentalités et l'esprit public. Joint à la méfiance envers au moins une certaine représentation des partis et des syndicats, cet *ethos* tendait à découpler l'action politique du cadre convenu de l'exercice ou de la prise du pouvoir. »

Chacun des acteurs de Mai témoigne d'une façon de s'engager pour une *cause* : celle des femmes, des aliénés, des prisonniers, des homosexuels, des ouvriers, des colonisés. Autant de mouvements de libération qui, s'ils ont existé dans d'autres pays, ont eu la spécificité en France de se trouver réunis le temps d'un événement de nature révolutionnaire. Si j'avais à ne retenir qu'une seule chose de Mai 68 et des années 70, c'est cet alliage entre passion politique et goût pour la vérité, entre ironie mordante envers les puissants et défense des déshérités, qui donne à l'engagement une dimension désirable, et non sacrificielle. Bref, il y a de quoi être fier de ce que nous transmet le joli mois de Mai !

1 • Jean-Luc Nancy, *Vérité de la démocratie*, Paris, Galilée, 2008.

2 • Philippe Sollers, « Il suffit d'être douze », Entretien avec la revue *Tissage*, *L'Infini* n° 93, Paris, Gallimard, 2005.

3 • Bernard-Henri Lévy, *Ce grand cadavre à la renverse*, Paris, Grasset, 2007.

L'APORIE DE LA GAUCHE

par David Mitzinmacker

La gauche se trouve face à une aporie. Si elle place le curseur de sa politique économique à gauche comme en 1981, elle est accusée de menacer les grands équilibres économiques et de ce fait se trouve taxée d'incompétence. Si elle se plie aux règles de l'ordre économique libéral, on lui reproche de trahir « le peuple de gauche ». N'y aurait-il donc d'autre alternative, lorsque l'on est électeur de gauche et désireux de voir sa famille politique accéder au pouvoir – ce qui distingue l'électeur socialiste du partisan d'Olivier Besancenot –, que d'être considéré comme un doux rêveur ou d'aller grossir les rangs des « déçus du socialisme » ?

Coupable d'incompétence

C'est l'accusation régulièrement formulée par la droite. Pas une campagne électorale en effet, sans qu'elle souligne, sur un ton souvent professoral, la méconnaissance de la gauche en matière économique. Ce procès ne date pas d'hier. Il se nourrit des expériences ratées de la gauche au pouvoir. Celle du Cartel des gauches tout d'abord, dont l'échec – fuite des capitaux, dépréciation du franc, perte de confiance des épargnants – a longtemps alimenté l'idée de l'incapacité de la gauche à exercer le pouvoir. Celle du Front populaire ensuite, englué dans des difficultés financières l'obligeant à avoir recours à la dévaluation, puis à l'emprunt. Celle de François Mitterrand, enfin, dont les deux premières années au pouvoir se sont soldées par l'échec de la mise en place d'un socialisme de la production et de la propriété. Plus récemment, le débat sur les 35 heures a permis à la droite de rejouer sa partition favorite : la gauche n'entendrait définitivement rien à la chose économique, les 35 heures seraient responsables de tous les maux du pays, et au premier chef

de la baisse du pouvoir d'achat et du tassement des salaires. Au demeurant, cette accusation porte ses fruits : la droite – les sondages l'ont montré lors de la campagne présidentielle de 2007 – est jugée par les Français plus apte à assurer la croissance que la gauche.

Coupable de trahison

Ce deuxième procès est instruit par toute une partie de la gauche, celle qui, réunie aujourd'hui autour d'Olivier Besancenot ou encore de Jean-Luc Mélenchon, critique la conversion au capitalisme de la gauche socialiste. Les accusateurs soutiennent que la gauche, une fois au pouvoir, trahirait ses idéaux. Face au mur de la réalité, elle reculerait devant les puissances d'argent, capitulerait face à de puissants intérêts particuliers, ferait sienne une politique de droite et briserait le rêve d'une société plus juste et solidaire. À l'appui de ces accusations, les arguments ne manquent certes pas. Ainsi, les quatorze années au pouvoir de François Mitterrand ont été marquées par une forte érosion de la part revenant au travail dans la répartition de la valeur ajoutée au profit de la part du capital¹. Pour faire simple, les rentiers se sont enrichis alors que dans le même temps, les travailleurs ne recevaient qu'une maigre part du gâteau. La période s'est soldée par le triomphe de l'argent, « l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine et l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes »². Quant à Lionel Jospin, pourtant artisan d'une politique en tous points progressiste, il n'a pu inverser la tendance de fond qui fait que les inégalités se sont considérablement accrues au tournant du XXI^e siècle, les revenus des ménages français les plus riches progressant bien plus vite que ceux des ménages les plus modestes³.

Dépasser la contradiction

Si aporie il y a, c'est que les socialistes n'ont pas su remplir le vide créé entre la radicalité de leur discours et leur pratique faite de soumission aux faits économiques. Or, comme l'affirme Jean-Noël Jeannenay dans une étude toujours d'actualité consacrée au Cartel des gauches⁴, « la gauche se perd en ne faisant pas de sa politique, intrinsèquement et dès l'origine, une pédagogie ». Le tournant de

la rigueur de 1983 – à savoir l'enterrement en bonne et due forme du socialisme de production et propriété – ne s'est en effet pas accompagné de la formulation d'une nouvelle doctrine économique moderne. Le « ni-ni » – « ni privatisation, ni nationalisation » – de François Mitterrand, lors de la campagne présidentielle de 1988, s'est traduit dans les faits par la fin de l'économie administrée sans que là encore, malheureusement, le Parti socialiste ne se dote d'un nouveau projet.

Quel peut-il être ? Dans son ouvrage intitulé *Ce grand cadavre à la renverse*, Bernard-Henri Lévy plaide pour un socialisme moral et moderne sur le modèle de celui de Pierre Mendès France, décidément bien à la mode depuis la parution du livre d'Éric Roussel⁵. En termes économiques, cela signifie garder confiance en l'État – garant de la solidarité nationale –, promouvoir le syndicalisme – les syndicats ayant pour vocation de participer à l'élaboration des décisions gouvernementales –, se défier des doctrines économiques érigées en dogmes ou encore donner la priorité aux grands équilibres avant toute mesure de redistribution. Le projet est louable en ce qu'il tente de concilier empathie sociale et dynamisme économique. Il permet également aux socialistes d'accorder leur discours à leur pratique et de se débarrasser de leur surmoi révolutionnaire, de rejeter une fois pour toutes l'archaïsme et la démagogie chavistes de la gauche radicale emmenée par O. Besancenot. Mais il est insuffisant. Pour une part, la droite l'a fait sien, Patrick Devedjian, nouveau « converti » au social-libéralisme, n'hésitant pas à plaider lors de la convention sociale de l'UMP de juin 2008 pour la « moralisation indispensable du capitalisme ». Preuve en est que la lutte ne doit pas se limiter au seul terrain de la morale. Le Parti socialiste est surtout attendu sur le terrain politique.

Quelles solutions propose-t-il pour faire face à la crise actuelle du capitalisme, une des plus graves de son histoire ? À la flambée des prix des matières premières minières et agricoles, à la crise financière liée aux *subprimes*, aux délocalisations frappant les plus faibles, aux menaces que fait peser la croissance sur l'environnement ? Il lui faut pour cela renouer avec son identité internationaliste. Bertrand Delanoë ne dit pas autre chose lorsqu'il appelle de ses

vœux un approfondissement des rapports avec les sociaux-démocrates européens pour « concevoir [...] des contre-pouvoirs au bénéfice des salariés, applicables à l'échelle internationale »⁶. Le Parti socialiste ne pourra pas non plus faire l'économie d'une réflexion sur les rapports entre le capital et le travail. Quoi de plus injuste et contraire à l'esprit d'équité, en effet, que de voir prospérer les héritiers ? La lutte contre cette inégalité – la plus insupportable – oblige la gauche. Elle rend nécessaire la grande réforme fiscale tant différée et dont le principe fondateur doit être celui de la progressivité de l'impôt mise à mal par la multiplication des niches fiscales. Enfin, et surtout, la gauche socialiste ne doit pas s'accommoder de la misère alors même qu'un Français sur deux craint aujourd'hui de basculer dans l'exclusion et qu'un SDF sur trois est salarié. La piste de « l'État préventif » évoquée par Ségolène Royal dans son livre écrit avec le sociologue Alain Touraine dans un louable effort de pédagogie mérite ici l'attention⁷. C'est à ces conditions que la gauche socialiste pourrait enfin sortir de l'aporie et réunir dans un même élan la bourgeoisie éclairée et les salariés précaires.

1 • En 1980, la part du capital était de 28,3 % et celle du travail de 71,7 %. À la fin de la présidence de François Mitterrand, la part du capital était de 39,7 % et celle du travail de 60,3 %.

2 • Extrait du discours de François Mitterrand lors du congrès d'Épinay de 1971.

3 • Entre 1998 et 2006, la progression des revenus des 3500 ménages français les plus riches a été de 42,6 %, celle des 31,5 millions de contribuables les moins riches de seulement 4,6 %.

4 • *Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir, La faillite du Cartel, 1924-1925*, Paris, Le Seuil, 1982.

5 • Éric Roussel, *Pierre Mendès France*, Paris, Gallimard, 2007.

6 • *Le Monde* du 10 juin 2008.

7 • *Si la gauche veut des idées*, Paris, Grasset, 2008.

LES NOUVEAUX PROLÉTAIRES

par Alice Delarue

Il n'est pas un jour sans que se produise un nouveau drame impliquant des migrants économiques aux frontières ou à l'intérieur de l'Europe, et pas un jour sans que de nouvelles directives répressives, voire xénophobes, soient votées. Basant leurs campagnes sur le mythe de « l'invasion » et l'amalgame insécurité/immigration, les partis de droite et d'extrême droite triomphent dans de nombreux pays, régions et villes européennes. Dans ce climat de méfiance et de suspicion envers les étrangers, l'intégration des immigrés en situation régulière devient quant à elle de plus en plus difficile. En 1967 déjà, Jacques Lacan prédisait cette « extension de plus en plus dure des procès de ségrégation »¹ comme envers de la mondialisation.

En France, si la situation des immigrés et des sans-papiers n'a cessé de se dégrader depuis les années 70, la création du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, et la politique qu'y mène Brice Hortefeux, marquent un véritable tournant : il s'agit de privilégier l'immigration économique « choisie » – le choix étant bien sûr unilatéral – et de durcir considérablement l'accès aux séjours basés sur le droit au regroupement familial ou l'asile politique, devenus suspects. De leur côté les socialistes, faute de position collective claire, restent inaudibles.

Des positions ambiguës

Malgré leur tradition universaliste, les socialistes français sont depuis longtemps gênés par les questions que soulèvent les migrations économiques, ce qui les a menés à adopter par le passé des positions pour le moins ambiguës. Lors de son arrivée au pouvoir, François Mitterrand prend des mesures en faveur des immigrés et des travailleurs sans-papiers², mais il n'est pas suivi par une partie de sa majorité qui redoute les conséquences électorales de cette politique.

Aux élections municipales de 1983, marquées par la percée du Front national, le gouvernement renonce au dernier moment à distribuer les millions de tracts promouvant l'immigration pour suivre la droite sur le terrain sécuritaire – ce qui ne lui épargnera d'ailleurs pas la défaite. Pendant les deux décennies suivantes, si les socialistes sont à l'origine d'avancées certaines concernant le droit des étrangers, ils trahissent également de nombreuses promesses et cèdent sur l'abrogation des lois répressives de Jean-Louis Debré et Charles Pasqua.

Sur le terrain du discours, il est notable que, au lieu de contribuer à faire progresser l'opinion, le Parti socialiste a souvent tendance à suivre la droite dans une surenchère répressive, contribuant ainsi à banaliser la confusion entre immigrés et délinquants³. Quand Laurent Fabius affirme, concernant l'immigration, que le Front national donne « de fausses réponses à de vraies questions », lorsque Jean-Pierre Chevènement initie une politique du chiffre en matière d'expulsions, ou que Lionel Jospin place l'insécurité au coeur de sa campagne présidentielle, tous manquent des occasions de faire un pas de côté par rapport à la droite. L'oeil rivé sur les sondages d'opinions, ils empruntent la voie de la loi et de l'ordre pour démontrer leur fermeté envers les étrangers et séduire l'électorat populaire, contribuant paradoxalement à propulser l'insécurité et l'immigration en tête des « préoccupations des Français ». Ce faisant, non seulement les socialistes ne gagnent pas de voix sur leur droite, mais ils se coupent des forces vives à gauche, particulièrement au sein du milieu associatif où les militants qui défendent les droits des sans-papiers sont déçus par leur frilosité et leur droitisation.

À la recherche d'une politique migratoire à gauche

Contrairement à d'autres partis de gauche européens, le Parti socialiste français n'a pas engagé de véritable réflexion sur l'immigration ces dernières années et ne dispose donc pas d'un projet de réforme sur le sujet. Parmi les vingt-et-une contributions préalables au Congrès du parti qui se tiendra à Reims en novembre prochain⁴, la grande majorité s'oppose à la régularisation massive des sans-papiers qui résident et travaillent en France, et seule une minorité propose l'abrogation de la loi Hortefeux et la fermeture des centres

de rétention. L'immigration choisie et les quotas sont dénoncés, mais c'est une vision utilitariste de la main-d'œuvre immigrée qui prévaut. Les socialistes avancent quelques idées, par exemple la création d'un droit aux allers-retours, mais ne rompent pas avec le discours ambiant qui fait de l'immigration un danger, et échouent à inventer une politique migratoire active, pragmatique et innovante.

Tous les économistes et démographes sérieux s'accordent pourtant à dire que la thèse de l'invasion est fallacieuse – la part de l'immigration ne représente qu'un cinquième de l'accroissement annuel de la population française et tend à baisser. Si l'ouverture totale des frontières n'est pas réalisable, de plus en plus de migrants seront nécessaires à l'Europe pour des raisons économiques et démographiques. De plus, il n'y a pas de corrélation entre le taux de chômage et l'immigration – les migrants exerçant majoritairement des professions délaissées par les Français.

Les socialistes prônent les régularisations au cas par cas. Or l'expérience montre que seules les régularisations massives modifient en profondeur les équilibres dans les métiers en tension et contribuent à faire avancer les droits des travailleurs et reculer le travail clandestin. Quant au mythe de « l'appel d'air » que provoqueraient les régularisations massives, il ne repose sur aucune donnée solide : il est d'ailleurs curieux d'imaginer que les populations du tiers-monde attendraient un signal de l'Europe pour émigrer. Les études estiment au contraire que la régularisation globale de 700 000 sans-papiers en Espagne a eu un impact très bénéfique sur l'économie, et notamment sur l'équilibre de la sécurité sociale. Même l'Italie de Silvio Berlusconi s'est résolue à régulariser en nombre ses sans-papiers.

Les politiques répressives actuelles qui visent à faire de l'espace Schengen une forteresse ont *a contrario* de nombreux effets pervers : elles renforcent l'influence des organisations criminelles impliquées dans le trafic d'êtres humains, précarisent les immigrés en situation régulière, et généralisent les dispositifs de surveillance des citoyens.

Ethnicisation de la question sociale

« La France ne peut accueillir toute la misère du monde, disait Michel Rocard, mais elle doit savoir en prendre fidèlement sa part. »

Cette phrase illustre le tournant pris par les socialistes sur les questions d'immigration ces vingt dernières années : un vernis de charité chrétienne qui masque à peine une position de droite. Comme le rappelait récemment Edwy Plenel sur France Culture⁵, les socialistes sont passés à côté des nouveaux prolétaires du XXI^e siècle : les immigrés, descendants d'immigrés et travailleurs clandestins qui exercent les métiers les plus ingrats et sont en butte aux discriminations.

Les migrants de la misère renvoient la gauche à ses idéaux universalistes, et à la difficulté de repenser la question de l'égalité dans le contexte d'un libéralisme globalisé. Faute de mener une réflexion de fond sur le sujet, les socialistes en sont réduits à une opposition de principe et une approche uniquement utilitariste. Il s'agit au contraire de veiller à ne pas traiter isolément l'immigration et la question sociale, de viser le travailleur derrière l'immigré plutôt que de flirter avec la préférence nationale. Le Parti socialiste sera peut-être ainsi à la hauteur des enjeux migratoires et de la mobilisation civique en faveur des sans-papiers.

1 • Jacques Lacan, « Proposition d'octobre 1967 sur le psychanalyste de l'École », *Autres écrits*, Le Seuil, 2001, p. 257.

2 • Il régularise plus de 100 000 sans-papiers exerçant un emploi, assouplit les conditions de séjour des étrangers résidant en France, limite les expulsions, restaure le droit du sol.

3 • Ségolène Royal affirmait lors de la campagne présidentielle qu'il fallait « reconduire systématiquement hors de France, à leur sortie de prison, les délinquants dangereux » arrivés depuis peu sur le territoire.

4 • On peut lire ce texte à l'adresse :

<http://contributions.thematiques.parti-socialiste.fr/>

5 • Dans *Les matins d'été* du 11 août 2008.

LÉON DANS LA CIVILISATION

FICTION

par Martin Quenehen

Prédestination. Léon était gaucher. Pour certains, comme ce palefrenier qui lui avait jadis déclaré : « C'est la marque du diable ! », être *de gauche*, c'était une malédiction. Mais, pour Léon, les méchants étaient tous de droite jusqu'à ce qu'il découvre la véritable nature des hommes de gauche, le soir de ses dix ans. Ses parents avaient invité plein de monde à faire la fête. Léon était content. Il se pavanait tout fier dans le salon, quand un convive l'avait envoyé balader :

— Écarte-toi petit, t'es devant l'écran.

Stupeur et consternation. Ce n'était pas lui qu'ils étaient en train de célébrer, mais la réélection de Mitterrand. Et ça, Léon ne l'avait jamais pardonné.

Pour se venger, adolescent, il avait ramené chez ses vieux des nanas de droite, des filles de patron, de médecin et même d'agent immobilier. Il avait également fricoté avec une égérie des jeunesses RPR qui souriait en 4 par 3 sur leurs affiches électorales pour les européennes. Après quoi, les parents de Léon l'avaient déshérité. Adieu le canapé Camif, la Renault Espace et l'intégrale de Yashar Kemal.

Pourtant, comme l'a si bien dit Georgina Dufoix, le cœur battra toujours à gauche. C'est la nature, me direz-vous... Mais pas du tout ! Le palpitant de Léon n'y était pour rien. Famille nombreuse, sens du sacrifice, éducation au partage des frites et au refus de l'individualisme : Léon était conditionné. Les déterminismes

psycho-sociaux ne lui avaient laissé aucune chance. Il était génétiquement de gauche, un *homo sinistrus*, élevé à Pif Gadget, aux colonies de vacances et au théâtre de l'opprimé. Chez lui, zapper sur la cinquième était interdit au temps de Jean-Claude Bourret et Berlusconi. Il était obligé de lire les éditions sociales et Raoul Vaneigem, de passer ses soirées dans des concerts de jazz d'avant-garde ou de Dick Annegarn et, le dimanche matin, de visiter des friches industrielles reconverties en centres culturels. Il était embrigadé. Et puis les sports co' à l'ASPTT... Laisse ta place dans le bus. Touche pas à mon pote. La fête des couleurs. Du riz pour la Somalie. Une correspondante roumaine. Donne tes vieux jouets pour Noël. À la fin, il avait compris : la gauche, c'est les autres.

Et le pire, c'est qu'il y trouvait son compte. Léon avait fini par rompre avec les flirts qui le faisaient passer pour un social-traître. Il avait passé son CAPES et travaillait désormais dans une cité avec des prolétaires venus de tous les pays. Mais ces derniers n'avaient qu'un rêve : s'embourgeoiser. S'acheter une Merco-Benz cabriolet. Une paire de Air Max. Des fringues de marque. Bouffer au Mac Donald's. Et sa *Weltanschauung* s'était effondrée. Léon avait découvert que les Chinois crachaient par terre et que les retraités du Front populaire ne lisaient plus Aragon, mais David Servan-Schreiber. En salle des profs, on s'arrachait Poker Mag'. Et dans les salles de classe, Mai 68 ne signifiait plus rien pour nos chères petites têtes blondes, brunes, bleues et autres barbus imberbes. Les mioches de la nouvelle génération ne parlaient que Playstation, footbusiness et films d'action. Léon avait l'impression d'être le dernier maillon. Le chaînon manqué. Le dernier des Mohicans gauchers.

Et puis un jour, devant une batterie de slogans qu'il leur avait lancée comme une bouée, Léon avait vu les yeux de ses élèves s'écarter : *Soyez réalistes, demandez l'impossible !* Les racailles s'étaient enthousiasmées. Les trépanés avaient cessé de se battre pour se chouraver un téléphone portable et de s'insulter à propos de leur nationalité. Ils avaient ri. Léon s'était dit, merde ! c'est pas vrai, j'y crois pas ; non ! c'est dingue : ils réagissent, ils ont peut-être

43

rien compris, à moins que sous les savons de shit et les Nintendo DS y ait un chemin qui sente la noisette, un lendemain qui chante autre chose que la poudre, un coup de foudre et pas que des coups de boule balayette. Des fourmis rouges parcouraient son échine. Il attrapa une craie dans sa trousse, avant de réaliser que l'écran noir était blanc et fonctionnait en Bluetooth. Il se dit en lui-même : *Dieu, je vous soupçonne d'être un intellectuel de gauche !*

POLI
TIQUE
POLITIQUE
INTERNATIONALE
NATIO
NALE

DE LA POSSIBILITÉ D'UNE GAUCHE EN CHINE

par Juliette Genevaz

L'idée de la gauche en politique trouve son origine historique dans la Révolution française qui a fondé l'État populaire. À l'heure d'un XXI^e siècle globalisé, il est cependant devenu nécessaire de penser la gauche à l'aune de ses expériences internationales. Les Révolutions russe et chinoise ont en effet invoqué le même universalisme que les révolutionnaires français. Le cas chinois appelle un traitement particulier compte tenu de sa longévité, de son ampleur et, paradoxalement, du manque d'attention dont il souffre.

La Chine est lointaine et s'articule dans une langue dont la logique est si étrangère aux langues indo-européennes que l'Occident se permet facilement de faire comme s'il s'agissait d'un monde à part, trop éloigné pour avoir de l'influence sur cette partie-ci du globe. Pourtant l'adoption même par Mao du marxisme contredit une telle division : le nouvel État chinois s'est construit en référence à la pensée politique occidentale et la gauche européenne se doit de poursuivre le dialogue. La Chine, tout autant que la France au XVIII^e siècle, a fait sa révolution. Il s'agissait, dans les deux cas, de donner le pouvoir politique au peuple : mais le régime de parti unique auquel a mené la Révolution chinoise, aussi durable que la République française, est aux antipodes de la démocratie, qui en France était le but annoncé de la Révolution.

La dictature du prolétariat mise en place à Pékin en 1949 ne s'est ni ouverte à une participation populaire, ni effondrée comme en Union soviétique. Aujourd'hui, la République Populaire de Chine (RPC) reste le seul État fondé par une révolution populaire qui se soit maintenu au pouvoir sans autoriser le jeu démocratique.

Le rôle de la gauche est celui d'une sentinelle rappelant l'État à son devoir de justice distributive. Comment une telle gauche est-elle possible dans un État communiste qui, d'avant-garde des laissés-pour-compte, est devenu indissociable d'un parti autoritaire ? Il semble à première vue que la Chine ait perdu sa gauche à Tianan'men.

À son origine, le mouvement communiste chinois fut une force vive de la gauche internationale. Il s'agissait non seulement d'une révolution dans les formes (renversement du régime politique en place) mais aussi dans le fond, par la mise en pratique de la « ligne de masse », un nouveau système de représentation populaire, qui acquit au Parti communiste chinois (PCC) un soutien populaire durable. Fort de ce soutien, Mao a étendu la révolution du domaine politique à l'économie (Grand Bond en avant en 1957) et à la culture (Révolution culturelle de 1966). Or, il est impératif de considérer le Grand Bond en avant et la Révolution Culturelle comme des catastrophes humaines se mesurant à l'aune du nombre de morts¹ et des persécutions auxquels ils ont mené.

Malgré cette dérive idéologique destructrice, le régime léniniste mis en place en 1949 en Chine s'est maintenu jusqu'à aujourd'hui et ne semble pas le moins du monde en danger. De ce point de vue, il est extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, d'invoquer une révolution anticapitaliste, à la manière d'un Besancenot, sans réfléchir à l'expérience chinoise qui dure depuis plus d'un demi-siècle. Les excès du communisme chinois n'ont pas altéré sa prétention à œuvrer pour le bien commun, du socialisme promis par Mao à la « société harmonieuse » qui constitue le programme politique de Hu Jintao. Compte tenu de ce monopole idéologique, il faut toujours se demander : à gauche de qui se situe-t-on ? À différents moments de l'histoire de la RPC, la gauche se définit soit par rapport à ses ennemis, soit par rapport à un régime fossilisé.

Il y a bien un débat politique en RPC – même si celui-ci n'est permis que dans le cadre du régime, et que l'opposition en tant que telle n'existe plus depuis les Cent fleurs². Aujourd'hui, la légitimité d'un tel régime ne prétend plus reposer sur la participation populaire mais sur la garantie de la stabilité politique nécessaire au développement

économique³. C'est dans le cadre de cette cause finale que la discussion politique s'articule : non seulement au sein des instances de l'État, mais également dans les universités. Loin de mettre en danger le régime de parti unique de la RPC, elle est plutôt nécessaire à la vitalité même de ce régime.

Lorsque l'alternance n'est ainsi pas envisageable, identifier la gauche à la contestation, comme la tradition française a tendance à le faire, devient impossible. Tenir le juste discours de gauche est au contraire l'apanage du pouvoir et la RPC s'est construite au *xx^e* siècle dans une surenchère de révolutions qui a finalement abouti à la destruction plus qu'au progrès. Par un tel monopole idéologique, les « rouges » ont fini par devenir des conservateurs ! Une gauche conservatrice, voilà qui semblerait contradictoire à quiconque se dit de gauche en France. C'est pourtant devenu une évidence en Chine, d'où le fait que Wang Hui, le penseur politique le plus largement reconnu à Pékin, se sente mal à l'aise sous l'étiquette « nouvelle gauche » qu'on colle à son mouvement réformateur.

Wang est cependant obligé de jouer avec cette appellation et a donc fini par l'adopter, parce que ce sont là les termes du débat. Que signifie-t-elle ? L'exigence que l'État joue un rôle régulateur visant à réduire les inégalités sociales qui sont aujourd'hui en Chine les plus insoutenables au monde. Ce qui se joue pour la gauche, de quelque pays qu'il s'agisse, c'est de définir le devoir qu'a l'État de protéger les plus démunis. Là où elle dérive, c'est dans les ambitions qu'ont les représentants politiques des laissés-pour-compte de se maintenir au pouvoir. D'où le romantisme d'une certaine gauche qui pense qu'elle doit adopter une attitude contestatrice coûte que coûte pour échapper à la corruption. Wang se prémunit d'un tel atermolement en refusant la catégorie de dissident qu'il rejette comme anachronique⁴. En ce sens, il est donc possible d'être un penseur réformateur de gauche aujourd'hui en Chine.

Cet aperçu de la situation de la gauche en Chine suscite deux remarques. D'abord, malgré la réification idéologique du discours de gauche par le PCC, il est aujourd'hui encore possible d'exiger une politique de gauche au nom de la justice sociale, idéal de gauche toujours vivant.

La seconde remarque appelle à considérer le problème qui s'est posé à la gauche chinoise au xx^e siècle : délimiter le rôle de l'État dans la réalisation de ce projet. Tianan'men a montré au monde l'extension démesurée de la juridiction que s'attribuent les dirigeants chinois. Mao ne voyait pas de limite au domaine de l'État, et son successeur Deng Xiaoping, maître d'œuvre du spectaculaire développement chinois que nous connaissons, a décidé que l'ouverture de la Chine au monde ne se ferait que dans le cadre d'un État autoritaire.

L'histoire contemporaine de la Chine a tellement remué le vocabulaire de la gauche (révolution, radicalisme, collectivisation et centralisme démocratique) qu'il est insensé de refuser de prendre l'État chinois pour ce qu'il est : un État léniniste à la longévité hors pair. La plupart des analystes de la Chine contemporaine⁵ se bornent pourtant à le caractériser comme un État qui reste « en transition » alors que voilà aujourd'hui trente ans que l'économie est libéralisée : il est indéniable que la Chine est aujourd'hui le théâtre d'un capitalisme sauvage.

Les structures de l'État, quant à elles, ne se sont ouvertes qu'aux nouvelles élites, reniant l'identité de gauche du parti communiste au pouvoir et démontrant un développement pervers de la dictature du prolétariat. Compte tenu des ravages auxquels a mené la légitimité révolutionnaire du parti, depuis le Grand Bond en avant jusqu'à Tianan'men, la gauche chinoise ne se pense pas aujourd'hui radicale, elle réfléchit au contraire aux moyens que l'État retrouve un sens.

1 • Les victimes du Grand Bond en avant s'évaluent à 30 millions.

2 • Campagne politique lancée par Mao en 1957, invitant à la critique, puis suivie d'un violent retour de bâton.

3 • Cf. le lumineux article de Vivienne Shue, « Legitimacy crisis in China ? », in Peter Hays Gries et Stanley Rosen (dir.), *State and society in 21st century China*, RouthledgeCurzon, 2004.

4 • Cf. l'article de Pankaj Mishra, « China's new leftist », *The New York Times*, 15 octobre 2006, disponible sur Internet.

5 • Jean-Luc Domenach le premier.

TIBET, LES FRUITS AMERS

par Luc Garcia

Les tableaux de l'histoire, celle des historiens, s'adjoignent souvent la compagnie d'une esthétique calibrée, finement dosée, au profit de torpeurs lourdes et convenues. Tel cet ancien président qui se prévalait lors de son pèlerinage annuel, d'être le successeur d'une famille qui était d'ici, exactement d'ici depuis cinq siècles : on ne pouvait être plus d'ici que là en étant lui, ce qu'il était, et ce pour qui il se prenait surtout. Déclenchant l'admiration générale par une formulation si parfaite qu'elle substituait à l'indécence d'une partie passée celle des formes arrondies d'un pays rendu subitement à la grandeur de sa pelouse ou de son granit, à jamais éternel, éternellement silencieux, et pour cause, car même le granit des pierres tombales lorsqu'elles existent parle peu. Garantie morale des pompes et du faste, muni de ses dorures, de ses parquets tressés, de son administration et de ses bureaux, avec ses hauts fonctionnaires et ses cantonniers valeureux, mâchant le travail futur des commentateurs approximatifs qui pourraient de la sorte confondre l'homme et son pays, l'instant de le grandir un peu, habiles oublieux de ses compromissions passées. Il y en avait même eu pour voter sa figure.

L'histoire implique toujours une amnésie, un petit coup de Spontex délicat et violent qui rature la révolte de chacune, de chacun, un jour trahie, un autre exclue du discours des savants, ou pire, des militants convaincus, et de leurs bonnes grâces espérées pour leur salut futur.

Les livres qui décrivent l'histoire du Tibet sont nombreux, et ils le seront plus *encore* lorsque l'effervescence des Jeux olympiques sera passée. Les tee-shirts « Free Tibet » sont désormais connus pour leurs charmes colorés, il existe des kits du parfait militant, bientôt des bougies, certainement un disque, une soirée télé... Le Tibet serait

comme le repère d'une Chine dont nous ne connaissons que l'encre. Un peu comme l'on nomme la Grande Ourse au cœur des rêves de l'été, qui désigne pourtant une casserole visiblement déformée.

Alors, dans ce paysage lunaire où trônent cependant quelques drapeaux qui flottent pour enrubanner, déchirés, les moulins à prière, entrée sensationnelle : le dalaï-lama. Il converse à propos du Christ dans des ouvrages, il médite à la cime des buildings new-yorkais, il déchaîne la passion de la paix, de la réconciliation, du pardon. Mais qui donc est le dalaï-lama ? C'est un homme bon. Il ouvre la bouche ? Soudain, le Tibet parlerait. Et sa parole parcourt l'échine.

Mais, des Tibétains viendraient à se lancer dans une dernière course pour sauver leur âme ? Alors, il s'exprime vraiment. C'était le 13 avril 2008, à Seattle, il formulait la menace de sacrifier sa fonction si son peuple poursuivait la révolte.

Il s'agit, enfin, d'écrire le paradoxe : le militant occidental de la cause tibétaine est ce conglomerat inespéré qui soutient la défense d'un peuple issu d'une géographie qu'il ne connaît le plus souvent jamais, qui fait du dalaï-lama le premier de ce peuple – exemple, la position du maire de Paris, qui le désigne « citoyen d'honneur », alors que le dalaï-lama prend position, en terre occidentale, contre la révolte même de son peuple. Le militant occidental retrouve dans cet élan les vieilles habitudes qui le sustentent : il se veut, en même temps, honnête et désarmé. Voilà qui fait beaucoup.

La communauté internationale, comme il est plaisant de dire, n'est pas seulement coupable, pour sa part, de ne pas s'opposer à la Chine. Il y a bien pire. Elle reconduit l'honnêteté désarmée du militant occidental. L'équation redoutable devient : Pékin devrait accorder un mandat de dialogue au représentant de la communauté à laquelle il se dit appartenir et dont il réfute la colère et le combat. La bénédiction des masses militantes occidentales serait absolue à l'occasion d'un tel dialogue, car, du même geste par lequel elles prétendent lutter pour un peuple, elles se donnent à promouvoir la figure d'un qui les désavoue tous, et fait de celui-ci l'ultime condition de lutte contre un régime dont le souci est de parvenir à ce que plus un seul Tibétain ne subsiste. En somme, une fois l'opération achevée, voilà qui sera une tracasserie de moins pour le militant. Il faudra

donc démontrer au passage comment la trahison de l'homme aux couleurs abricot le qualifie pour s'opposer au régime qui est le tortionnaire de son peuple.

Être Tibétain aujourd'hui, c'est se révolter pour une terre désertée d'un désir, sinon, seul, celui du combattant par lui-même, ce qui le rend, encore, toujours, à sa seule solitude. Être Tibétain, aujourd'hui, c'est vivre en vérité des frontières qui se taisent, l'hypocrisie d'un homme, et les déclarations non moins hypocrites de nations et de chaumières militantes.

Être Tibétain aujourd'hui, c'est tenter la mise d'une vérité contre le masque silencieux d'un tueur sans phrase. Car ce tueur n'a pas de visage, pas de bouche dont sortirait le moindre son. Il n'a qu'une face plombée qui retombera toujours du bon côté. Si cette face est chinoise, elle se justifiera du Parti ou du capital, c'est pareil. Si cette face est celle, riante et toujours mesurée du dalaï-lama, elle se justifiera de la plénitude spirituelle et pacifiste des foules qui n'espèrent plus rien, sauf peut-être d'espérer moins encore.

On peut finir très seul avec la vérité de ce que l'on est. La vérité tibétaine est comme le déchirement d'un corps. Le peuple tibétain, avant le XII^e siècle, est conquérant et guerrier, puis il restera isolé, à l'intérieur de ses frontières naturelles. D'immenses plateaux arides et froids font silence sur les cartes, et depuis trop longtemps. Au début du XX^e siècle, personne ne sait rien du Tibet. La Couronne britannique décide alors d'envoyer des voyageurs déguisés en pèlerins, afin d'établir les premiers relevés topographiques d'une terre inconnue¹. Ces gens-là partent depuis l'Inde, discrètement, car le peuple tibétain fait peur. En 1904, l'Empire britannique, au sommet de son art, préempte le Tibet, en accord avec la Chine, qui, surprise, offre l'asile au dalaï-lama, dans l'espoir de consolider une valence spirituelle à son régime impérial déjà chancelant.

Or, Lhassa, pendant la Seconde Guerre mondiale, se révèle un nœud stratégique de l'axe Berlin-Tokyo. Pour affermir ce nœud, Heinrich Harrer, alpiniste confirmé et intégré aux SS, est investi en 1938 d'une mission par Hitler et Himmler en personne : s'infiltrer au Tibet, en accord avec les ministres régents du dalaï-lama enfant, pour devenir son précepteur et le séparer des Chinois qui le protégeaient

de la Couronne britannique. Il en reste un film fameux, très édulcoré de ces détails peu esthétiques : *7 ans au Tibet*. Le film fit le tour du monde plusieurs fois. Bien après la défaite des nazis, Harrer a poursuivi sa quête éducative. Lorsque la polémique naîtra sourdement, à l'occasion notamment de la sortie du film, les bureaux du dalai-lama – car il dispose de services – vont pouvoir s'exprimer. On se serait contenté d'un simple fax bien inspiré. Qu'en sera-t-il ? Pas une ligne, pas une virgule, pas un mot pour prendre position sur les exactions des nazis dont le précepteur de Sa Sainteté était le serviteur. Les communiqués de presse diront sobrement qu'Harrer fut pour le dalai-lama un rédempteur.

La suite, cependant, est mieux connue. 1950, la Chine entre au Tibet, l'annexe, se l'octroie, lui impose sa tutelle, comme l'on voudra. C'est la rencontre ensuite d'un pays jamais unifié et morcelé avec une société tibétaine aux vertus puissamment féodales.

Alors, si les Chinois ne parlent pas avec le dalai-lama, bien inutile cependant serait d'aller chercher là une heureuse position au regard d'un passé qui trouble la netteté de Sa Sainteté. Mais le jour où tout le monde sera à la même table, car ce jour arrivera probablement, il s'agira de savoir qui est présent et d'où il vient. Les absents à cette table, eux, seront toujours seuls. Ils en payeront le prix de leur corps. Et ça fait encore mal.

1 • *Sur le toit du monde, hors-la-loi et aventuriers au Tibet* de Peter Hopkirk, Paris, Philippe Picquier, 1995.

LA GAUCHE SINISTRÉE

par Benoît Delarue

« Quand j'avais un cancer, la gauche me donnait six mois de vie, un an maximum. Parce qu'ils ne pensaient pas pouvoir me battre aux élections, sauf avec l'aide du cancer ou de la magistrature. »

Nanni Moretti, *Le Caïman*

En avril 2008, Walter Veltroni, nouveau leader d'une gauche italienne en mutation, a subi un échec cuisant aux législatives. Avec l'accession de Romano Prodi à la présidence du Conseil en 2006, un léger vent d'espoir soufflait pourtant sur l'électorat de gauche en Italie, mais également dans l'Union européenne où la droite domine majoritairement. Enfin une Europe sans Silvio Berlusconi ? Celui-ci, que l'on pensait fini, revient sur le devant de la scène politique moins de deux ans après sa mise à l'écart. Plus lifté que jamais, le sourire aux lèvres en permanence, il ressemble désormais plus à un acteur de série B en fin de carrière qu'à un *cavaliere* ou à un caïman. Mais depuis qu'il est apparu dans le paysage politique italien, la gauche se commet dans une politique attentiste à tous les niveaux, allant jusqu'à préparer ses échecs successifs, et peine à incarner une autre vision que l'Italie d'opérette qu'il prône depuis maintenant quatorze ans – une Italie qui se dirige de plus en plus vers l'extrémisme de droite.

***Mani pulite* : « tremblement de terre »**

1994 marque un tournant avec l'arrivée en politique de Silvio Berlusconi et la fondation de son parti Forza Italia. La gauche, elle,

sort affaiblie de l'opération judiciaire *Mani pulite* (« Mains propres ») menée depuis février 1992. Nombre de politiques des deux bords sont poursuivis pour corruption ou pour leurs liens avec la mafia qui assassine dans la foulée deux juges anti-corruption.

Les dirigeants les plus durement touchés sont les membres du Parti socialiste, notamment Bettino Craxi¹ qui s'exile en Tunisie pour échapper à la prison. Ironie du sort, il avait permis à son ami Berlusconi, en échange d'un pot-de-vin considérable, d'asseoir son empire médiatique en signant un décret l'autorisant à diffuser les programmes de ses télévisions privées sur l'ensemble du territoire.

Mani pulite fait voler en éclats les semblants d'éthique et de morale politique. Suite à cette affaire, le système électoral est modifié, le paysage politique se transforme et voit la disparition du bipartisme classique entre la Démocratie chrétienne² et le Parti communiste italien. La situation évolue vers une multiplication de partis regroupés dans des coalitions de centre droit et de centre gauche, dont l'alternance parfois absurde tranche avec les deux anciens monolithes.

Comble du paradoxe, les Italiens votent pour un Berlusconi qui descend dans l'arène politique pour se protéger des risques que fait peser sur lui la justice. Comme si, la malhonnêteté des dirigeants mise à jour, les Italiens décomplexés pouvaient désormais s'identifier au dirigeant corrompu³. En Italie, le juge devient le véritable censeur de la vie politique tout comme l'homme à abattre. Berlusconi ne cessera pas de jouer sur la confusion entre la décision judiciaire et le jugement politique afin de « désamorcer les conséquences possibles des activités judiciaires, au prix d'un refoulement de ce que celles-ci avaient contribué à révéler »⁴, jusqu'à provoquer la lassitude des Italiens pour l'action pénale.

Un des effets pervers de *Mani pulite* a également été l'éclosion des droites extrêmes avec lesquelles Berlusconi forme son premier gouvernement, la Ligue du Nord avec à sa tête Umberto Bossi et les néofascistes du Mouvement social italien qui deviendra peu après le parti de l'Alliance nationale.

Face à Berlusconi, l'effritement de la gauche

La gauche a le plus grand mal à réinventer une politique des idées suite au grand nettoyage de 1992 et à la désidéologisation qui en a résulté ; elle se cantonne à rester une formation anti-berlusconienne plutôt qu'une force de proposition. Elle souffre aussi des divisions qui vont la ronger de l'intérieur en défaisant gouvernement sur gouvernement, et en minant les réformes. Prodi « l'Européen » en fait les frais, contraint de démissionner en 1998 car Rifondazione comunista refuse de voter la loi de finances destinée à redresser l'économie du pays.

Pire encore est l'attitude consensuelle et ambiguë de la gauche vis-à-vis de Berlusconi. Quand Massimo D'Alema, ex-communiste, prend la tête du pays, il commet une faute stratégique de premier ordre – reflet du malaise dans lequel la gauche s'engouffre – en faisant appel au *cavaliere* pour participer à la Commission bicamérale chargée de réviser la constitution. Sous prétexte de normaliser le pays et de régler la question judiciaire, la gauche fait le jeu de Berlusconi. Remis en selle, celui-ci en profite pour sabrer les projets ambitieux de la bicamérale sur... la réforme de la justice. Quelles conséquences D'Alema tire-t-il de ce retour de bâton ? Apparemment aucune. À la veille des législatives italiennes de 2001, il proclame haut et fort que tous les partis en Italie sont démocratiques alors que l'Union européenne s'inquiète d'une possible apparition au gouvernement des néofascistes de l'Alliance nationale. La gauche perd ainsi progressivement son identité car elle est à la fois trop indulgente avec Berlusconi et incapable de concrétiser les réformes dont elle devrait être idéologiquement porteuse.

Nous connaissons le dénouement. Cette faiblesse contribue à la montée en puissance de Berlusconi qui s'allie de nouveau avec les fascistes pour conquérir le pouvoir en 2001. Face à lui, la coalition de l'Olivier choisit Francesco Rutelli, ex-maire de Rome et bellâtre télégénique. Obsédé par Berlusconi et en l'absence de tout programme consistant, l'Olivier participe à une campagne populiste, sécuritaire et ultra-médiatique. Berlusconi obtient une victoire

logique et domine l'Italie pendant cinq ans. On ne gagne pas avec les idées des autres !

Cependant, Prodi reprend de justesse le pouvoir en 2006⁵. Une chance est donnée à la gauche de renouer avec les réformes, mais l'histoire se répète avec une coalition éclatée qui va du centre à l'extrême gauche et rend caduque toute tentative de changement.

Dépolitisation et renoncement

La gauche, devenue fantoche, se pare des plumes du paon et évolue logiquement en Parti démocrate pour faire oublier l'absence de réformes, donner un dernier coup de balai à l'extrême gauche et se diriger résolument vers le libéralisme et la culture d'entreprise. Walter Veltroni, maire de Rome, est propulsé à la tête du parti et se prépare pour la bataille des législatives d'avril 2008 avec plus ou moins d'habileté. Il tente de juguler l'influence des petits partis, réinstaura une cohérence et participe à la simplification du paysage politique. En revanche, en se repositionnant au centre, la gauche dépolitise son discours. Veltroni se veut consensuel : plutôt « réformateur que de gauche », il refuse de s'opposer frontalement à son adversaire, lui laissant ainsi la primauté du conflit politique et le champ libre pour mener une campagne toujours aussi démagogique. Résultat : le vote de conviction n'est pas au rendez-vous.

La gauche s'est coupée de son électorat en renonçant à la mise en forme discursive de l'expérience quotidienne du monde social, terrain largement récupéré par le *cavaliere*. À la place vide laissée par ce renoncement à un ancrage à gauche vient un autre discours, celui d'un Berlusconi et d'un Bossi qui s'attaquent aux immigrés et poursuivent le démantèlement de la justice. Autre défaite cuisante pour Veltroni, la prise de Rome par le néofasciste Gianni Alemanno. L'immigré devient la cause de tous les maux, celui qui vole, qui triche et qui mine l'économie du pays. Il devient le prétexte pour masquer la lâcheté du politique corrompu.

Dès lors, on peut s'étonner que Ségolène Royal et Bertrand Delanoë aient chanté les louanges du Parti démocrate italien en l'érigeant comme modèle pour le PS français. Espérons que l'abîme dans lequel se trouve actuellement la gauche italienne ne traversera pas les Alpes.

1 • Député de 1972 à 1994, président du Conseil des ministres de 1983 à 1987 et Secrétaire du PSI de 1976 à 1992.

2 • Nombre de ses responsables politiques sont impliqués dans la corruption. Son leader, Giulio Andreotti, sept fois président du Conseil entre 1972 et 1992, a été mis en examen pour ses liens très étroits avec la mafia.

3 • La fraude fiscale des particuliers et des entreprises est une des plaies nationales en Italie.

4 • Jean-Louis Briquet, « "Juges rouges" ou "Mains propres" ? », La politisation de la question judiciaire en Italie », in *Critiques internationales* n° 15, février 2002.

5 • De justesse, car Berlusconi avait fait passer une loi électorale scélérate pour empêcher la coalition adverse d'accéder au pouvoir ou de gouverner.

H O

R S

HORS

CHAMP

C H A

M P

LA BIENNALE DE PARIS : UNE NÉGOCIATION

par Samuel Zarka

« La politique n'est pas une science apodictique. Elle procède par expérimentation, tâtonnement, injection, retrait, avancées, reculades. »

G. Deleuze et F. Guattari, *Mille Plateaux*

En 2000, une association achète le nom « Biennale de Paris », tombé dans le domaine public suite à la consécration de celle de Lyon. À l'origine, cette biennale fut créée par Raymond Cogniat (alors commissaire du Pavillon français à Venise) et André Malraux. Dans sa première période, elle dura de 1959 à 1985. Aujourd'hui, le terme même de « biennale » évoque Venise, Bali, ou nouvellement Rennes. Mais depuis le rachat du titre, son nouveau directeur, Alexandre Gurita, entend positionner la nouvelle Biennale de Paris à l'encontre de la constellation homogénéisée des biennales d'art contemporain. Elle est devenue l'outil principal d'une politique de liberté des artistes et s'est appuyée d'emblée sur la réunion d'individus qui *se revendiquent d'elle* depuis lors.

Le projet général en est la légitimation de pratiques artistiques exogènes aux sélections opérées par le marché institutionnel¹. Son directeur éditorial, Stephen Wright, en définit l'horizon comme celui d'un art « sans œuvre, sans auteur, sans spectateur ». Tandis que dans le milieu de l'art, l'opinion se répand qu'il est possible de faire un « bon usage » du marché des œuvres, la Biennale de Paris y voit

toujours le risque de céder sur le point essentiel des démarches qu'elle promet : l'art comme opération d'écart dans le champ social en tant que tel. Cette logique de travail détermine, le cas échéant, des modes originaux de visibilité. Ceci rend superflu un rendez-vous d'exposition temporellement et géographiquement situé. La Biennale de Paris a donc lieu dans le monde entier, et chaque édition dure deux ans. Il s'agit de faire masse : une centaine d'artistes étaient présentés lors de l'édition des XIV^e et XV^e catalogues, en 2004 puis en 2006.

Ouvrier, photographe scolaire, employé de laboratoire photographique (entre autres), Jan Middelbos pratique la production d'objets à usage personnel, réalisés sur le lieu et le temps du travail ; autrement dit, il *perruque*. Une pratique ancienne comme l'histoire ouvrière. Le processus de prolétarianisation qu'implique sa condition professionnelle devient le support de sa pratique d'artiste. Sur son site internet, il publie des documents relatifs à son activité.

Il me tend une photo format 10 x 15 cm, au dos de laquelle figure l'adresse de son site. Sur l'image, il apparaît, le regard droit vers l'objectif, aux côtés d'un père Noël, ou plutôt d'un « intermittent du spectacle travaillant comme père Noël », précise-t-il. Le papier photo appartenait bien sûr à l'entreprise qui l'employait. L'image est saisissante par l'ouverture qu'elle rend soudainement tangible de l'expérience professionnelle comme possibilité d'art. Par son contenu, elle se situe dans l'histoire du portrait et par son mode de production, dans celle de l'art conceptuel. La Biennale de Paris intervient en offrant une publicité à la démarche de Middelbos, ainsi délestée de toute tentation ethnographique. Pour la Biennale de Paris, Middelbos a organisé une bourse de travail parallèle, visant à l'échange de matériel détourné par les praticiens de la perruque.

Cela étant, une exposition eut lieu récemment à la Maison des métallos sur le réel vécu des Chinois au labeur : *À marche forcée*, signée par le photographe Samuel Bollendorff. La justesse narrative de cette exposition attestait de la qualité d'auteur d'un professionnel du documentaire. Symétriquement, depuis les années 60, les artistes plasticiens désinvestissant les pratiques traditionnelles, ont aussi mis en question cette qualité d'auteur. Quel est le sens de ce

désinvestissement, sinon que le conditionnement de l'expérience esthétique contemporaine rend, pour beaucoup d'artistes, ces pratiques inopérantes sur le plan critique ? Toutes les démarches que la Biennale de Paris inclut émergent d'une reconfiguration des conditions objectives de l'expérience esthétique contemporaine.

C'est pourquoi les partenaires de la Biennale de Paris le reconnaissent : ils n'ont d'artistes que le nom. Ils le font fonctionner comme un label, comme une marque. Il légitime. Ou comme un masque, il rassure. Cet usage du label radicalise la perspective duchampienne du *ready-made* : il fait automatiquement « caution d'art ». Mais sans le cynisme, car il s'agit de pérenniser les projets – de la *Microcollection* de fragments volés sur des œuvres à l'entreprise de peinture de bâtiment *That's Painting*, en passant par les services destructifs *IKHEA@SERVICES*. L'inscription historique ainsi récupérée est tournée en outil de persuasion. Cette démarche gouverne toutes les autres.

La Biennale de Paris s'organise en trois appareils : 1) la Biennale elle-même, 2) l'Amicale présidée par Jean-Baptiste Farkas et prévue pour le débat, enfin 3) le catalogue. Ce corps, inclusions, exclusions et démissions le forment, déforment et reforment en accordéon. Jan Middelbos a intégré la Biennale de Paris par l'intermédiaire du théoricien Jean-Claude Moineau, lui-même ex-conseiller de la Biennale. « Ex », puisque reprochant à la Biennale son dysfonctionnement démocratique, il s'en est finalement retiré. Aux dires de certains, la perpétuation de ces trois appareils et le développement des modes opératoires effectifs ou potentiels de la Biennale rendent impossible la viabilité d'une démocratie interne formalisée, sous forme de recours systématique au vote par exemple. Ainsi lorsque A. Gurita décide autoritairement de la présence de la Biennale de Paris à l'exposition *L'Argent* (Le Plateau, FRAC Ile-de-France, 2008), cela lui est reproché par ses partenaires. Pour lui, il s'agit d'être présent, non par l'exposition de quelque chose à voir, mais par un simple point d'information. Pour Wright, certes il aurait fallu l'être, présent, mais par exemple par l'organisation de débats avec les acteurs de cette exposition. Quant aux exclusions d'artistes, leur principal motif est la vente d'objets en tant qu'œuvres d'« art », c'est-à-dire plaçant leur

travail en exception de la vie courante, et tirant partie de la plus-value financière qu'accorde le statut d'« art » à un objet.

Quoi qu'il en soit, la Biennale de Paris est le coup de ciseaux de Lucio Fontana dans la toile des biennales usuelles. Ici, il y a moins métaphore que changement de plan, pour un acte aussi tangible. L'opération consiste en une *tractation continue* avec les normes économiques et politiques de l'art contemporain. De cette manière, les artistes de la Biennale de Paris travaillent à même le désaisissement esthétique de l'individu intégré aux processus contemporains de production, qu'il soit employeur, employé ou consommateur. De la sorte elle s'inscrit en porte-à-faux du déficit de la gauche politicienne actuelle concernant la culture.

LA LEÇON DE LASCAUX

par Damien Guyonnet

« C'est au point qu'à entrevoir le sens opératoire des traces qu'a laissées aux parois de ses cavernes l'homme de la préhistoire, il peut nous venir à l'esprit que nous en savons réellement moins que lui sur ce que j'appellerai très intentionnellement la matière psychique. »

Jacques Lacan, « Propos sur la causalité psychique », *Écrits*

Une grotte de semblant

La « chapelle Sixtine de l'art pariétal », plus communément appelée grotte de Lascaux, a été découverte en pleine Seconde Guerre mondiale, le 12 septembre 1940. Parée de nombreuses peintures et gravures d'animaux incroyablement bien préservées, elle passionne d'emblée les chercheurs. Dans les années 50, suite à un certain nombre d'aménagements, elle fut ouverte au public. Nous assistons alors au plongeon d'une civilisation voyeuriste dans ce lieu unique. Seulement, après quelques années d'exposition, la grotte doit être fermée pour cause de maladies : maudites semelles de chaussures des touristes voyeurs ! D'autres raisons sont évoquées, comme le CO₂ dégagé par la respiration des visiteurs, ainsi que l'augmentation de la température ambiante.

La grotte ne fut rouverte qu'en 1983, mais alors, sous forme de « grotte de semblant », à quelques centaines de mètres de l'original. Il s'agit d'un fac-similé qui reproduit 90 % des représentations de Lascaux. Ainsi, dans ce qu'il faut désormais appeler Lascaux II, toute trace est vraiment fausse ou dit autrement, faussement vraie.

Le succès est immédiat. De nouveau, les touristes investissent le terrain. Peu importe l'inauthenticité des peintures, d'ailleurs tout est fait pour nous le faire oublier. La puissance de Lascaux II réside en ceci : ses fausses traces ne risquent rien¹. Elles ont été conçues pour être vues.

La victoire du champignon

Tout aurait pu s'arrêter là, mais c'eût été sans compter sur les aléas du vivant. Lascaux II, enfantée à proximité de sa génitrice, va en quelque sorte se retourner contre elle. En effet, Lascaux I, que l'on croyait définitivement immunisée, va de nouveau subir en 2001 l'attaque de champignons, décidément les seules apparitions recon- nues dans cette grotte ! En cause, la pollution engendrée par la présence de tous ces visiteurs, pourtant à l'extérieur, mais décidément trop proches. En effet, un nouveau système de ventilation avait été mis en place dans Lascaux I, malheureusement il débouchait sur les parkings de Lascaux II...

Faute de produits chimiques suffisamment efficaces, le champignon *Fusarium solani* gagne du terrain et les peintures sont de nouveau menacées (elles se recouvrent d'un joli duvet blanc qu'on ne peut bien évidemment pas gratter, sauf à effacer les traces de peinture). C'est alors une véritable lutte qui s'engage contre la prolifération de ce corps étranger. Enfin, en juillet 2007, ce sont des tâches noires qui font leur apparition dans les parties les plus confinées de la grotte. Les scientifiques sont de nouveau au travail (un traitement biocide localisé est prescrit, ainsi qu'une mise au repos complète de la grotte).

Au mois d'avril dernier, on nous annonçait que la grotte de Lascaux serait bientôt « rétablie ». Les soins apportés récemment à notre grande grotte malade auraient donné des résultats « extrêmement encourageants », selon Marc Gauthier, président du comité scientifique international du site préhistorique. Il conclut ainsi : « Ces champignons sont morts grâce au traitement mais ils n'ont pas disparu. Il faudra une phase ultérieure de nettoyage. »² Vous apprécierez comme moi la nuance.

Que reste-t-il de nos traces ?

Replongeons dans l'obscurité et l'intimité de la grotte. On dénombre près de 1400 représentations. Nous ne chercherons pas ici à déchiffrer leur sens – les préhistoriens ont émis diverses hypothèses au sujet de cet art pariétal : magie de la chasse, totémisme, chamanisme –, disons simplement qu'elles avaient une fonction, qui n'était en rien celle d'être vues.

Au xx^e siècle, quelque chose a pris fin. Revenons sur les événements. Avant la découverte de la grotte, reposait depuis des millénaires un ensemble de traces laissées par des « artistes ». C'est le temps 0. Temps 1, l'homme découvre les traces. S'amorce alors une double rupture : d'une part se révèle au regard ce qui demeurait caché depuis des millénaires, et d'autre part, l'homme tente de percer le mystère de la signification de ces représentations (aux peintures d'animaux s'ajoutent d'étranges figures géométriques ou linéaires). S'ensuit la nécessité de rendre ces traces accessibles à tous. Dès lors, la présence massive de l'homme provoque la détérioration certaine et inéluctable de ce monument du Paléolithique. Les traces commencent à s'effacer. Nous entrons dans le temps 2. La chasse aux champignons est lancée. Seulement, l'appétit de l'homme doit être assouvi, aussi fabriquons-nous le fac-similé. Nous entrons dans le temps 3. Cette « grotte de semblant » vient en quelque sorte nous rappeler que la vraie grotte, l'original, n'existe plus, ou presque. C'est sa fonction inconsciente dirons-nous. Cela est tellement vrai qu'elle va, indirectement, provoquer la survenue d'une autre maladie s'attaquant à son aînée. Et puisqu'elle est fixée auprès d'elle, elle devient le monument indignant et célébrant l'endroit où les traces premières sont en passe d'être effacées.

Symptôme et miroir de la modernité

Depuis sa découverte, ce chef-d'œuvre de l'humanité ne cesse d'être en péril. Il est désormais impossible de recréer complètement les conditions de circulation de masses d'air qui avaient permis sa conservation, quoiqu'en disent ou fassent les scientifiques. Lascaux I n'est plus la grotte de ses origines. Elle a cessé d'exister le jour où l'homme moderne a cherché à pénétrer ses mystères et a souhaité

l'ériger en spectacle. Dès lors, c'est non seulement l'effacement des traces qui nous est dramatiquement révélé, mais aussi celui de l'homme lui-même. Et alors que les traces de nos ancêtres disparaissent, le vivant quant à lui, par l'entremise du *Fusarium solani*, s'empare des lieux et prolifère. Simple rappel que la vie n'est pas le privilège de l'être humain.

Pour justifier la catastrophique ouverture de la grotte au public durant des années, d'aucuns revendiquent le sacro-saint « droit de regard » sur l'œuvre qui nous précède. En vérité, un point de jouissance entre en jeu : ces peintures fascinent, l'émotion ressentie à leur découverte est intense, aussi a-t-il été décidé que chacun puisse en faire l'expérience. Notre objectif ici n'est pas de pointer un manquement à l'obligation de garder intact ce que l'humanité qui nous précède nous a confié, mais de saisir quelque chose de l'homme dans la modernité. Ce qui nous apparaît est ceci : désormais, notre jouissance ne trouve à se réguler, à se déployer, que par l'intermédiaire de ce que le semblant peut proposer comme objet fabriqué, pour satisfaire notre regard par exemple. Tel est le cas avec Lascaux II³, devenue par conséquent le lieu même de commémoration de l'original en voie de destruction.

Enfin, ce qui va disparaître avec Lascaux, c'est ce que le chercheur Norbert Aujoulat appelle une « métaphore de la genèse du monde », à propos du brame, du rut, qui jaillissent de chacune des parois. Adieu l'éternelle saison des amours de la grotte. Sûrement la modernité souhaite-t-elle faire taire ce silence si étourdissant, donc menaçant, où se mêlent indistinctement cris et surgissements, cavalcades et tremblements.

1 • À la nuance près qu'elles devront subir prochainement un nettoyage au complet afin de rendre leur éclat aux fresques ternies et encrassées, cf. l'article de Laure Espieu, « Lascaux II, à son tour victime de son succès », *Libération* du 18 août 2008.

2 • Information extraite du site : <http://www.leperigordnoir.fr/Lascaux.php>

3 • Et bientôt Lascaux III... En effet, est prévue la construction, cette fois-ci en un lieu plus éloigné, d'un fac-similé de la salle de la Nef jamais reproduite, complété d'un centre d'interprétation de l'art pariétal (cf. l'article de Laure Espieu, *op. cit.*). Ainsi, les grottes se multiplient, répondant toujours plus à l'appétit vorace du regard, mais aussi maintenant, à la recherche de sens.

LE PALIMPSESTE DE LA JACHÈRE IDENTITAIRE

QUESTION OUVERTE
À MICHAL GOVRIN
À PROPOS DE *SUR LE VIF*

par Johanna Lehr

Un livre naît de l'acte singulier de lecture, indifférent à la réalité temporelle d'écriture ou de publications internationales. La première parution en France d'*Austerlitz* de Winfried Georg Sebald en 2002 chez Actes Sud a suivi d'un an sa sortie en langue allemande. *Sur le vif*¹, écrit par l'Israélienne Michal Govrin, a mis six années à trouver en France son éditeur pour finalement paraître en mars 2008 chez Sabine Wespieser. Les deux ouvrages sont pourtant quasiment contemporains l'un de l'autre : 2001 pour *Austerlitz*, 2002 pour *Sur le vif*. L'écriture de *Sur le vif* nous a irrémédiablement renvoyé à celle d'*Austerlitz*, les deux livres se faisant écho, associés en un palimpseste par un même élan de quête identitaire. Si chez Govrin, l'échelle donnée à ce questionnement est d'emblée collective, Sebald l'aborde lui de manière singulière mais non moins complexe.

À travers l'articulation du concept de *jachère*, Govrin explore en effet les arcanes politiques du laboratoire identitaire du judaïsme israélien et diasporique. Architecte israélienne, le personnage d'Ilana Tsouriel s'inscrit dans la fuite ambiguë de ses racines, courant la planète de Jérusalem à Paris, en passant par le New Jersey. L'errance topographique de ses projets architecturaux fait écho à son profond désir d'être – « C'est seulement dans le mouvement que le tremblement s'apaise. Quelque chose comme l'identité qui prend forme » –

et à son amour, démultiplié, pour des êtres contrastés : un défunt père bâtisseur de l'État d'Israël, un mari – enfant rescapé de la Shoah – physiquement et moralement lointain, un amant Palestinien passionnément révolté. Lorsqu'Ilana ancre son projet de monument pour la paix à Jérusalem, elle résout l'impossibilité de cette fixité identitaire dans la conjonction de l'impératif biblique du temps de la jachère à la construction de cabanes éphémères qui, selon la loi juive de la fête de *Souccot*, participent ainsi de la transmutation de la maison en lieu de passage. D'ailleurs, l'« Hébreu » n'est-il pas étymologiquement l'homme du passage – à l'instar du « métèque » en grec – l'émigrant, celui qui change de maison ? « Travailler dès le commencement sur l'idée d'un anti-monument – une *cabane*. Un lieu fragile, pas monumental, qu'on ne contemple pas de l'extérieur mais dans lequel on s'assoit, on vit. » La jachère impose aux Juifs non seulement le repos de la terre tous les sept ans, mais encore la libre appropriation de ses fruits, selon l'idée que la terre n'appartient qu'à Dieu. Soit la cabane d'Ilana le temps suspendu d'une expérience existentielle ouverte à la rencontre de soi et de l'autre.

Cette expropriation terrestre, métaphore de la disponibilité de soi pour l'autre, signe l'aboutissement du parcours initiatique du jeune pragois Austerlitz, bâti à rebours sur une déchirure biographique. Séparé en 1939 de ses parents juifs à l'âge de cinq ans, Austerlitz est recueilli au Pays de Galles par un pasteur bourru bâillonnant le passé d'un silence écrasant. Sa forteresse identitaire lui refuse toute narration possible de ses origines. En effet, une « mémoire de compensation » organisée autour de l'étude de motifs architecturaux obsessionnels comme les gares et leurs salles des pas perdus a fait le lit d'un puissant refoulement quasi-amnésique accompagné d'une censure de la parole et de la vie. Or, coïncidence entre Ilana et Austerlitz s'il en est, la forteresse est clairement associée par Austerlitz à la menace de mort par opposition à la cabane. « Il nous faudrait [...] établir un catalogue de nos constructions par ordre de taille et l'on comprendrait aussitôt que ce sont les bâtiments de l'architecture domestique classés en dessous des dimensions normales – la *cabane* dans le champ, l'ermitage, la maisonnette de l'éclusier, le belvédère, le pavillon des enfants au fond du jardin – qui peuvent

éventuellement nous procurer un semblant de paix, tandis que [des] constructions surdimensionnées projettent déjà l'ombre de leur destruction [et] sont d'emblée conçues dans la perspective de leur future existence à l'état de ruines. » Soit la cabane d'Austerlitz la métaphore de la fragilité d'un homme « de passage ».

La délivrance progressive d'Austerlitz avancera au rythme de l'abandon à la parole adressée à un tiers : c'est de cette façon que se réalise *la mise en jachère* d'Austerlitz. La jachère évoquerait ainsi une posture de l'abandon : la dépossession de soi, de ses frontières identitaires, pour atteindre le statut singulier de sujet. Si chacun des deux auteurs donne à cette illustration littéraire de la perte de repères son propre référentiel biblique – la jachère se rattache chez Govrin au *sacrifice du sacrifice d'Isaac*, « premier acte d'abandon » ; chez Sebald, elle prend son sens plein dans l'histoire du jeune Moïse dont l'identité est placée sous le signe du passage d'Égyptien à Hébreu – dans les deux cas, la jachère convoque un même rapport de filiation interrompu mettant en scène la perte de la plénitude au cœur du processus d'individuation, qui engendre en retour la question de l'origine.

La conception d'un espace-temps en strates entrelacées confond les auteurs dans une analogie structurelle déroutante. Chez Govrin, les régimes de temporalité sont narrativement brouillés. Lettre au père, qui plonge ses racines dans le récit déstructuré des épisodes familiaux et nationaux mêlés, ressassés, au mépris d'une béquille de cohérence logique refusée au lecteur. Cette carte du Tendre, faite de touches impressionnistes et amères, esquisse le parcours interrompu d'une femme à la recherche d'un amour égaré par-delà la mort. Sebald, lui, immunise d'emblée son personnage en quête biographique contre la tentation de croire que la maîtrise du temps et de l'espace pourrait domestiquer le réel : « Nous essayons de rendre la réalité mais plus nous nous y efforçons, plus s'impose à nous ce qui de tous temps a meublé le théâtre de l'histoire. » Au contraire, c'est dans la fulgurance de ces instants messianiques contenant passé et présent en un seul espace-temps qu'il est donné à Austerlitz de voir quelque chose du réel et d'une quelconque vérité biographique qui s'y attacherait : « Tous les moments de notre vie me semblent alors

réunis en un seul espace, comme si les événements à venir existaient déjà et attendaient seulement que nous nous y retrouvions enfin [...] Et ne serait-il pas pensable [...] que nous ayons aussi des rendez-vous dans le passé, dans ce qui a été et qui est déjà en grande part effacé, et que nous allions retrouver des lieux et des personnes qui, au-delà du temps d'une certaine manière, gardent un lien avec nous ? » Singularité d'un moment oublié mais vaincu de l'histoire, sauvé, qui contient en germe les potentialités de l'avenir ; utopie messianique benjaminienne surgissant au cœur même du présent.

Le brouillage de la réalité se confond avec la dilution des frontières temporelles. Il se diffuse encore dans cette aporie humaine à conjurer vérité et savoir. « Faire de l'histoire [...], ce n'était que s'intéresser à des images préétablies, ancrées à l'intérieur de nos têtes, sur lesquelles nous gardons le regard fixé tandis que la vérité se trouve ailleurs, quelque part à l'écart, en un lieu que personne n'a encore découvert. » Le palimpseste de la jachère identitaire, autour duquel s'organise la construction narrative des deux livres, explore dans une métaphore filée de l'abandon l'impossibilité de trouver une vérité attachée aux faits biographiques. Il bute *in fine* sur l'écart infranchissable entre vérité et savoir.

Car vérité et savoir ne s'écrivent pas sur la même face du palimpseste. Ce qui réunit à notre sens en un « palimpseste identitaire » les deux ouvrages est précisément l'illustration littéraire de cette aporie de la conjonction du savoir au temps de la vérité. Or ce palimpseste tient-il réellement au hasard ? Michal Govrin ne nous a-t-elle pas livré ainsi sa variation interprétative, sa suite à l'*Austerlitz* de Sebald ? La question est ouverte.

1 • Toutes les citations sont tirées de W.G. Sebald, *Austerlitz*, Paris, Gallimard, 2006, et de Michal Govrin, *Sur le vif*, Paris, Sabine Wespieser, 2008.

L'HOMME DES CADAVRES

par Mathieu Blesson

L'homme parle, nous le savons, et même beaucoup ces derniers temps dès qu'il s'agit d'écologie. L'animal, contrairement à l'homme, ne parle pas. C'est d'ailleurs pour cela qu'il ne se permet pas les mêmes choses, autrement dit les mêmes horreurs. Que serait en effet un massacre exercé par la main de l'homme, s'il n'y avait personne pour en parler ? Réponse : un phénomène naturel.

Revue de presse à ceux qui n'ont rien voulu en savoir

Longtemps le cauchemar ne fut qu'un mauvais rêve. Mais prêtons une attention particulière à la solidité des murs qu'abriteraient depuis peu les termes journalistiques de « Bunker de l'Apocalypse », d'« Arche de Noé verte », ou bien encore celui de « Chambre forte du Jugement dernier » à propos d'un nouvel entrepôt de stockage de graines entrevu dans nos quotidiens au début de cette année, et destiné à préserver la flore planétaire dans l'éventualité d'une catastrophe provoquée par le réchauffement climatique. Force est alors de constater qu'il pourrait s'agir d'un cauchemar éveillé se déroulant du côté de l'Arctique, un mardi 26 février 2008 – jour de l'inauguration de cet entrepôt qui n'a semble-t-il pas fait l'objet d'une considération par le plus grand nombre.

Les brèves de comptoir écologiques les plus courtes ne seraient donc pas toujours les meilleures. D'ailleurs, ce pourrait bien être la brève de trop, en tant qu'elle détiendrait la faculté de faire déborder le grand vase des faits divers pendant que les différents protagonistes de l'histoire se resserraient une coupe d'insouciance. Quoi de mieux, en effet, que de se rappeler dans l'ivresse que les hommes sont tiraillés depuis belle lurette entre dévastation d'un côté et Grenelle de l'Environnement de l'autre ?

Mais c'est que la fête pourrait tourner court, et pour de bon si l'on en croit les histoires à dormir debout que les discours prophétiques nous content à l'envi ces derniers temps de s'enticher scientifiquement d'un savoir long comme le bras. Dit autrement, cela correspond au genre de savoirs qui prétendent en connaître un rayon sur les choses de l'avenir, et même un peu plus... De l'homme des cavernes à l'Homme des cadavres, il n'y aurait qu'un pas véritablement historique que nous serions en train de franchir aujourd'hui à force de presser le pas bien au-delà de tout ce que Darwin, mais également la chrétienté, avaient pu nous servir jusqu'alors sur le plateau des savoirs évolutionnistes, et autres eschatologies endiablées des dimanches bien-pensants.

Façon comme une autre donc de revisiter ici l'espèce humaine par l'intermédiaire de ce qui serait son dernier représentant en date : l'Homme des cadavres.

Prophète écologique : une profession à l'avenir certain

L'obscur parole peut à bon droit faire froid dans le dos dès qu'il s'agit d'Apocalypse. Saint Jean et les Merlin de la prophétie s'en sont d'ailleurs fait une profession à l'heure écologique où l'on souhaiterait ardemment l'éveil des consciences et le réveil de l'assistance.

En effet, il apparaît que le destin de l'Homme des cadavres, parce qu'il nous est annoncé en grandes pompes, serait déjà scellé par la fatalité. Et c'est bien là ce qui nous intéresse concernant le battage médiatique qui en est fait. Le talent de nos dramaturges contemporains consistant dès lors à ménager un *suspense* alors même que le sort en serait jeté. Du reste, c'est ce que ces derniers nous réservent avec ce décor flambant neuf dont nous mentionnons l'existence plus haut avec l'évocation de cet entrepôt passé à la trappe de l'opinion publique. Réserve mondiale de l'ensemble des semences, oseront alors les plus optimistes d'entre tous, et à l'épreuve du réchauffement climatique et de ses cataclysmes nucléaires !

Noble art qu'est celui de se persuader que tout va bien quand tout irait pour le pire.

Homme des cavernes, Homo sapiens, Homme des cadavres

Coincé entre un homme des cavernes dont nous ne savons plus très bien de quoi il retourne tant cela nous paraît loin, et l'élan mal inspiré de l'Homme des cadavres qui passerait son temps à creuser sa propre tombe bien avant l'heure, l'*Homo sapiens* aura fini par prendre un sérieux coup derrière la langue à force de ne pas vouloir être responsable de ses actes, donc de sa propre parole.

Mais comme pour tout animal blessé, la bête a de la ressource. Elle ne veut pas se laisser mourir sans avoir combattu une dernière fois. C'est son baroud d'honneur qui n'a dès lors pour unique dénouement que celui d'emprunter l'inévitable échec d'une solution de facilité : celle qui consiste à courir comme un dératé après la providence afin de tenter de lui arracher désespérément un morceau d'énoncé. Et ce dans le but d'en apprendre un peu plus sur le sort qui nous serait réservé. Tout ceci ressemblant fort à la trame d'une histoire de plus en plus pathétique dans laquelle l'Homme des cadavres se verrait condamné à devoir tirer les vers du nez à la carcasse de son propre haruspice – ce devin du temps de la Rome antique qui lisait l'avenir dans les entrailles de ses victimes.

À quelle sauce le Diable nous mangera-t-il ?

Affaire de *Diable probablement* (1977), pourrions-nous bredouiller comme excuse du bout des lèvres, que tout ce raffut pour un simple entrepôt perdu dans les glaces. Mais c'est que le Diable a toujours eu bon dos lorsqu'il s'agit de chercher des excuses à nos agissements. Le film écologiquement engagé de Robert Bresson était effectivement là pour nous le rappeler à peu de frais, déjà. Et malgré tout, c'est la politique de l'autruche qui prime toujours en ce début de nouveau siècle.

Mais couvrez donc la certitude de cet avenir que je ne saurais voir !

Bel exemple d'ignorance si cela ne portait à conséquence. Néanmoins, il faut dire que les curieux qui se sont risqués à voir un peu plus loin que le bout de leur impuissance, ont été peu récompensés jusqu'ici. Car lorsqu'il s'agit de jouer cartes sur table à tenter enfin de percer les desseins des dieux, la *curiositas* est rarement

la bienvenue. Au point qu'il manque toujours un bout de vérité dès que l'on s'attaque aux secrets les mieux gardés, et pas des moindres ! Comprenons que le récit de l'avenir de l'homme ne peut dès lors se raconter qu'à la condition d'en précipiter son écriture. Et c'est ce qui donne ce genre de fatalité toujours incomprise sur le moment pour celui qui jusqu'ici ne devait pas savoir : « tu tueras ton père et épouseras ta mère ». Point.

Voici donc en gros titre l'énoncé que l'on attribue généralement au *fatum* depuis que Sophocle est passé par là de son Œdipe à lui. Mais depuis ? Depuis rien, si ce n'est le sombre halot des lumières scientifiques qui se sont mises en tête de nous éclairer à tout va sur l'imminence d'un bouleversement géophysique. Le règne de l'*Homo sapiens* touchant à sa fin, il appartiendrait désormais à l'Homme des cadavres de reprendre le flambeau de la sagesse qui, au regard de ses initiatives sans cesse plus tordues, n'en finit pas de se consumer jusqu'à l'extinction de la moindre vie.

Sombre prophétie dont le point de mire ferait valoir, au bout du Conte, la teneur du réel – cet instant fébrile que l'on surnomme dans le milieu du spectacle : le Grand Final, et ce juste avant que le rideau ne tombe, définitivement. Éteignez les lumières, tout le monde descend. Fin du parlêtre, dirait Lacan. *Fin de partie* (pièce en un acte), disait Beckett.

What's next ?

À l'heure où les choses n'iraient singulièrement pas très fort, il apparaît qu'en matière de Grand Final, à faire en sorte que l'histoire se boucle une bonne fois pour toute, cet Homme des cadavres sait s'y prendre d'avoir un peu trop pris les choses en main, d'avoir un peu trop mis la main à la pâte au point d'avoir poussé le bouchon de sa propre perte.

La main de l'homme serait donc capable de grandes choses. Entendons-le comme on peut. Mais ne nous y trompons pas. Cette main-là n'agit pas toute seule. Il faut parler pour qu'elle puisse façonner – quitte à s'en rendre responsable. Là est le risque que n'est visiblement pas prête à prendre notre espèce parlante, et son déjà triste épigone : l'Homme des cadavres.

QUELQUES POSSIBILITÉS DE L'EST

par Cristina Bogdan

Quand Mircea Cantor¹, jeune artiste visuel, quittait sa Roumanie natale en 1999, le pays voguait dans les eaux du post-communisme, et tanguait entre la nostalgie et un avenir féroce-ment consumériste. La France, où il vit depuis lors, lui rappelle étrangement les slogans crachés dans sa jeunesse par la machine dictatoriale, et lui pose des questions angoissantes quant à la condition humaine post-utopique.

Son travail nous semble jeter un peu de lumière sur une région méconnue de l'Europe, objet, ces derniers temps, de jugements hâtifs – faute peut-être d'événements bouleversants ou d'une capacité d'exportation de concepts forts.

En effet, qu'y a-t-il à première vue de moins passionnant que le post-communisme ? Les artistes de cette éternelle banlieue de l'Europe, qui se réfèrent à l'ex-régime comme à un *private joke*, en viennent sans s'en rendre compte à réduire l'image de leurs pays aux pires clichés. Cela finit par lasser l'Occident. Cantor lui-même met en scène dans une de ses premières œuvres² l'espoir démesuré en l'arrivée des Américains, source de commentaires tragiques et finalement de blagues dans l'ex-bloc communiste. Il voulait faire du stop pour partir aux États-Unis (jusqu'ici tout est bien cliché), mais l'artiste se ressaisit vite : dans le fond, il sait qu'il n'y a rien là-bas de vraiment libérateur, qu'il n'y a rien tout court – et sa pancarte reste blanche.

Que ceux qui labourent la veine passéiste – soit avec nostalgie, soit avec un humour teinté d'amertume – arrêtent enfin d'instrumentaliser le communisme ! Si en sortant de l'horreur historique, l'Est a pu ressembler à un rescapé de la noyade, encore mouillé et dérouté mais tout de même sauvé, l'image tragique s'est usée. Selon Cantor,

la manipulation grossière qui s'en est suivie fait que, de nos jours, l'apport nutritif de ces images équivaut aux conservateurs alimentaires.

On connaît tous les images superposant Lénine et le sigle de McDonald's, ou celles de dirigeants russes s'embrassant sur la bouche façon Hollywood. Ces images, marquantes à l'époque, ont été tellement reprises, qu'elles sont aujourd'hui éculées. L'idée de « récupération », si chère à tous les soi-disant mouvements d'avant-garde et elle-même récupérée par la culture de masse ou les institutions, prend tout son sens dans ce cas : l'Est semble exporter volontairement ces images à un niveau institutionnel pour faire plaisir au monde occidental qu'il désire intégrer. Pop art dénué d'humanisme, rire grinçant qui ne parle même plus aux citoyens des pays concernés, trop occupés par la survie quotidienne et complètement dépourvus de l'éducation nécessaire pour en saisir la subtilité.

Une œuvre vidéo de Cantor, réalisée à Tirana en 2004, présente une alternative à ces clichés abrutissants : 20 minutes de manifestation organisée dans la rue – rappelant à la fois les défilés des enfants de la patrie communiste et les manifestations presque institutionnelles en France – où les gens brandissent des miroirs à la place des habituelles pancartes. *The Landscape Is Changing*, car notre reflet nous est renvoyé par tout ce qui nous entoure, la société des hommes comme celle des objets, et aucune de ces images ne peut prétendre à elle seule représenter notre être. On voit ainsi qu'un artiste n'est pas obligé de tomber dans le régionalisme pour interroger les images de sa condition, et le communisme, malgré son implantation régionale, peut faire l'objet d'un traitement dans des termes universels.

Certes, Cantor est dans une position privilégiée pour relever ce genre de « fautes professionnelles ». Il vit en France depuis un moment et assume la posture de pèlerin, d'observateur extérieur pourtant intégré à la culture occidentale. Le consensus qui règne à présent dans l'art mondial prescrit une formule mêlant, dans des proportions stables, critique politique, poésie urbaine ou conceptuelle, et clichés publicitaires. Ceci ne l'effraie pas et son regard lucide peut dénoncer cette orientation. Ses observations sur l'Occident – qui souscrit volontairement à un nouveau type de société où la quête de sécurité, de bonheur et de progrès, parfaitement institutionnalisée,

lui rappelle tragiquement les diktats du régime communiste – l'ont mené à créer des œuvres illustrant toujours et encore les limites de cette société et de l'art qu'elle suscite. On peut citer *Monument for the End of the World* (maquette, en carton-pâte, d'une ville asiatique ressemblant à une forteresse), *Untitled/Unpredictable Future* (photographie de cette phrase écrite avec le doigt sur une vitre recouverte de brume) ou encore *Deeparture* (une vidéo dans laquelle un loup et une biche, placés artificiellement dans la même pièce, se tournent autour sur un fond de silence angoissé, sans que le moindre contact ait lieu)³. Ces œuvres mettent en scène des tensions fortes, jamais conclues par une action, et suggèrent ainsi la futilité de toute « formule unique » vantant les mérites de réponses finales imposées par le haut.

Le travail de Cantor illustre une conception très personnelle de la spécificité de l'Est, de ce qu'il considère être la chance de cette région. Selon lui, c'est la spiritualité qui constitue le seul apport possible de la culture orientale à la civilisation en train de s'y bâtir. L'empathie que ses œuvres suscitent, l'absence de tout ce qui pourrait ressembler à un cri, à un jugement, ou à une affirmation péremptoire, attestent de ce que le silence est pour lui le moyen d'expression le plus éloquent. Il l'avait annoncé d'emblée : son œuvre consiste à montrer « toutes les directions » qu'il connaît ou soupçonne, et c'est au spectateur de choisir l'égarément fécond.

1 • Mircea Cantor est né en Roumanie en 1977. Il vit et travaille en France. Il est représenté par la Galerie Yvon Lambert, Paris.

2 • *All the Directions*, 2000.

3 • Ces œuvres peuvent être visualisées sur <http://www.versionmagazine.com/mirceacantor> et <http://youtube.com/mirceacantor>.

INVITÉS
DU DIABLE

YVES CHARLES ZARCA CHACUN POUR SOI ET DIEU POUR PERSONNE

Propos recueillis
par Anaëlle Lebovits et Caroline Pauthe-Leduc

Yves Charles Zarka est professeur à l'université Paris Descartes (Sorbonne) où il occupe la chaire de philosophie politique. Il a créé et dirige la revue Cités (PUF) qui vient de consacrer sa dernière livraison (n° 34) au thème « L'héritage judéo-chrétien : mythe ou réalité ? ». D'abord spécialiste de l'histoire de la pensée politique (Machiavel, Hobbes, Tocqueville), il a réorienté ses travaux vers la philosophie contemporaine. Il a ainsi tenté de comprendre la fonction des idées meurtrières (Carl Schmitt) dans les tragédies du XX^e siècle et leur diffusion dans la pensée aujourd'hui. La plus grande partie de son travail actuel porte sur l'analyse des crises et des mutations de la société et de la politique contemporaines. Il a récemment publié Critique des nouvelles servitudes (PUF, 2007), Kant cosmopolitique (L'Éclat, 2008). En 2009 paraîtra un ouvrage sur La politique à l'âge de l'État (PUF).

Anaëlle Lebovits : Avez-vous toujours été de gauche ?

Yves Charles Zarka : En tout cas je l'ai été. Mais je ne le suis plus. Sans que je me reconnaisse comme de droite. En fait, je m'intéresse aux idées et à ce qui permet de les reconnaître comme vraies ou fausses. Je m'intéresse aussi aux personnes et à ce qui permet de les reconnaître comme généreuses ou pusillanimes. Je m'intéresse enfin aux actions et à ce qui permet de les reconnaître dignes ou viles. Les étiquettes politiques me laissent indifférent. Quand je rencontre quelqu'un,

je ne me demande pas s'il est de droite ou de gauche, mais s'il fait partie du petit nombre de gens qui sont capables de courage et de résistance, fût-ce au prix de leur réputation ou de leur vie, ou, au contraire, du plus grand nombre, ceux qui sont médiocres et conformistes. Cela ne saurait s'interpréter en termes de groupes sociaux mais en termes de singularités, de caractères ou de styles. Je me suis souvent surpris à me poser la question au sujet de telle ou telle personne : qu'aurait-elle fait à l'époque du nazisme ? Que ferait-elle si nous revenions au mal absolu ? Vous l'aurez compris, j'en suis sûr, je m'intéresse à ce qui est véritablement, essentiellement, politique et pas du tout aux étiquettes accessoires.

Cela dit, il y a une période de ma vie où j'ai été de gauche. C'est la période de la vie pendant laquelle il est pour ainsi dire naturel d'être de gauche. Il est en effet difficile d'être jeune et de droite. Quand j'étais jeune, les gens de mon âge qui étaient de droite me semblaient étranges. Je me disais : « ils le sont soit parce que leurs familles sont très aisées et sans souci, soit parce qu'ils ont des positions radicales de droite, ou des appartenances à des courants comme Occident ou autres ».

A.L. : Vous les voyiez comme des « fachos » ?

Y.C.Z. : Pas nécessairement. Mais en tout cas, ceux qui votaient à droite et s'affirmaient comme tels, l'étaient. C'était Occident, c'était « le coup de poing » ... Et ceux qui étaient mesurés, modérés et de droite me semblaient d'un autre âge. Cela étant, je ne me suis jamais encarté, ni reconnu dans un parti politique. Je n'ai pas l'esprit de parti, même si j'ai pu soutenir tel ou tel, par exemple François Mitterrand en 1974.

A.L. : Votre famille était de gauche ?

Y.C.Z. : Mon père et ma mère, oui. Enfin, ma famille n'était pas politisée.

A.L. : Pas politisée mais de gauche.

Y.C.Z. : Oui, très certainement, parce que « être de gauche » avait aussi un sens autre que politicien.

A.L. : Claude Lanzmann, dans ce numéro même, dit que les immigrés étaient de gauche, de toute façon.

Y.C.Z. : Oui, on ne pouvait pas être de droite, c'était impossible. Quand j'étais jeune, je n'aurais même pas pu voter au centre, pour Lecanuet, par exemple. C'était physiologiquement impossible. Il fallait une quiétude intellectuelle pour être de droite, une tranquillité – et vouloir la conserver. Quand on n'est pas tranquille, quand est très inquiet pour soi et surtout pour le sort de sa famille, on n'est pas à droite.

A.L. : Les penseurs, du coup, devaient tous se retrouver à gauche, parce qu'ils sont inquiets, structurellement inquiets.

Y.C.Z. : Oui, et ce d'autant plus que l'idéologie, au sens positif de mouvement d'idées, d'élaboration d'une vision du monde et de l'histoire, était à cette époque à gauche. Le revers de la médaille, c'était la lutte terrifiante, les invectives, l'ostracisme à l'égard de tous ceux qui pouvaient se réclamer de la droite : un intellectuel ne pouvait pas être de droite. Sartre était terrible à cet égard. Il donnait le ton. C'est pour ça que Raymond Aron a subi les pires avanies : il faisait figure d'intellectuel traître. C'était un traître parce qu'il se voulait intellectuel et de droite.

A.L. : Justement, vous avez écrit dans votre dernier article du *Figaro* sur la gauche, que « la gauche s'est longtemps caractérisée par sa puissance intellectuelle à renouveler la problématique sociale », que c'était effectivement le lieu d'une effervescence.

Y.C.Z. : La gauche, c'était d'abord une puissance idéologique, une aspiration, une espérance, des idées susceptibles de créer des mouvements collectifs. J'en parle au passé parce que cette gauche-là n'existe plus. Ce n'était pas seulement des individus juxtaposés les

uns à côté des autres, mais des gens, intellectuels et ouvriers, qui avaient certes des conflits mais surtout un horizon commun. Et c'est pour cela qu'une grève pouvait être une fête, parce que c'était un moment dans un processus plus général. Mai 68 – on ne s'en rend plus bien compte – a été un moment formidable, parce qu'il y avait une espérance – fausse, évidemment, pourrait-on dire *a posteriori* – mais vigoureuse, solide, admirable à l'époque. Et l'esprit de Mai a soufflé un long moment. Or aujourd'hui, on n'a plus rien. On a des ambitieux qui viennent en politique pour y faire carrière ou pour bénéficier de prébendes. On a des syndicalistes sans puissance mobilisatrice, des mouvements sociaux purement revendicatifs. C'est le règne du chacun pour soi, *chacun pour soi et Dieu pour personne*.

Caroline Pauthe-Leduc : Sommes-nous entrés dans l'époque du scepticisme généralisé ?

Y.C.Z. : La gauche a complètement changé de statut depuis la ruine du marxisme. Le marxisme a été un facteur idéologique extrêmement puissant : vision de l'histoire, vision de la société, vision de l'avenir. Il composait un matérialisme historique, qui se voulait scientifique, et une utopie, qui promettait une société meilleure dans laquelle les hommes vivraient heureux et égaux. On rêvait à une société fraternelle sans guerre ni haine. Deux facteurs ont brisé ce rêve. Le premier est la prise de conscience que les régimes marxistes ne pouvaient pas être autre chose que des dictatures. Le totalitarisme soviétique et ses ignominies ne pouvaient plus être niés. Le second tient à ce qu'on s'est progressivement aperçu que la lutte des classes ne pouvait pas constituer un schéma de lecture des sociétés et de leurs contradictions. Ces deux facteurs ont rendu le marxisme inopérant comme schème de lecture de l'histoire et vecteur de l'action politique.

A.L. : Ce que vous dites m'amène à vous interroger sur le statut des intellectuels qui continuent malgré tout à prôner la révolution. Ce qui est très étonnant, c'est que parmi ces intellectuels, certains, au moins trois, ont un succès fou : Badiou, Žižek et Onfray.

Y.C.Z. : Ce sont des clowns. Des clowns différents, mais tous trois des clowns.

A.L. : Des clowns qui ont un succès énorme.

Y.C.Z. : Ils prétendent être d'extrême gauche, être des opposants radicaux du capitalisme et du libéralisme, mais ce ne sont que des instruments du marché de la culture déculturée, de la culture marchandisée. La preuve : ça marche, ça se vend. Je les mets dans le même paquet, j'allais dire dans la même poubelle. Vous n'avez pas lu *Le songe d'Eichmann* ?

A.L. : Onfray y fait de Kant un inspirateur du national-socialisme.

Y.C.Z. : Oui, le clown que vous venez de nommer fait de Kant la source intellectuelle et morale d'Eichmann, le nazi qui a établi le plan de la solution finale à Wannsee. Eichmann est selon lui un authentique kantien. Cela ne peut être dit sans une manipulation des textes, et sans un détournement des propos de H. Arendt sur le procès d'Eichmann. C'est une indignité intellectuelle et une honte. Quand on se souvient que le deuxième impératif catégorique de Kant impose de ne jamais prendre autrui comme moyen mais toujours comme fin en soi, on se demande par quel tour de prestidigitacion ou, plus exactement, d'imposture on peut faire de Kant l'inspirateur des nazis. C'est tellement ridicule. Le clown en question utilise les médias pour vendre sa soupe. Ce qui intéresse ce penseur d'extrême gauche, c'est l'argent fait avec les livres. C'est un instrument du marché. Il s'adresse à des gens qui ont un goût véritable du savoir, de la réflexion, qu'il détourne à son profit. C'est ce point qui m'attriste. Il y a en France un large public qui a le goût des choses intellectuelles et du savoir. Or, le système médiatique, télévisuel en particulier, met en valeur ce genre d'individus et tend à les légitimer comme « grands penseurs ». C'est à mourir de rire.

Les deux autres clowns, Badiou et Žižek, ne sont pas des médiatiques et, je crois, ne souhaitent pas l'être. Ils fonctionnent autrement.

Ils ont un public de gauche, un public de gens qui voudraient une pensée différente, une véritable alternative au capitalisme et au libéralisme. Mais ce que leur donne Badiou en guise de pensée alternative, c'est du pipeau incompréhensible. L'incompréhensible, ça fait sérieux, ça fait profond. Là où ça devient un peu clair, on comprend qu'il est pour un égalitarisme universaliste total, c'est-à-dire un monde où les visages s'effacent et avec eux les différences et les singularités.

A.L. : Un abrasement des différences. On peut dire qu'il est pour un régime totalitaire franc.

Y.C.Z. : Les deux le sont, Badiou et Žižek. Ils prônent un universel vide, absolument vide. Mais tandis que Badiou est un clown triste, Žižek est un amuseur. J'en ai parlé avec des collègues lors d'un séjour en Slovénie, son pays d'origine. Il a fait une belle carrière, parce qu'il était spécialiste de Hegel. Il était déjà un peu provocateur. Maintenant, il ne fait plus que ça, purement et simplement. Il jette des trucs comme ça, et ça fait un peu de mousse. Son mode de fonctionnement est facile à déchiffrer, il reprend en termes positifs les recettes les plus désastreuses : il est pour un jacobinisme « inhumain », on comprend donc qu'il puisse être partisan d'une terreur radicale et, bien sûr, partisan de Staline, du Goulag sans doute aussi et le reste à l'avenant. C'est pour ça que dans un autre article du *Figaro*, je me suis moqué de lui et de Badiou. J'ai dit qu'ils étaient des terroristes de salon, j'aurais pu dire des terroristes d'opérette. Il y a chez eux une véritable volonté de terroriser l'adversaire, avec des raisonnements auxquels on ne comprend rien ou pas grand-chose. Ils peuvent en terroriser certains, mais ils ne peuvent pas en terroriser d'autres, heureusement. Ils jouent leur rôle de terroristes intellectuels, mais leurs idées ne consistent, lorsqu'on enlève le jargon, qu'en généralités vides ou en expression de haine très concrètes contre la démocratie, contre l'État d'Israël, etc. L'ignorance historique, l'aveuglement politique, le déni de la morale et de la moindre probité intellectuelle sont les caractéristiques qui les définissent le mieux.

A.L. : Pourquoi les médias consacrent-ils Onfray ? Onfray fait rire tous les philosophes dignes de ce nom, mais les médias se précipitent chez lui. Pourquoi Badiou et Žižek ? Pourquoi *Circonstances 3*, ou *De quoi Sarkozy est-il le nom* ? connaissent-ils de tels succès ?

Y.C.Z. : Ce que vous considérez comme une consécration médiatique n'est qu'un phénomène de surface. Quand les médias n'en parleront plus on oubliera qu'ils ont existé. Sur le plan du contenu, ce qu'ils disent est tellement dérisoire, absolument dérisoire ! Comment peut-on soutenir, comme le fait Badiou, que ce sont les nazis qui ont créé l'unité des Juifs, le mot Juif ? C'est d'une telle ignorance et d'une telle bêtise ! Ça veut dire que le propriétaire de la vérité du nom Juif, c'est le nazi. C'est lamentable ! Dans une conversation avec Éric Marty, j'ai montré que dans des textes du I^{er} siècle de Flavius Josèphe, son *Contre Apion* par exemple – mais il y en a cent mille autres – il y a une unité du nom et surtout de la réalité du Juif ! À l'époque moderne, il y a des textes magnifiques, l'un d'entre eux est de Rousseau où l'unicité du nom et de l'histoire des Juifs est décrite. Mais Badiou n'a pas lu Flavius Josèphe, ce qui peut se comprendre, mais il semble également ignorer certains des grands textes de Rousseau, ce qui est plus grave.

A.L. : Quel est selon vous le symptôme le plus visible de l'absence d'idéologie, de l'absence de renouvellement intellectuel des partis de gauche ?

Y.C.Z. : C'est l'incapacité à définir ne fût-ce qu'un seul concept de gauche. Cette incapacité est incroyable. « La gauche » veut améliorer la situation des gens, essayer de réguler le marché... ce n'est pas mal, mais ce n'est pas un concept, ce n'est pas une idée ! Et les idées, ce n'est pas rien. C'est même l'essentiel, parce que c'est d'abord au niveau des idées que les perspectives s'ouvrent, que l'horizon pratique s'éclaire.

C.P.-L. : Pourrait-on dire alors que la gauche adopte un pragmatisme qui auparavant était l'apanage de la droite ?

Y.C.Z. : Certainement, mais le terme même de « gauche pragmatique » n'est pas de gauche. On se situe là dans une configuration dans laquelle on a un parti de droite et un parti de gauche, qui certes diffèrent sur certains points, mais qui ont fondamentalement la même idée de la société. Ségolène Royal vient de prôner un « État préventif », c'est désarmant. Et l'autre, le malheureux Delanoë, qui a cru découvrir le Pérou, avec sa « gauche libérale » ! Pauvre gauche !

C.P.-L. : Vous dites justement, dans votre article du *Figaro*, qu'en Italie, la situation est plus critique encore qu'en France. En effet, les Italiens n'ont pas de leader crédible à opposer à Berlusconi. Mais quel leader crédible la gauche française, dorénavant sans idées, pourrait-elle promouvoir ?

Y.C.Z. : L'Italie est bien souvent annonciatrice de ce qui va se faire en France et ailleurs. Regardez Berlusconi, on s'en est beaucoup moqué – à juste titre. Mais ce qu'on a aujourd'hui en France, est-ce autre chose qu'un Berlusconi bis ? Médias, bling bling et compagnie.

A.L. : Et en France, face à Sarkozy, on a Ségolène Royal...

Y.C.Z. : Mais ce qui est incroyable en Italie, c'est que Berlusconi est arrivé à se faire réélire ! Il s'est fait réélire dans des conditions improbables : avec personne en face de lui. Veltroni n'est rien, ni personne. La société italienne est fascinée par Berlusconi ou bien dans un état de grande indifférence. Ségolène Royal, c'est tout de même mieux que Veltroni, au sens où elle n'est pas un double de Sarkozy. On peut dire qu'en France, pour l'élection présidentielle, il y a eu une concurrence entre deux personnalités, plutôt qu'entre deux projets ou deux conceptions de la société. En Italie, il n'y a même pas ça.

Il n'y a même plus de grande personnalité pour lutter contre Berlusconi, c'est-à-dire contre le corrupteur de la société italienne elle-même. J'ai souvent demandé à mes amis, à mes collègues là-bas : « Comment une personnalité aussi basse que Berlusconi a-t-elle pu se faire élire, et réélire, dans un pays de si grande culture et civilisation que l'Italie ? » La réponse qui m'a paru la plus cohérente soulignait le fait que la figure de Berlusconi a fini par représenter dans l'inconscient d'un bon nombre d'Italiens l'idéal même de l'Italien. Et l'idéal de l'Italien, c'est celui qui ne soucie que de son bien privé et qui considère le public comme un champ où il s'agit de faire le maximum de profit.

C.P.-L. : La gauche italienne n'a plus d'ossature idéologique, c'est ça ?

Y.C.Z. : Non, il n'y a plus aucune ossature idéologique. Parce que la société est morcelée. Elle n'est plus mobilisée par les idéaux. Chacun, revenant sur lui-même, ne se soucie que de sa personne et de son intérêt.

C.P.-L. : Pensez-vous qu'une nouvelle idéologie de gauche est encore possible ?

Y.C.Z. : Il y a quelques mois, un collègue, Jean-Michel Salanskis, m'a soumis un essai sur la gauche en vue d'une éventuelle publication. Je vais d'ailleurs le publier à la rentrée dans ma collection « Intervention philosophique » des PUF. Son titre est évocateur : *La gauche et l'égalité*. Dans ce livre, il travaille un concept authentiquement de gauche : l'égalité. Il faut absolument travailler ce concept.

A.L. : À ce propos, vous dites qu'associer la notion de libéralisme économique et celle d'égalité comme Bertrand Delanoë l'a fait récemment, c'est associer deux concepts antithétiques.

Y.C.Z. : Le libéralisme promeut la liberté individuelle. Mais la liberté individuelle implique des inégalités. Elle implique aussi des différences

de compétences, de capacités, des désirs qui se traduisent par des inégalités de situations sociales, de richesse, de pouvoir. Je ne dis pas cela pour légitimer les inégalités, mais pour faire ressortir le fait que toute société libérale est inégalitaire. Dans ce contexte, l'État doit avoir une fonction de répartition ou de redistribution pour que les inégalités restent acceptables et que la société n'explose pas, pour que les inégalités restent enfermées dans certaines limites et ne se transforment pas en injustices insupportables. La liberté doit en régime libéral être compensée par l'équité.

C.P.-L. : Mais cette équité, ce ne serait pas « travailler plus pour gagner plus » ?

Y.C.Z. : Ça c'est un slogan complètement fabriqué et trompeur. Il a d'ailleurs trompé beaucoup de gens. Il est le masque de l'injustice et nullement l'instrument de l'équité. En revanche, dans l'esprit du libéralisme, il faut qu'il y ait une véritable équité. Selon John Rawls, une société libérale doit être une société équitable. Mais cela ne suffit pas à la gauche, qui veut non pas l'équité mais l'égalité.

C.P.-L. : Peut-il y avoir une conception nouvelle de l'égalité ? Une réflexion sur l'égalité et le collectif en termes post-marxiste qui pourrait naître à gauche ?

Y.C.Z. : Cela doit être un thème de recherche, un objet pour une nouvelle pensée de gauche. C'est le cas dans le livre dont je vous parlais tout à l'heure. L'égalité, voilà un concept de gauche ! Qu'est-ce qu'une société égalitaire qui ne soit pas une société de soumission ? Comment penser la liberté à partir de l'égalité ? Il y a ainsi des concepts, de gauche, mais il faut les construire ou les reconstruire.

A.L. : La gauche française est-elle vouée à se transformer en un parti qui serait comparable au Parti démocrate aux États-Unis ?

Y.C.Z. : Si la gauche veut continuer à nier la réalité, c'est-à-dire le fonctionnement de l'économie, la mondialisation, etc., elle n'a aucune

chance de reprendre vie. Qu'est-ce qu'une gauche anti-capitaliste ? On va supprimer l'argent et revenir au troc ? Ça veut dire quoi, l'option anti-capitaliste ? Ça veut dire qu'on va fermer la Bourse ? Qu'on va empêcher les capitaux de sortir ? Le capitalisme, c'est un mode de fonctionnement de l'économie. On ne peut le supprimer, en revanche il faut le contrôler, ne pas le laisser devenir fou.

C.P.-L. : Mais la droite dit aussi cela, ce discours ne suffit pas à définir ce qui viendrait différencier la gauche de la droite.

Y.C.Z. : Par rapport à tous les systèmes économiques antérieurs, le capitalisme est fondé sur l'intérêt de l'acteur, et c'est ce qui fait sa puissance. Il y a là de la place pour un désir singulier. Il y a même une effraction du désir, alors que les systèmes antérieurs étaient normatifs. L'idéologie libérale permet à l'activité de l'acteur singulier, n'ayant d'autre objet que son intérêt personnel, de produire en même temps un bien collectif. Cette idée est au fondement de l'idéologie libérale, elle remonte à Mandeville et à Adam Smith. La question est de savoir si cette idéologie est encore adéquate à la réalité. La réponse doit être négative. Il y a un problème qui est un problème interne aux sociétés libérales et qui vient de la discordance grandissante entre la recherche de l'intérêt individuel et la construction d'un intérêt ou d'un bien commun. Il y a donc un espace pour une reconstruction de gauche. Mieux, il faut que le libéralisme lui-même se réforme sur le plan économique, on ne peut plus se fier à l'idée d'une main invisible ; il faut qu'une main visible empêche la discordance entre l'intérêt privé et l'intérêt public de donner lieu à une catastrophe. Du point de vue libéral, il faut que le libéralisme politique l'emporte sur le libéralisme économique et financier.

C.P.-L. : Dans l'entretien que vous avez donné au *Monde* du 14 juin au sujet du rôle de Montesquieu dans votre parcours philosophique, vous dites : « Liberté et servitude sont les concepts majeurs de la politique, ceux par lesquels il est possible de déterminer si une

question est politique ou non. » Pourriez-vous développer ce point ?

Y.C.Z. : C'est une thèse que j'ai élaborée à partir de la critique de Carl Schmitt, le penseur nazi. Celui-ci prétend qu'une question ne devient politique qu'à partir du moment où elle donne lieu à une distinction entre ami et ennemi. Une question quelconque, qu'elle soit esthétique, morale, économique ou autre, devient politique lorsqu'elle suscite une division entre ami et ennemi. Or ce qui cloche dans cette affirmation de Carl Schmitt, c'est que les deux termes, ami et ennemi, ne sont pas au même niveau. L'ami, c'est un concept moral, ce n'est pas un concept politique. L'amitié chez Montaigne est d'abord un concept moral et non politique.

A.L. : Ou chez Aristote pour qui l'amitié est une des plus hautes vertus.

Y.C.Z. : Oui, c'est chez Aristote également un concept moral. Ce n'est pas un lien politique, mais privé. Il est vrai cependant qu'on parle aussi d'ami politique. Mais qu'est-ce qu'un ami politique sinon quelqu'un qui sert vos intérêts ? L'ami politique, c'est simplement l'allié, c'est-à-dire l'ennemi de mes ennemis. Ce qui veut dire que la distinction politique entre l'ami et l'ennemi est une supercherie. En effet, en disant cela, on ne dit rien d'autre que le seul concept discriminant de la politique c'est l'ennemi. Et en effet le seul concept déterminant du politique chez Carl Schmitt, le nazi, c'est l'ennemi. Il ne parle d'ailleurs presque jamais de l'ami, mais presque uniquement de l'ennemi public, de l'*hostis*. Une fois cela compris, je me suis demandé quel était le couple de concepts qui définirait vraiment le champ politique. Je pense avoir montré dans un livre à paraître qui s'intitule *Politique et antipolitique* que ce couple est celui de la liberté et de la servitude. Une fois qu'on a compris cela, tout change. La politique qui était pensée par Schmitt, le nazi, dans l'horizon de l'hostilité et de la guerre, se trouve désormais pensée dans l'horizon de la liberté et de la paix. Vous aurez l'occasion de lire ce renversement très prochainement dans le livre que je viens de citer.

BENJAMIN KORN

DES MARIONNETTES

Propos recueillis
par Anaëlle Lebovits et Paul Magendie

Benjamin Korn, né à Lublin, en Pologne, a grandi à Francfort où il a fini ses études universitaires avec un diplôme de sociologie en 1974 (sa thèse : « Féodalisme et Bourgeoisie dans l'œuvre de Shakespeare »). Devenu metteur en scène de théâtre, il a travaillé dans plusieurs villes européennes, dont Hambourg, Munich, Düsseldorf, Cologne, Francfort, Zurich et Paris. Il a écrit des articles pour le Tagesspiegel de Berlin, la Neue Zürcher Zeitung et Theater Heute. Pour ses essais publiés dans l'hebdomadaire Die Zeit et édités par les Éditions Suhrkamp sous le titre Kunst, Macht und Moral (Art, Pouvoir et Morale), il a reçu, en 1998, le Prix Brentano.

Anaëlle Lebovits : Étiez-vous de gauche autrefois ?

Benjamin Korn : Oui, j'étais dans le mouvement des étudiants en 1968 à Francfort. J'étudiais la sociologie. À l'époque, c'était presque naturel d'être de gauche. Mes professeurs étaient Adorno et Habermas. Marcuse venait de temps en temps des États-Unis. Nous étions baignés dans une pensée « post-marxiste », mais avec des spécificités dues à l'École de Francfort. Elle s'attaquait surtout aux phénomènes culturels de la société : la manipulation des informations dans les médias, l'origine des préjugés, l'aliénation de l'homme moderne, l'appauvrissement de la pensée. Malgré tout, ce courant de la « *Kulturkritik* » n'appelait pas à changer la société de façon violente. Le mouvement des étudiants de Francfort, moins apolitique, doit beaucoup à ses professeurs.

A.L. : Vous reconnaissez-vous toujours dans cette idéologie ?

B.K. : Je crois toujours que la société est injuste et mal organisée mais je ne crois plus qu'on puisse la changer par la force. Et je ne sais même pas si on peut la changer dans le fond.

Paul Magendie : Pas même par la force des idées ?

B.K. : Les intérêts des individus me semblent beaucoup plus forts que les idées. Nous sommes loin de la Révolution française durant laquelle l'espoir de changer la société de fond en comble régnait : changer les forces économiques et politiques qui dominent le pays, substituer à la tradition hiérarchique et verticale de la société une organisation horizontale et démocratique. Remplacer la domination de la religion par les idées d'égalité et de fraternité. Cette conception utopique du monde ne s'est pas réalisée comme les gens l'avaient espéré. Mais à l'époque, les idées de la justice et du bonheur terrestre faisaient le fond de cette révolution. La Révolution russe avait d'ailleurs la même utopie. Sauf qu'elle a remplacé la lutte de la bourgeoisie contre l'aristocratie par la lutte du prolétariat contre l'aristocratie, liée à la bourgeoisie. Avec la gauche réformiste, la violence de la confrontation s'est atténuée. Ce mouvement, né au début du xx^e siècle, en France et en Allemagne, voulait aussi changer les rapports de forces, mais par le biais d'élections. Aujourd'hui, il ne reste plus grand-chose de la gauche.

P.M. : Dans votre article « En finir avec la Présidence », paru en 2007 dans *Die Zeit*, vous dites même qu'elle n'existe plus.

B.K. : Le mot existe encore, mais la gauche comme force politique n'existe plus. Quand vous voyez les programmes de Ségolène Royal et de Sarkozy, la différence c'est 40 milliards d'euros. Ce n'est pas une différence sur le fond. On pourrait dire qu'ils ont une autre clientèle. Les uns veulent tirer la propriété et l'argent vers les riches, et les autres veulent les distribuer un peu plus vers les gens moins riches. Ils ont des idées différentes de la justice seulement au niveau de la distribution de l'argent...

A.L. : Ce n'est quand même pas rien.

B.K. : Non, mais nous sommes en un sens arrivés à une situation « américaine ». C'est un peu comme entre les républicains et les démocrates. Nous ne sommes plus dans une lutte entre la gauche et la droite, mais dans une lutte de partis qui ciblent une clientèle un peu différente. Les démocrates sont plutôt pour la sécurité sociale universelle. Ils sont pour subventionner les jardins d'enfants, les écoles, etc. Les républicains, eux, pour baisser les impôts des riches, propager la pensée religieuse... Les thèmes de gauche et de droite sont bien là, mais atténués. Et on arrive en Europe dans la même constellation. La seule différence entre gauche et droite est la façon de redistribuer l'argent.

A.L. : Et pour vous les deux partis se valent ?

B.K. : Ils ne se valent pas, mais ça n'a plus rien à voir avec ce que la gauche voulait historiquement. Dans le royaume des idées non plus, il n'y a plus de gauche. Par exemple, le cosmopolitisme n'existe plus. Il suffit de voir comment la gauche se comporte actuellement sur la question de l'immigration. Les hommes de gauche aboient avec les chiens mais n'élaborent aucune contestation au sujet des centres de rétention... La gauche d'hier était cosmopolite, internationaliste, solidaire. Or, pensez à Ségolène Royal qui, lors des dernières élections présidentielles, a proposé la rééducation militaire pour les jeunes délinquants. On est dans une société qui se brutalise de jour en jour, parce que la solidarité humaine, l'éducation, l'entraide ne sont plus au goût du jour. Ni à droite, ni malheureusement à gauche. Parce que la gauche est devenue muette en France.

A.L. : Il y a tout de même une contestation qui travaille à dénoncer les injustices, mais en dehors des partis.

B.K. : Oui, mais elle est très minoritaire. Il faut aller sur Internet pour la voir. On ne la voit pas dans les rues. Ce n'est plus en terme de mouvement de masse qu'elle se pose. Ces mouvements sont éclatés.

P.M. : Et la gauche, divisée.

B.K. : La division de la gauche, le phénomène Besancenot, sont en eux-mêmes déjà des signes de décadence. On peut observer les mêmes symptômes en Allemagne, où le parti *Die Linke*, à gauche de la gauche, fait entre 10 et 15 % des voix, ce qui est énorme, et peut faire perdre les élections à la social-démocratie. Il y a en ce moment une crise profonde dans la gauche allemande, car elle n'a plus de leader. Il y a au moins quatre ou cinq leaders et personne ne sait qui va se présenter aux prochaines élections.

A.L. : Vous dites qu'on se dirige en France vers une situation à l'allemande : que l'extrême gauche réunit les protestataires de gauche qui ne rêvent pas d'accéder au pouvoir mais seulement de contrer la gauche « centriste ». Cette opposition interne à la gauche passe de 5 à 15 %. Le Parti socialiste n'est plus assez opposé à la droite pour s'en distinguer nettement, et l'extrême gauche se bat surtout contre la gauche « centriste » et non pas contre la droite. Cette organisation ouvre un boulevard à la droite. Or, les hommes de droite restent, eux, fidèles à leur parti.

B.K. : Sauf que Mitterrand a divisé la droite en favorisant le Front national. Il a fait cela très habilement et a gagné les élections. Aujourd'hui, en miroir, la situation se reproduit à gauche. Elle se divise en deux, et le pouvoir fait tout pour que cela continue. Que Besancenot soit mis en avant, c'est une stratégie délibérée de la droite, tout autant qu'un signe de faiblesse de la gauche. Et ça marche.

A.L. : Votre analyse de la crise politique en France va plus loin que le constat de cette division de parti, vous avez également formulé une critique des institutions de la V^e République.

B.K. : La France a une spécificité en Europe, une spécificité très bizarre, que l'on sent bien quand on a grandi à l'extérieur. Il y a deux

structures qui dirigent la France, une structure horizontale et une autre verticale : le Parlement et la Présidence. Et la structure verticale est plus puissante que la structure horizontale, c'est-à-dire que la Présidence domine. Ce type de Présidence n'existe dans aucun autre pays ! C'est là un scandale démocratique qui dure depuis 60 ans, parce qu'un certain monsieur De Gaulle voulait le pouvoir pour lui tout seul et a introduit cette fameuse V^e République dont les Français sont si fiers et que moi je considère comme une aberration totale. Selon moi, les « désordres » de la République parlementaire auxquels De Gaulle a voulu mettre fin étaient liés à la décolonisation, à l'Indochine et à l'Algérie et non aux institutions elles-mêmes. Je crois que la France devrait retourner à une constitution parlementaire. De fait, la question de la lutte entre la gauche et la droite ne se pose pas, parce que c'est le Président qui dirige et qu'il est de droite. On n'est pas dans un régime parlementaire, comme dans les autres pays européens.

A.L. : Vous voulez dire que même si la gauche était consistante, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, cela n'aurait qu'un effet minime, compte tenu du système français.

B.K. : Allons au fond des choses. C'est malgré tout le Président qui décide. Qui est le *boss* ? Qui peut virer les autres ? Personne ne peut virer le Président, mais lui peut virer tout le monde ! Qui peut faire les lois ? Le Président peut les imposer, et anéantir toutes celles que le parlement a votées ! Il a le pouvoir absolu, et la récente réforme institutionnelle renforce encore ses pouvoirs ! Le gouvernement de la France est un théâtre de marionnettes. Des marionnettes de gauche ou de droite, masculines ou féminines, noires ou blanches, mais qui restent des marionnettes.

A.L. : Dans un de vos articles, vous parlez de « l'effervescence de la jeunesse » en 68 que vous comparez avec celle d'aujourd'hui, indifférente. La seule révolte, dites-vous, est celle des banlieues. Ce qui a changé, ce n'est donc pas seulement la V^e République – qui était déjà là en 68 – mais la disparition de la

révolte « intelligente » née de l'affrontement des idées, au profit d'une révolte « brute » sans idées.

B.K. : C'est une forme de jacquerie. Cela existait en France avant la Révolution. C'étaient des révoltes de la faim où les gens cassaient tout, et n'exprimaient qu'un désespoir. Cette révolte est très bizarre car les gens se font du mal à eux-mêmes. Ils ne sont pas allés sur les Champs-Élysées brûler les Mercedes et les Roll's, mais ils ont brûlé leurs propres petites voitures. Ils ne savent même plus contre qui se révolter, tellement cette révolte est aveugle et désespérée.

P.M. : Comment se fait-il que cette « famine idéologique » signe la mort de la gauche, mais qu'en même temps, la droite arrive à se satisfaire de ce seul pragmatisme, cette absence d'idées ?

B.K. : La droite ne lâchera pas ses privilèges tant qu'on ne les lui arrachera pas !

P.M. : Et que dire de la politique culturelle française ?

B.K. : Il faudrait dépolitiser l'art, pour commencer. Le ministère de la Culture a été inventé par Goebbels. Cette volonté de diriger la culture de manière centrale a de graves conséquences, car le ministre est forcément partisan et va aider des artistes partisans. Il va les placer dans des lieux comme la Comédie-Française et l'Opéra Bastille, mais il va aussi leur « réserver » les subventions. Et si le ministre ou le maire ne soutiennent pas un artiste, il est perdu. Or, un artiste doit être libre de dire tout ce qu'il pense. Il ne peut pas être soumis à une discipline de parti et être condamné au conformisme. En Allemagne, un directeur de théâtre est élu par un jury, composé de gens indépendants – des journalistes, d'anciens directeurs, des amateurs éclairés – et personne ne connaît l'appartenance politique d'un metteur en scène.

P.M. : En Allemagne, on ne connaît pas les appartenances politiques des artistes ?

B.K. : Non. Personnellement, je ne connais pas l'appartenance politique de Peter Stein ou de Peter Zadek. En France, on connaît l'appartenance politique de tous les artistes. On sait que Delon est de droite et que Piccoli est de gauche. Je trouve humiliant cette manière de s'agglutiner autour d'un candidat comme des abeilles autour d'une ruche, dans l'espoir d'avoir du miel après les élections. Il faudrait des gens plus compétents et non pas ceux qui ont les meilleures relations politiques. D'ailleurs, de nombreux artistes ont retourné leurs vestes plusieurs fois dans leur vie...

P.M. : Il y a cependant une différence entre l'attachement d'un individu, d'un artiste à un parti, je pense à la relation de Picasso au PCF, et la dépolitisation du monde de l'art.

B.K. : Pour Picasso, il s'agissait d'une conviction privée. Ce n'est d'ailleurs pas pour cela qu'on a acheté ses toiles. J'espère bien que l'homme privé a des convictions. Mais son art ne devrait pas y être soumis par intérêt... Depuis Louis XIV, l'art est le fait du Prince. Cette gestion centralisée est une des seules choses qui n'a pas changé. Même la Révolution a conservé ce centralisme. Tout est décidé au sommet de l'État. Il y a ainsi, dans l'histoire de France de nombreux artistes responsables politiques ou ambassadeurs. C'est étonnant !

A.L. : Romain Gary, par exemple.

B.K. : Victor Hugo, Paul Claudel, Lamartine... Les artistes se doivent traditionnellement d'être proches du pouvoir, sinon, ils prennent le risque de ne pas exister. Le terme « artiste maudit », terme français utilisé même en allemand, témoigne de cette opposition : on est soit dedans, soit dehors. À chaque élection présidentielle, des artistes changent de cap, s'attachent soudainement à un candidat. Des gens se mettent à écrire des livres sur la présidence...

P.M. : Vous dites que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'effondrement de l'empire colonial,

la politique française a un gros problème avec la perception de la réalité, et en particulier, quant à la place qu'elle occupe dans le monde.

B.K. : La France ressemble aux vieilles personnes qui étaient riches et puissantes dans leur jeunesse et qui ne parlent que de leur jeunesse. Elle est telle une vieille femme qui vit dans une mansarde et se maquille le matin sans cesser de pérorer sur son ancienne gloire... J'ai beaucoup ri quand j'ai écouté les discours de Mme Royal et de M. Sarkozy sur la grandeur de la France. Certes, la France était puissante au XIX^e siècle. Les élites d'Europe parlaient français. La France était le centre de la littérature et des arts. Mais aujourd'hui, les choses ont changé. La France préside une organisation des pays francophones, où l'on trouve par exemple la Bulgarie, la Slovénie et l'Égypte ! On cherche à garder l'illusion de la grandeur. Et je crois que l'Union de la Méditerranée est encore une illusion post-coloniale. On craint de voir l'Allemagne profiter de l'élargissement à l'Est, et l'on rêve de voir la France profiter des pays méditerranéens. La France n'a pas encore compris sa véritable place dans le monde. C'est une négation de la réalité qui vaut aussi bien pour la gauche que pour la droite.

P.M. : Face aux difficultés intérieures, elle s'érige en force incontournable à l'extérieur, c'est ça ?

B.K. : Oui et paradoxalement, elle fait de l'extérieur la source de ses maux. C'est bien là une façon de détourner les yeux des problèmes intérieurs. L'immigration, la hausse de l'euro, le prix du pétrole : la cause des problèmes français est toujours extérieure. Et ce discours fonctionne. Il est facile de mobiliser par la xénophobie, qui est d'ailleurs très forte en ce moment en France. Mais la gauche ne lutte pas assez contre ces phénomènes. Elle a peur. Elle pourrait faire valoir la richesse de l'immigration. Pourtant, elle ne fait que concurrencer un discours purement économique et brutal. La gauche perd, car elle ne sait ni parler à la population, ni répondre à sa détresse.

CLAUDE LANZMANN

« MA PATRIE »

Propos recueillis
par Anaëlle Lebovits et Martin Quenehen

Claude Lanzmann est né à Paris le 27 novembre 1925. Médaillé de la Résistance, Officier de la Légion d'honneur, Commandeur de l'Ordre national du mérite, il est essayiste et cinéaste. Dès 1952, il collabore à la revue Les Temps modernes fondée par Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, dont il est devenu le directeur. Il a consacré douze ans de sa vie à la réalisation de Shoah (1985), film documentaire considéré comme une œuvre fondatrice, et désormais un classique.

Anaëlle Lebovits : Je crois que vous avez toujours été un homme de gauche...

Claude Lanzmann : En effet. Mais je ne suis pas sûr que ce que j'appelle la gauche existe encore.

A.L. : Vous êtes entré en résistance très jeune, à 17 ans, c'est ça ?

C.L. : J'avais 18 ans.

A.L. : Et à l'époque vous étiez communiste ?

C.L. : J'étais aux Jeunesses communistes, oui, mais je n'avais lu ni Marx, ni Engels, je n'avais pas lu Lénine, pas plus que Staline. On était de gauche dans ma famille. Et j'ai été recruté par un type des Jeunesses communistes qui est devenu plus tard procureur de la République. J'étais entré en hypokhagne à l'automne 1943, au lycée Blaise Pascal à Clermont-Ferrand, comme

interne, car c'était encore la meilleure façon de me protéger. Au lycée, j'étais déjà membre des Jeunesses communistes et j'avais pour mission de réunir autant de gens que je pouvais dans les Jeunesses. Je l'ai fait. Je crois que j'étais un agitateur assez remarquable. Très rapidement, j'avais 40 types avec moi, choisis parmi les khâgneux, les hypokhâgneux, les taupins, ou les types de l'école d'agronomie. Et j'en ai recruté presque 200 autres dans une organisation qui s'appelait les FUJP (Fédérations unies des jeunesses patriotes), sans leur dire que c'était une organisation de masse du Parti communiste. Car la consigne était de ne pas le leur dire. J'étais un militant obéissant. Enfin, pas toujours d'ailleurs...

Martin Quenehen : Vous dites : « dans ma famille, on était de gauche ». Quand vous avez 18 ans, quand vous vous engagez au sein du Parti communiste, que signifie pour vous « être de gauche » ?

C.L. : Je ne sais pas. Je me souviens de mon père rentrant à la maison couvert de sang en 1934, au moment des émeutes de la place de la Concorde, organisées par des groupes fascistes français. C'était très violent, il y eut des morts lors de ces émeutes. Et puis une famille juive venant d'Europe de l'Est, ça pouvait difficilement être autre chose que de gauche... Mon père était de gauche, mais pas du tout militant. Quand je vous dis que je l'ai vu arriver en sang, c'est qu'il s'était fait matraquer... Moi aussi j'ai été matraqué après la guerre pas mal de fois.

A.L. : Parce que vous étiez de gauche ?

C.L. : Parce que j'étais dans les manifs, parce que j'étais de gauche, parce que j'étais juif. Une manifestation, c'est une fuite en public devant la police : on court. J'essayais de me réfugier aux Champs-Élysées, dans la queue d'un cinéma, et puis les flics arrivent, matraque haute, et une bonne femme s'écrie : « Il y en a un ici, il y en a un ! » Alors, ils m'ont attrapé, ils m'ont assommé, ils m'ont foutu

dans un car de police : « Papiers ! » Ça a duré toute la nuit. Et ils ont compris que j'étais juif, m'ont craché à la gueule, m'ont traité de « lotte pourrie » et de « gueule de raie ». Depuis, je n'ai plus jamais touché à un seul de ces deux poissons. Ça compte beaucoup, tout ça, dans la vie d'un homme.

M.Q. : Quand elle est arrivée en France, y avait-il dans votre famille un espoir en cette France « de gauche », celle qui s'incarne ensuite dans le Front populaire de Léon Blum ?

C.L. : Je crois que les choses ne se posaient pas en ces termes. Mon grand-père paternel est né en 1875 dans un *shtetl* près de Minsk en Biélorussie... C'est l'histoire classique. Mais je ne sais presque rien de tout ça, car l'assimilation est en même temps un meurtre du passé et un crime culturel. Je n'ai jamais connu la famille de mon grand-père. Ou plutôt si, j'en ai connu un membre quand j'étais enfant, à Paris. Un jour, on m'a présenté un grand rouquin anglais qui était boxeur professionnel, Harry. Il m'impressionnait beaucoup.

M.Q. : Être de gauche, pour vous, c'est peut-être être un boxeur ?

C.L. : Un boxeur, c'est « soigne ta droite », pas « soigne ta gauche » !

A.L. : L'an passé, dans une interview au *Point*, à la question de savoir pour qui vous alliez voter lors de l'élection présidentielle, vous avez répondu : « Je suis un homme de gauche. » La journaliste a réitéré sa question, vous votre réponse. Considérez-vous que vous êtes l'homme de gauche que vous étiez quand vous êtes entré dans la résistance ?

C.L. : Sûrement pas. Mais si je le suis resté, je le suis mieux parce que je suis plus libre aujourd'hui qu'à 18 ans.

A.L. : Et pas attaché aux partis ?

C.L. : J'ai été une seule fois membre d'un parti, le PC, et je ne l'ai plus jamais été. Je n'aime pas les réunions de comité. Cela m'assomme. J'aime mieux faire autre chose. Je n'ai pas du tout cherché à faire une carrière politique. La politique devrait être un sacerdoce et non un métier. De fait, je dirige la revue *Les Temps modernes*, c'est là un engagement politique hors-parti.

A.L. : La revue que Sartre a fondée.

C.L. : Mais je ne la dirige pas à la manière de Sartre. En même temps, je crois lui être très fidèle. J'ai maintenu ce que j'appelle un cap de non-infidélité ! Je ne suis pas d'accord avec tout ce que Sartre a fait, dit ou pensé. Mais je crois que je n'ai jamais rien publié dans cette revue qui le fasse se retourner dans sa tombe. Simplement, on s'occupe moins de « politique-politique ». Dans le dernier numéro, vous trouverez par exemple une très bonne chronique à laquelle j'ai donné le titre de « Point d'exclamation ». Vous savez que *Le Monde* a un cahier « Argent ! » qui paraît chaque semaine. Le cahier s'intitule « Argent ! », avec un point d'exclamation. Pourquoi ce point d'exclamation ? Réfléchir sur la signification du point d'exclamation du cahier « Argent ! » du *Monde*, pour moi, c'est être de gauche. D'ailleurs, la langue française le laisse entendre dans l'expression « intellectuel de gauche » qui est devenue une locution. Et l'expression « intellectuel de droite » est contradictoire en soi. Et en ce sens, je suis totalement de gauche.

A.L. : Intellectuel de gauche, oui, mais homme de gauche, pas sûr... Quel rapport avez-vous avec le Parti socialiste, qui est quand même en France le parti de référence pour qui se dit de gauche ?

C.L. : Ils ne nous ont jamais beaucoup aimés. N'oubliez pas que Sartre a inventé le slogan « élection piège à con » alors que les socialistes étaient en lice. Cela ne m'a cependant pas empêché d'être très

ami avec quelqu'un comme Mitterrand. Et je ne suis pas de ceux qui crachent sur sa tombe. Sarkozy m'a récemment invité lors de son premier voyage officiel en Israël, mais Mitterrand m'avait aussi invité à l'époque. Mitterrand a fait deux visites d'État en Israël, la première était en 1982. Je crois même que sa première visite d'État a été pour Israël. Il m'avait invité à cause de mon film *Pourquoi Israël*, qu'il avait vu et qu'il aimait. Je l'ai accompagné au cours de ses deux voyages en Israël. Lors du premier, nous sommes allés à Lohamei Haghetat, le kibboutz des combattants des ghettos, en Galilée. Le type qui était chargé de le guider était complètement dépassé et parlait très mal le français. Mitterrand m'a dit : « expliquez-moi ». Alors c'est moi qui ai fait le guide. Et il comprenait tout. Toutes les questions qu'il posait étaient intelligentes, profondes.

M.Q. : A-t-il soutenu vos projets ?

C.L. : Il m'a vraiment aidé pour *Shoah*. Je lui ai fait une projection de deux heures du film. Il l'a vu sur une copie de travail usée jusqu'à la corde, éreintée, non sous-titrée et en noir et blanc. Et après avoir vu ça, il m'a aidé. Parce que faire *Shoah*, c'était les Horaces et les Curiaces, une lutte, une course relais permanente : les gens m'aidaient, mais personne ne pouvait accompagner un fou pendant douze ans !

A.L. : Aujourd'hui donc, Sarkozy vous a invité à l'accompagner en Israël, comme Mitterrand l'avait fait en son temps. Entretiennent-ils un rapport comparable à l'État d'Israël ?

C.L. : Oui. Ils ont dit à peu près la même chose en Israël. En 1982, Mitterrand a parlé à la Knesset d'un État palestinien. Il a dit qu'il le fallait. Sarkozy a dit la même chose. Il a très bien parlé. C'est un très bon orateur et on ne peut pas lui reprocher d'être anti-Israélien. L'actuel Parti socialiste en revanche ne veut rien savoir de la relation profonde que les Juifs peuvent entretenir avec Israël, de la façon dont l'existence d'Israël a changé la perception des Juifs : le

regard qu'ils portent sur le monde et celui que les gens portent sur eux. Les socialistes ne s'y retrouvent jamais avec les Juifs. Les partis se mettent au garde à vous quand les organisations juives les interpellent, mais ce problème leur reste profondément obscur. Je crois que Mitterrand, lui, connaissait la question. Même s'il a connu Bousquet, il était tout sauf antisémite, je le garantis. Il incarnait les deux France. Regardez cela ! (Il désigne les immeubles haussmanniens par la fenêtre) Les immeubles n'ont pas bougé. Pendant l'occupation allemande, les propriétaires ont continué à toucher leur loyer. Le grand vaisseau France a continué à tailler sa route calmement. Le reste, c'était des choses latérales...

M.Q. : Dans *Pourquoi Israël*, les travailleurs sur le port, auxquels vous demandez s'il y a une lutte des classes en Israël, vous répondent : « Non, nous sommes tous juifs ! »

C.L. : Ils répondent : « Une lutte des classes ? Il y en aura peut-être une dans cent ans, quand il n'y aura plus de guerre. » Je leur demande : « Cela ne vous gêne pas qu'il y ait des Israéliens très riches ? » « Non, pas du tout. » « Il faut de tout ? » « Bien sûr. » Il faut des riches et des pauvres. C'est une construction volontariste. La question fondamentale débattue dans mon film, la drôlerie du film, c'est la question de la normalité et l'anormalité. C'est donc une *vis comica* profonde, c'est ce que j'appelle l'élément ludique d'Israël.

A.L. : On sait que c'est un pays en guerre, qui s'est construit autour d'un trou, la Shoah. Il y a une urgence permanente, une vivacité autour de laquelle votre film est merveilleusement ordonné.

C.L. : Ils savent d'où ils viennent. Et ils vivent constamment dans la compagnie de la mort. Mais aujourd'hui les choses ont profondément changé et la soif de l'argent existe là-bas aussi. J'ai tourné *Pourquoi Israël* au début des années 1970. Le film est sorti en 1973, au festival de New York, le premier jour de la guerre de Kippour.

A.L. : Est-ce que vous diriez que vous êtes sarkozyste aujourd'hui ?

C.L. : Non. Ça n'a pas de sens de me poser la question en ces termes. C'est un type impressionnant. Il a une énergie formidable. Il est intelligent. Il parle bien. Je l'ai vu improviser un discours à la présidence de l'État d'Israël, il était étonnant. Et on ne pouvait que l'approuver. Comme en même temps, il est chaleureux avec les gens...

A.L. : Ça ne vous a pas empêché de le critiquer dans un excellent papier que vous avez écrit pour *Le Monde* au sujet de ses déclarations au dîner du CRIF. Le mercredi 13 février 2008, Nicolas Sarkozy avait annoncé son souhait de voir confier à chaque élève de CM2 la mémoire de l'un des 11 000 enfants français victimes de la Shoah, dans le cadre de la lutte contre l'antisémitisme. Peut-on dire qu'en tant qu'homme, Sarkozy vous plaît mais que certaines de ses idées vous rebutent...

C.L. : Bien sûr, certaines de ses idées sont critiquables. Certaines idées émises par d'autres me rebutent aussi. Beaucoup de leaders socialistes appartiennent à la gauche caviar. J'ai toujours été partisan d'une interrogation matérialiste sur les gens et la façon dont ils vivent : d'où tirent-ils leur argent ?

M.Q. : Pour vous, être de gauche, c'est être un homme du peuple, un homme proche de ceux qui ne sont pas riches matériellement ?

C.L. : Mais oui, c'est aussi ça. Je vais vous dire : il y a deux clochards qui dorment en permanence en bas de mon immeuble. L'un d'eux dort là depuis plusieurs années. On l'aide, on lui donne de l'argent, des sacs de couchage, des vêtements. Cela me fait horreur que de telles choses existent dans nos rues. Et on est là, on passe dans une indifférence, une inhumanité infâmes. Quelque chose, là, ne va pas du tout. Cela ne date pas de Sarkozy, mais être de gauche, c'est

ne pas se résigner à ce que la politique se décharge absolument de ces questions qui nous crèvent les yeux. Alors qu'une politique de droite considèrera toujours que ce sont les lois du marché qui doivent avoir le dernier mot. Que le meilleur gagne ! Il reste à la gauche la dimension collective. Mais on n'ose plus trop en parler. Quand on voit comment le communisme s'est démolé de l'intérieur... Il s'est pourri, malgré un homme comme Gorbatchev qui croyait qu'il pouvait réformer tout en maintenant cette dimension collective. Il s'est trompé, complètement trompé. Il faut voir ce qu'est la Russie aujourd'hui.

M.Q. : Avez-vous été intimement ébranlé par l'effondrement de l'URSS ?

C.L. : Oui. En Allemagne de l'Est, au moment de la chute du mur, vous aviez des réformateurs ; j'en ai connu qui disaient *Wir sind das Volk*, « nous sommes le peuple ». Et tout de suite, ça a été tordu par Helmut Kohl : *Wir sind ein Volk*, « nous sommes un peuple ». Il y avait là un côté presque hitlérien : *ein Volk, ein Reich*... J'ai connu des hommes qui n'ont pas supporté cet effondrement, certains en sont morts. Mais c'étaient en même temps des régimes impossibles, intenable, criminels. Il n'y a aucun doute là-dessus... Je n'accepte cependant pas que l'on compare le stalinisme à l'hitlérisme.

M.Q. : Les réformateurs dont vous parlez ne pouvaient-ils exister que sous un régime « impossible » ?

C.L. : C'étaient des hommes émouvants, oublieux d'eux-mêmes, pleins d'abnégation. Quand les gens de l'Est sont passés à l'Ouest, c'était tragique de voir les banques ouvrir leurs portes pour donner dix marks à ceux qui se présentaient et les Allemands de l'Est regarder les yeux écarquillés le paradis capitaliste de *Kurfürstendamm* !

M.Q. : Vous disiez vous sentir « mieux » de gauche parce que vous êtes plus libre aujourd'hui qu'à 18 ans.

C.L. : Oui, je n'en ai plus rien à faire du politiquement correct.

A.L. : Je doute que vous en ayez jamais eu quelque chose à faire !

C.L. : Profondément, c'est vrai, vous avez raison. Ce n'est pas dans ma nature et c'est sans doute la raison pour laquelle j'ai pu faire *Shoah* et le reste.

A.L. : Lanzmann, vous êtes « l'homme à la lance » ?

C.L. : Le lancier, c'est ça. Originellement, je ne sais pas d'où vient ce nom. Peut-être s'écrivait-il Landsmann, qui signifie « le compatriote », et cela désignerait au contraire le Juif qui veut passer inaperçu ! Il y avait des Landmann, des Langmann... Mais pour Lanzmann, nous sommes les seuls. Je me sens lancier ! Je ne me sens pas du tout compatriote. Lors d'une conférence de presse à New York, précisément quand *Pourquoi Israël* est sorti, le premier jour de la guerre de Kippour, une journaliste américaine m'a demandé : « Mais enfin, Monsieur Lanzmann, votre patrie, c'est la France ou c'est Israël ? » Je lui ai répondu du tac au tac : « Madame, ma patrie, c'est mon film ! » Et c'est vrai. *Shoah* a été ma patrie pendant douze années, et ça l'est toujours.

CH

RO

CHRONIQUES

NIO

UES

LA THÉÂTRALE

MATTHIAS LANGHOFF, LE THEATRE DU QUI-VIVE

par Anne-Lise Heimburger

« L'acteur est un poète qui écrit sur le sable » dit « Antoine Vitez. Ce que l'acteur produit est sujet à l'effacement – je ne dis pas à l'oubli. La représentation du soir efface celle de la veille, l'interprétation d'un rôle celle du précédent. Revenir par écrit sur une expérience de jeu, en l'occurrence celle auprès du metteur en scène Matthias Langhoff, a la même fonction que la touche « retour rapide » : préciser la mémoire que l'on a d'une chose. Rappelons d'abord quelques éléments biographiques au sujet de Matthias Langhoff : naissance en 1941 à Zurich où son père communiste allemand et sa mère d'origine juive italienne se sont réfugiés ; retour à Berlin en 1945 ; création de ses premiers spectacles au Berliner Ensemble puis à la Volksbühne en collaboration avec Manfred Karge ; direction du Théâtre Vidy de Lausanne. Installé à Paris en 1991, il n'obtient la nationalité française qu'en 95. Sa pratique de pédagogue lui est essentielle ; elle repose notamment sur les expériences qu'il a vécues auprès de ceux qu'il compte parmi ses maîtres, confrères et souvent amis : son père Wolfgang Langhoff, Bertolt Brecht, Hanns Eisler, Benno Besson et Heiner Müller.

« Il était une fois » pour le conte, « Il est une fois » pour la représentation

Une conception assez répandue consiste à attendre du théâtre qu'il raconte une histoire. S'associer pleinement à cette attente paraît difficile pour qui entend en sourdine,

au lieu de « raconter une histoire », « raconter des histoires », des bobards quoi ! C'est qu'il est aisé au théâtre, surtout quand ils sont beaux comme des palais, de s'abstraire du monde : rideau de velours, êtres de fiction, poètes-fantômes, apparitions-disparitions, effets sonores, effets visuels, effets de style, décors, costumes, et voilà la vie telle un songe. Il est des rêves qui animent, ravissent, ébranlent l'existence, il en est d'autres qui l'assoupiennent et la bercent de douces illusions. Ces derniers sont de l'ordre du virtuel, et au théâtre le virtuel est tentant : paradis artificiels de la production sur commande, poudre de perlimpinpin du plein la vue – l'originalité pour opium.

Chez Matthias Langhoff, le travail d'acteur accoste à bon port : le monde comme il tourne ; parce que cet homme de théâtre n'imagine pas faire son métier sans y inscrire ce qu'il voit et vit. « La scène est un chaos, dit-il, y a-t-il de l'harmonie sur terre ? Non, alors pourquoi vouloir l'introduire sur scène ? » Ainsi invite-t-il à penser une réalité *borderline* à travers les tentatives amoureuses tantôt sublimes tantôt atroces du couple Merteuil-Valmont, dans *Quartett* d'Heiner Müller qu'il met en scène en 2006, puis aujourd'hui avec le personnage masculin de M – « comme meurtrier, Misanthrope, mendiant, mégalomanie, mépris, Maldoror [...] » – le personnage féminin de F – « comme faim, fatal, fenêtre, féconder, fureur [...] » – et celui de C « comme créature, cancer, cabaret ». Il les taille exprès dans la poésie violente, les pensées culottées, la vitalité juvénile des *Chants de Maldoror* d'Isidore Ducasse dit comte de Lautréamont, dont il conçoit et élabore le montage intitulé *Dieu comme patient*¹ ; parce que les chants du Montévidéen de 21 ans, écrits dans le Paris de 1867, sont venus résonner dans les rues du Paris d'aujourd'hui où Matthias Langhoff habite et travaille. Chacun des poètes qu'il élit et réélit d'un spectacle à l'autre semble représenter la rencontre avec une oeuvre qui, « produite dans

un contexte historique particulier, réalise, pour des sujets placés dans des situations différentes, l'expérience de leur propre historicité »² Il en va de même pour la création *Dieu comme patient*, dont la genèse semble être dévoilée dès l'ouverture. Simultanément à ces mots du chant sixième de Lautréamont « Sur un banc du Palais-Royal », sont projetées les images volées d'un homme chargé de changer les poubelles au jardin du Palais-Royal : on le voit détourner quelque chose des ordures et l'introduire discrètement dans sa poche, tout en vérifiant alentour qu'il n'a pas été surpris. Sur un grand tulle à l'avant-scène, avant que les personnages de M, F ou C fassent leurs entrées sur le plateau, le spectateur découvre cette figure parisienne que Matthias Langhoff a observée plusieurs fois, puis filmée. Images documentaires, usage de procédés techniques particuliers à notre époque, citations artistiques à valeur autobiographique, souci accordé à la confection précise et à la manipulation minutieuse des accessoires, capables de présenter les hommes dans le détail, tout cela est convoqué au montage afin que la réalité ait ses entrées sur scène et qu'elle soit réenvisagée.

Par « théâtre du qui-vive », nous désignons cette façon de ne pas dériver de son histoire, ou, comme l'écrit Marguerite Duras, cette « remise en route de l'imaginaire de l'homme, de sa lecture créatrice de l'univers »³. Dans cette brèche Matthias Langhoff cherche à entraîner ses associés, car pour que ce « il est une fois » de notre présent historique puisse s'établir dans le « il est une fois » de la représentation théâtrale, il faut d'abord en passer par le pari du processus artistique collectif.

« Un présent fragile où jouer, être et faire se confondent »⁴

La pratique du théâtre comme art pluriel n'a pas manqué de déconcerter les élèves du Conservatoire national

supérieur d'art dramatique de Paris, lors de leur atelier de fin d'études⁵ dirigé par Matthias Langhoff. Comment pouvait-il en être autrement après trois ans passés dans une école qui, excellente à plein d'égards, ne permet pas de se former en contact direct avec les autres corps de métier – et donc de pensée – qui fondent cet art ? À ce propos, les répétitions avec Matthias Langhoff donnent lieu à des prises de conscience aussi brutales que tardives, car il insiste à l'endroit de l'ignorance, celle si solide qu'elle semble volontaire. Il se plaît à citer, non sans provocation, la définition suivante d'un ouvrage de 1847 consacré au vocable théâtral : « La fonction de metteur en scène est d'arrêter les mouvements anarchiques derrière la scène ». Mouvements anarchiques qu'il suscite ou qu'il espère, car rien de ce qui touche au théâtre ne lui paraît pire que l'indifférence. En l'observant au travail, on ne peut manquer d'entendre le souci que lui causent les négociations avec les programmateurs afin qu'une création soit achetée pour son prix et qu'elle connaisse une durée d'exploitation honorable, les troubles que provoquent l'intermittence, l'architecture saugrenue d'une salle de spectacle⁶, le cursus partiel de certaines formations scéniques, une traduction dramaturgique imprécise. Mais le ton de la résignation, lui, ne pointe jamais. Si Matthias Langhoff s'astreint aux conditions actuelles de la création théâtrale française, il semble qu'il lui serait impossible de s'y plier plus que son art ne le supporterait.

Bien sûr le théâtre n'est pas seulement affaire d'aléas. Il y a le savoir-faire propre à chaque professionnel : Matthias Langhoff a ses recettes, mais il sait aussi que d'elles ne dépend pas ce « présent fragile où jouer, être et faire se confondent » propre à l'*hic et nunc* de la représentation théâtrale. C'est aux acteurs que revient la capacité de capter le spectateur, au point que ce dernier puisse éprouver ce qui se joue comme ayant lieu pour lui seul. Mais cela ne se produira pas sans que l'acteur y mette du sien, engage

son humanité. Voilà ce qui fait dire à Matthias Langhoff, après un filage de la pièce chorale *Mauser* d'Heiner Müller par de jeunes confrères de l'ENSATT et de l'Académie de Limoges : « Plutôt que l'unanimité d'un chœur d'acteurs qui acquiescent corps et âme à la pensée du personnage ou de l'auteur, il faudrait que vous jouiez afin de comprendre pour vous-mêmes si la décision est bonne. Suivre le cours de son temps, la machine ou le texte n'empêche pas de préserver un doute. La logique est aussi une chose qui fait peur. »

« T'échauffe pas la voix, échauffe le sens » !

C'est ce que l'acteur finira par s'entendre dire s'il sacralise l'échauffement de voix en préparation au travail de plateau, et Matthias Langhoff d'ajouter une anecdote : « Bertolt Brecht se rend à la représentation d'un spectacle dans lequel joue un acteur avec qui il travaille, et dit à la sortie "C'est terrible, plus il est acteur, moins bien c'est". » La méfiance dont nous disons vouloir nous doter à l'égard du virtuel au théâtre, l'acteur devrait la placer en premier lieu du côté du soin accordé à sa technicité, qui, devenue fin en soi, forme la science du « comme si » pour de faux, du « comme si » trop beau pour être vrai. D'ailleurs, bien que les imitateurs suscitent l'admiration, personne n'en pense jamais rien. Au bout du compte ils laissent de marbre, parce que leur virtuosité sert un arrêt sur image, une fixité morte de cliché. Quant à l'angoisse de la répétition, elle n'est plus fatale dès lors qu'on opte pour le mot allemand *die Probe* (l'essai) : l'acteur ne se rend plus à la répétition, il va faire un essai !

Cette tentation tautologique chez l'acteur, par laquelle il exhibe parfois son talent de copiste, s'estompe dès lors qu'il ne cherche plus à faire disparaître – par souci de maîtrise – les singularités d'une situation ou d'une langue. Selon Matthias Langhoff, le grand singulier,

l'étranger par excellence, c'est le poète. Grâce au poème, dit-il, « le théâtre peut avoir comme effet, pour qui y est allé, de regarder le monde autrement quand on ouvre la fenêtre. » L'expérience de jeu est alors la suivante : dès lors que l'acteur prend le pouvoir sur le poète, il ferme les fenêtres que celui-là tente d'ouvrir sur le monde.

1 • Représentations 2008-2009 à venir : *Dieu comme patient* se joue en octobre à la Comédie de Caen, en novembre à la MC2 de Grenoble puis Annecy, en janvier 2009 à Paris au Théâtre de la Ville-Abbesses.

2 • Gérard Dessons, *L'art et la manière*, Paris, Honoré Champion, 2004, cité par Maïté Snauwaert, « Vivre avec l'écrivain », revue en ligne *Fabula LHT* n° 4, février 2008.

3 • « La télé et la mort », *La vie Matérielle*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1987, cité par M. Snauwaert, *ibid.*, note 2.

4 • Mots de Bernard Dort, cités de mémoire, à propos du théâtre de Klaus Michael Grüber.

5 • *The Silver Tassie* (La coupe d'argent) de Sean O'Casey.

6 • Lire son essai communément appelé *Le rapport Langhoff : projet pour la Comédie de Genève*, Genève, éditions Zoé, 1987.

ENTRETIEN DANS LE TUMULTE

LA PRISON

DES ÉTRANGERS

Propos recueillis
par Martin Quenehen

Thiambel Guimbayara a été enfermé dans le Centre de rétention administrative (CRA) de Vincennes au printemps 2008. Journaliste indépendant, il est le fondateur du journal et du magazine La Voix du Mali. Il prépare actuellement un ouvrage dans lequel il témoigne de son expérience de « retenu ». Nous nous sommes donné rendez-vous aux abords du CRA de Vincennes, évacué après l'incendie du 22 juin 2008.

Martin Quenehen : Comment vous êtes-vous retrouvé en rétention ?

Thiambel Guimbayara : J'étais allé donner un coup de main à un cousin dans des démarches administratives relatives à son entreprise de gardiennage. Il avait reçu une convocation et je m'étais rendu pour lui au commissariat de police du XIII^e arrondissement. Quand je me suis retrouvé face à l'officier de police, j'ai décliné mon identité, en disant que j'étais un hors-la-loi qui répondait à la loi. Le policier était surpris et en même temps embêté que quelqu'un ose se présenter comme je l'ai fait, sachant que cela pouvait se retourner contre moi. J'ai alors été mis en garde à vue pendant 48 heures, et ensuite transféré au Centre de rétention de Vincennes. Mon interpellation n'avait donc rien à voir avec la convocation à laquelle j'avais répondu. C'est quelque chose que j'aurais pu faire valoir, tout comme ma profession de journaliste. Mais je n'en ai rien fait. Faire l'expérience des centres de rétention, que mes compatriotes vivent depuis de nombreuses années, me semblait nécessaire.

M.Q. : Vous avez pris le risque de vous retrouver expulsé par simple curiosité ?

T.G. : Cela valait le coup. Car vivre la rétention de l'intérieur était pour moi la meilleure manière de faire, pour pouvoir protester efficacement contre cette politique, contre l'injustice qui s'est instaurée du seul fait de l'existence de ces camps. J'étais acteur de la situation. Je n'étais plus dans l'à-peu-près, mais dans la réalité.

M.Q. : Nous sommes devant le CRA de Vincennes, on aperçoit la façade qui a brûlé. Comment ce centre était-il organisé ?

T.G. : C'était un centre immense. Sa capacité d'accueil était de plus de 1200 « résidents ». Il était divisé en trois : le CRA 1, dont on voit la façade brûlée, le CRA 2 où j'étais enfermé, et le CRA des filles. Disons les choses telles qu'elles sont : c'est une prison pour les étrangers. Mon cœur saigne quand je le dis, mais il ne faut pas céder sur les mots, c'est une véritable prison. Dans les cellules, il y a quatre lits superposés, mais les occupants peuvent être plus nombreux. Cela dépend des rafles, des arrivées. Les gens sont entassés, parfois jusqu'à sept personnes par « chambre ». Les toilettes sont dans les couloirs. Elles sont bouchées la plupart du temps. Le réfectoire sert quant à lui des repas dont les ingrédients sont pratiquement arrivés à la date de péremption. Il y a également deux télévisions et deux consoles de jeu Playstation. Il y a enfin une pièce où les retenus peuvent acheter des bricoles : du chewing-gum, des cigarettes. On fait du commerce sur le dos des retenus, qui sont parfois sans un sou, et qui sont obligés d'acheter des cigarettes et des boissons. La canette coûte 1,50 euros et les cigarettes, 5,50 euros. Il faut ajouter à cela la pression extrême exercée sur les retenus, qui sont souvent incultes et ne savent pas écrire, ni *a fortiori* remplir une demande auprès du Juge des libertés. Les retenus sont donc dans une situation globalement désespérante : une situation psychologique de pression énorme, une situation sanitaire insupportable et une situation alimentaire inimaginable.

M.Q. : Le CRA est situé au cœur de l'École nationale de police de Paris...

T.G. : Les retenus constituent un champ d'expérimentation pour l'École de police. Les jeunes officiers de police s'entraînent ici. Ils menacent, briment, insultent. Ce sont des jeunes gens, qui peut-être ont perdu les pédales ? Mais certains le font avec tant de zèle et de hargne que ça dépasse l'entendement.

M.Q. : Vous décrivez le CRA comme une prison d'exception. Comment se déroulait la vie quotidienne ?

T.G. : Quand on se réveille, on n'a rien d'autre à faire que de sortir dans le couloir, de longer les fils barbelés, en faisant des va-et-vient, en observant les policiers qui quadrillent le périmètre et ne daignent presque jamais nous adresser la parole. On s'occupe en allant retirer des rasoirs, du savon, du dentifrice ou changer son drap. Il y a enfin la télé ou la Playstation, pour ceux qui savent encore jouer. L'après-midi, on la passe devant le tableau. La vie du Centre y est récapitulée : ceux qui passent devant le Juge des libertés, ceux qui vont au consulat pour y être interrogés, ceux qui sont expulsés le lendemain, tous ceux-là ont leurs noms affichés sur le tableau. La physionomie des gens change en fonction de ce tableau. Certains sont heureux, parce qu'ils voient le bout du tunnel, après 29 ou 30 jours, quand leur nom apparaît dans la liste des expulsés... Il y aussi l'infirmerie. Les infirmiers nous prescrivent des médicaments, des somnifères pour pouvoir nous rapatrier plus facilement. Ceux qui refusent l'expulsion sont ainsi rendus dociles.

Mais la vie quotidienne est terrible. Pas un jour ne s'est passé sans incident, pas un jour où un homme ne s'est pas coupé les veines pour échapper à l'expulsion. Voir un homme avaler des lames de rasoir, ça fait mal au cœur. Je pense à un jeune Algérien, qui avait avalé une lame. On appelle l'infirmier et ce dernier veut qu'il marche, alors qu'il est couché avec du sang partout. Il a été évacué sur l'hôpital de l'Hôtel-Dieu, et 24 heures après, on l'a retrouvé dans le Centre...

M.Q. : Jusqu'à ce que le Centre de Vincennes soit incendié et évacué, il y a eu des actes de résistance. Avez-vous été témoin de cette résistance ?

T.G. : Dans le Centre, on m'appelait « le Président ». Parce qu'à mon arrivée on a commencé une grève de la faim. Le mouvement a démarré avec les Africains puis s'est étendu à deux cents personnes. On a fait une grève générale de la faim. Suite à cela, on a déposé un mémorandum demandant notre libération, une assistance et une information sur notre situation réelle. Mais personne ne nous a répondu. Malgré la mobilisation, malgré la visite de deux eurodéputés, nous n'avons pas été entendus. La tension était vive à l'intérieur. Pouvez-vous imaginer le désespoir de ceux qui se taillaient les veines, qui avalent du savon ou n'importe quoi d'autre ? La situation pouvait dégénérer à tout moment. Et la directive européenne, dite « directive de la honte », n'est pas venue arranger la situation. 32 jours de rétention, c'est déjà extrêmement pénible, alors imaginez 18 mois... Avec 5 ans d'interdiction du territoire en prime... Imaginez que cette situation, réservée aux personnes majeures, s'étende aux plus jeunes.

M.Q. : Pensez-vous que ces dispositions découragent les candidats à l'immigration ?

T.G. : Le monde est un village planétaire. L'Europe ne pourra pas se barricader. Pas plus que l'Afrique. On ne peut pas échapper à ce va-et-vient des populations. La politique actuelle de la France est à mon sens vouée à l'échec. Pour ma part, j'ai tant rêvé de ce pays : « le pays des droits de l'homme », celui de Victor Hugo, de Jean-Paul Sartre ! La France a quand même une âme. Elle nous a fait rêver. Je me disais que jamais elle ne pourrait tomber aussi bas. Je savais que cette contradiction existait ici comme dans toutes les autres nations. Mais je n'aurais jamais pensé que la France basculerait ainsi dans une politique rétrograde, de haine xénophobe et raciste, telle qu'elle est incarnée aujourd'hui par le ministre de l'Immigration. Cette stigmatisation, cette façon de nous montrer du doigt : tout a commencé là.

Ensuite, cette volonté de vouloir imposer cela à toute l'Europe, d'en faire son cheval de bataille... Mais les Français ont d'autres chats à fouetter ! Le pouvoir d'achat est leur vrai problème.

Il faut aussi dire que les gouvernements africains ont une grande responsabilité dans l'affaire. Si des richesses avaient été créées là-bas, si les économies africaines avaient été développées, si on avait créé de l'emploi et incité les jeunes à rester au pays, on n'assisterait pas à cette fuite de la main d'œuvre. Pourtant, rien ne justifie que l'Europe réponde à l'indigence des États africains de cette manière, par cette logique méprisante. De toute façon, on ne pourra pas arrêter ceux qui viennent en France. On ne peut pas nous empêcher d'être libres.

M.Q. : Vous dites vous être « laissé » enfermer pour pouvoir témoigner. Comment avez-vous résisté moralement à votre enfermement ?

T.G. : Certains jours, j'ai pleuré. Certains jours, j'ai veillé. Certains jours, j'ai écrit. Certains jours, je me suis énervé. Certains jours, je suis devenu fou. Parce que cette situation est insupportable. L'esprit communautaire est là au début. Il nous aide à survivre et à résister. Mais, sur la durée, on se pose des questions. Quand on voit les gens être expulsés les uns après les autres, on est marqué, et on a tendance à se focaliser sur son propre cas. Je disais que l'individualisme était un risque majeur dû à la situation. J'appelais au combat commun. Mais les conditions de vie étaient telles qu'on se retournait sur des considérations égoïstes : pourquoi lui a-t-il été libéré et pas moi ? J'ai entendu ces mots : « Pourquoi est-ce que ce sont les Arabes qu'on libère tout le temps ? » C'est le piège tendu par ce genre de situation.

M.Q. : Avez-vous l'impression que les idéaux des Lumières, qui attirent et animent de nombreux migrants des pays du Sud, ont aujourd'hui quitté les Français ?

T.G. : Je constate en effet que ces valeurs données par les Français au reste du monde se perdent aujourd'hui. Mais ne réduisons pas la

France aux salons feutrés ou aux bateaux-mouches ! Il est regrettable que la France d'Emmaüs ou des Restos du Cœur perde du terrain, mais la relève est là, avec les « Don Quichotte », par exemple. Les valeurs portées par les grands hommes français sont devenues universelles et nous ne les laisseront pas mourir. Cette flamme mérite d'être entretenue, cette flamme de l'espoir, cette flamme de la richesse universelle ! Je suis fier de cette France-là et je la porterai toujours dans mon cœur.

DERRIÈRE L'ÉCRAN

MOLIÈRE D'ARIANE MNOUCHKINE : LE THÉÂTRE EN DEHORS DU THÉÂTRE

par David Darriulat

Jamais on ne voit Molière et sa troupe jouer du Molière sur les planches dans le film d'Ariane Mnouchkine. La seule pièce de théâtre écrite par Molière que Mnouchkine met en scène est celle du *Docteur amoureux*, une œuvre perdue dont on ignore tout. Le film est donc muet concernant l'art du génie. Que peut-on bien raconter d'un auteur si son œuvre est passée à la trappe ? Mnouchkine a choisi de faire un film sur Molière qui ne montre pas le théâtre de Molière.

C'est bien connu : la plupart du temps, on s'ennuie au théâtre. On s'y ennuit car le jeu est conventionnel et la vie y semble absente. Quand Molière joue la tragédie au Jeu de Paume des Métayers ou devant le Roi dans la salle des Gardes du Palais du Louvre, il fait bâiller d'ennui son public. Il déclame de manière lente et empesée, rythmant mécaniquement l'alexandrin de Corneille, le corps enfoncé dans un costume antique et le visage figé et empâté dans un maquillage plâtreux.

Quand Mnouchkine filme une représentation théâtrale, l'intrigue n'est pas celle du dramaturge. Elle est ailleurs, c'est-à-dire dans le public. Dans l'ombre de la salle, un père fixe obstinément le fauteuil de famille dérobé par le fils pour les besoins du décor, les dévots surveillent le Roi et s'inquiètent de son opinion concernant *Tartuffe*. Le public fait le spectacle plus que les acteurs. C'est d'ailleurs avec avidité que ceux-ci observent celui-là à la dérobée dans l'embrasement du

rideau. Molière, quand il découvre le théâtre, tourne le dos aux comédiens : c'est le public qui en fait le mystère et il contemple, fasciné, des monstres de carnaval envoûtés par la magie du théâtre.

Pour Mnouchkine, le théâtre ne tient pas entre la cour et le jardin. « Adélaïde ma chère, regarde moi, je vais voyager ! », s'émeut une comédienne quand l'illustre Théâtre part en tournée : Mnouchkine donne à voir non pas l'art dramatique mais l'aventure du théâtre et le grand voyage de la troupe de Molière. Le théâtre rompt les amarres et prend le vent. Le théâtre de Molière, Mnouchkine le trouve dehors. C'est dans les rues boueuses de Paris ou d'Orléans au XVII^e siècle que Molière a trouvé la matière de son œuvre. Il y a découvert le ridicule des charretiers quand ils s'identifient à leurs maîtres, le panache des petits quand ils refusent de reculer devant les grands, leur lâcheté quand ils cèdent, les diatribes des curés et l'aveuglement des misérables quand ils invoquent l'amour de Dieu. Non seulement c'était la comédie humaine qui s'offrait en spectacle dans la rue, mais Molière y découvrait encore le théâtre de tréteaux de la foire Saint-Germain et surtout la *commedia*. Le théâtre des Italiens s'opposait en tout point au théâtre français : les comédiens étaient entièrement libres de leurs mouvements et l'improvisation y faisait ressembler le théâtre à la vie.

Dans la rue, il y a le carnaval, ce jour de renversement où les servantes deviennent reines et la folie l'emporte sur l'ordre réglé des dévots. Les verrous des portes du collège sautent, la police est débordée et les représentants de l'État sont envoyés à la Loire. Une victoire ! Les tartuffes perdent le contrôle des corps et des âmes. La folie s'empare de tous. Seuls existent la danse, de la musique et des masques. L'ordre s'effondre. L'art triomphe. Cette victoire pourtant est de courte durée, et la police n'est jamais à cours de renforts pour maîtriser les débordements. Pour échapper aux coups des gendarmes et au retour à l'ordre, Molière et ses compagnons de carnaval se réfugient dans un théâtre. On y joue *La Mort de Sénèque* de Tristan L'Hermite et *Epicaris* dont Madeleine Béjart joue le rôle-titre – qui dit son refus de vivre sous le règne du tyran Néron. Cette femme illumine Molière. Il sera désormais comédien pour jouer le carnaval.

LE PENSE-BÊTE MAIS DE QUI SE MOQUE-T-ON ?

par Dan J. Arbib

À Charlie

Il y avait le rire d'Héraclite, un mystère pour la pensée ; il y avait le rire, gros et franc, de Rabelais ; il y avait le rire de Voltaire, qui convainquait l'adversaire de stupidité, quand même cet adversaire s'appelait Rousseau ; il y avait le rire triste de Molière, et celui, profond, de Marivaux. Et il y avait le rire politique de Daumier, le rire, bienveillant tout de même, de Coluche. La liste est longue, et incomplète. Qui sait comment riait Aristophane ?

J'évoque une sorte de rire qui vous fait froid dans le dos, qui vous fait pleurer, qui vous indigne et vous révolte. Ces rires-là rient de n'importe quoi parce qu'ils disent n'importe quoi. Quelque chose comme l'écho, grave et strident à la fois, d'un sarcasme infini qui vous montre les dents, la luette et tout le fond de la gorge avec une impudeur de bouche d'égout. Ces rires sont si puissants qu'on les croit d'abord métaphysiques, alors que ce ne sont que des rires mesquins. Un nain a chaussé le cothurne, et le bruit de son pas vous effraie. C'est pourtant le rire le plus facile, parce que c'est un rire universel : il tend toujours la même grimace au monde et lui vomit toujours les mêmes avanies.

Naïveté et Snobisme voient ici un rire *qui dérange*. Comme ils se trompent ! – ou alors dérange aussi l'homme immobile qui, sur les ponts de Paris, offre au touriste son sourire figé et terne, comme un masque de momie dont les épaisses couleurs dégoulinent paresseusement sous la palpitation brûlante de l'air ; vous donnez une pièce ou deux, puis vous passez votre chemin. Mais notre rieur n'a pas la modestie du saltimbanque : il se veut intellectuel, réclame de la place, du respect, de la considération. Le voilà bourgeois respectable – mais un bourgeois qui râle, et qui râle si fort qu'on ne l'entend plus. Plus personne ne sait contre qui il en a ; mais il faut le laisser hurler : il *dérange* ! Et il est important qu'il dérange, « la société a besoin de ses outrances », car, vous le savez bien, dans toute société, etc., etc. – Nul besoin pourtant d'être grand clerc pour le voir : notre rieur dérange tout autant qu'un fonctionnaire des postes.

Notre rieur est *nihiliste*. Rien n'est moins drôle que son rire. Pour lui, le monde est pourri ; rien ne doit être sauvé. « Tous des c... » : voilà ce qu'il vous répond, si d'aventure vous vous offensez d'une raillerie injuste contre vous dirigée ; voilà le refrain de cette chanson des damnés qu'il a composée pour notre temps. Vous distinguerez bien parfois quelque heureuse trouvaille, une rime peut-être vous surprendra, et alors vous vous exclamerez bouche ovale : « Oh, comme il rime bien ! » Mais cette chanson est celle du procès de l'humanité, elle chante la fin du monde, et nous claironne partout un Jugement dernier sans salut où trône un Christ bouffon. Pour notre engeance tarée, point de clémence : tous corrompus. Inutile, impossible de plaider : le juge vous crache au visage ses insultes avec la régularité stupide et fière d'une bête immonde.

Le rire nihiliste est inutile. Il donne bonne conscience à la société bourgeoise, qui, telle le dormeur qui de temps en temps jette un œil sur sa montre et constate que la nuit est encore longue, s'assure de sa *tolérance* pour se rendormir dans son obscurité épaisse et sourde ; il donne orgueil et satisfaction au rieur, qui mesure la grandeur de son esprit à la puissance de son râle. Et il a l'impudence de s'aligner avec Molière, avec Voltaire ! Les grands morts ne requièrent ni avocat ni champion, et la vigueur timbrée de leur voix plaide pour leur incomparable noblesse ; pourtant, de grâce, relisez-en quelques lignes, et vous ne tarderez pas à être convaincu de l'orgueil qu'il faut avoir pour oser pareille comparaison. Mais par là, le rieur se juge et exhibe sa petitesse. Car les Grands pensaient, distinguaient ; parce qu'il y avait pour eux de l'insupportable, tout ne l'était pas ; certaines causes importaient, qui valaient bien une vie. Bref, il y avait du mal parce qu'il y avait du bien. Notre rieur nous fait regretter ce temps si lucide du manichéisme. Pour lui, il n'y a ni bien ni mal, l'être est un brouillard noirâtre où les formes du monde et de la pensée se confondent et s'emmêlent en un chaos définitif. Il y a du paranoïaque chez cet obsessionnel-là. M'objecte-t-on Céline, le charognard le plus affamé de notre siècle ? Mais je ne goûte pas beaucoup ses écrits, et du reste les chefs d'œuvres ne font pas école ; les Voltaire, les Molière, les Coluche – et même, allez ! les Céline –, ne courent pas les rues. Alors, que reste-t-il de tout cela, de ces grands morts à notre rieur ? Rien, qu'un prête-nom déloyal et parodique, une feuille de vigne mitée dont la grandeur moule en un pli ridicule un corps qui n'a jamais été aussi petit.

J'évoque le rire de Siné.

Siné, ce rieur qui se prend pour Dieu, ce Christ bouffon aux couleurs dégoulinantes, qui trône sans honte dans un Jugement Dernier sans salut. Donnez une pièce si vous voulez, puis passez.

L'INTERNATIONALE LE MONDE VU DE TBILISSI

par Raphaël Glucksmann

Le Général Borissov, chef des forces russes en Géorgie, est incontestablement la troisième star de l'été après Bolt et Phelps. Au barrage qui empêchait tout observateur étranger de pénétrer dans Gori, « pour ne pas réveiller les habitants qui dorment paisiblement », aimait-il préciser en souriant, il ne se lassait pas d'entonner ce qui allait vite devenir le tube des vacances : « Nous, les Russes, nous n'avons plus peur de personne. De personne, vous entendez ? » Après une semaine de beach-volley à Pékin, George Bush avait lancé un appel au « monde libre », Sarkozy était venu puis reparti avec 6 points flous qui laissaient libre cours au fameux goût pour l'interprétation des textes sacrés de la soldatesque russe, Merkel et Rice étaient annoncées... Cela ne troublait guère notre Général philosophe. Il avait compris le fin mot de l'histoire et tenait à partager sa découverte : « Nous sommes forts, vous êtes faibles. » Le monde, vu de Géorgie, avait changé. Pas nécessairement en bien.

1/ Back to USSR

Depuis six mois, l'armée russe renforçait ses positions en Abkhazie comme en Ossétie. Le 6 et le 7 août, des bataillons basés à Chali et Khankala en Tchétchénie se sont regroupés en Ossétie du Nord, 150 chars russes sont entrés en Géorgie par le tunnel de Roki... Présenter le sac de la Géorgie comme une « réaction disproportionnée » de la Fédération de Russie à l'attaque géorgienne de la nuit du 7 au 8 relève d'une approche profondément anhistorique de l'événement, une approche qui justifie a priori la non-action par la non-pensée.

La prise de Gori, Poti ou Kaspi est une réponse logique et mûrement réfléchie à ces Révolutions de couleur de 2003 et 2004 qui ont tant dégoûté Vladimir Poutine. Les stratèges nationalistes du Kremlin ont patiemment préparé leur revanche. Viktor Iouchtchenko et Mikhaïl Saakashvili sont à leurs yeux les noms d'un mal qu'il faut éradiquer à tout prix, y compris par le poison et la guerre. Se présentant comme un « expert en contre-révolutions », Gleb Pavlovski est le *spin-doctor* qui a orchestré médiatiquement l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. Un jour où on lui demandait jusqu'où il était prêt à aller pour écarter le bouillant Président géorgien, il mima une exécution et rigola : « jusqu'au bout ».

Ce que nos dirigeants n'ont pas voulu voir pendant dix ans est aujourd'hui clair : les attentats obscurs de 1999 (rappelons que tous les journalistes ou députés indépendants qui ont enquêté sur les implications du FSB dans ces attentats ont été tués dans des conditions non élucidées) ont permis l'instauration à Moscou d'un régime néo-impérialiste et dictatorial dont l'ambition est d'annuler « la plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle », c'est-à-dire la fin de l'URSS selon Poutine. Hier la Tchétchénie, aujourd'hui la Géorgie, demain l'Ukraine et la Moldavie.

2/ L'occident, combien de divisions ?

Lavrov souriait – la consigne en Russie est désormais de se marrer à l'antenne, pour bien montrer aux occidentaux qu'ils sont risibles – sur l'écran de télé d'un bar de Tbilissi : « Je comprends l'embarras des Américains, ils ont tellement misé sur la Géorgie, et voilà le résultat... leur jouet est dans un sale état. » Grand Seigneur, le camarade Lavrov. Le *timing* russe, reconnaissons-le, est parfait : l'administration Bush est à bout de souffle, épuisée par l'épreuve irakienne, l'Allemagne est paralysée par une coalition bancal et un ministre des affaires étrangères ultra-kremlinophile, l'Italie est dirigée par un mafieux qui fait passer son amitié personnelle et financière pour Poutine avant les intérêts d'un pays de 60 millions d'habitants, l'Espagne est aphone, l'Angleterre ne sait plus si elle a un premier ministre...

Reste la France. Elle a réagi promptement grâce au volontarisme de Sarkozy et de Kouchner, mais de manière alambiquée. Son plan de

paix miraculeux est imprécis. Et ses leaders inquiètent les pays de l'Est en reconnaissant au Kremlin le droit de « défendre les russo-phones hors de ses frontières » : les pays Baltes et l'Ukraine ont du souci à se faire avec de pareils arguments, déjà entendus dans des moments peu reluisants de l'histoire européenne (on reconnaissait le même droit aux Allemands vis-à-vis des Sudètes).

Mal à l'aise et pusillanime, l'Occident incrimine le caractère impulsif du Président géorgien. Certes, Sakaashvili n'est ni Gandhi, ni Martin Luther King. Cela n'empêche pas ce constat : la Géorgie a plus changé sous son autorité que n'importe quel pays au monde ces dernières années. La corruption autrefois endémique a été réduite à néant par le renvoi de l'ensemble des policiers et des douaniers, les journalistes étrangers y jouissent d'une liberté de circulation totale, les élections s'y déroulent sous le contrôle de toutes les organisations internationales imaginables, l'économie décolle sans rente énergétique, le gouvernement est formé d'étudiants de Yale ou Columbia, dont les doubles nationalités américaine, anglaise ou israélienne font ressembler Tbilissi à une Babel occidentale plantée au cœur du Caucase. C'est d'ailleurs précisément cela, son crime, aux yeux du Kremlin et d'une partie des cercles diplomatiques français et allemands (comme des milieux gauchistes qui souvent les rejoignent).

Si nous ne défendons pas la Géorgie née de la Révolution des Roses, comment défendrons-nous plus tard l'Ukraine divisée ou, pire, l'Azerbaïdjan autoritaire et clanique ? Quand on veut se débarrasser de son chien, on prétend qu'il a la rage, et l'Occident répugne tellement à s'opposer aux dérives de Moscou qu'il trouvera toujours des raisons pour ne pas défendre ses alliés. « Aujourd'hui, mieux vaut être un ami de la Russie, de la Chine, du Venezuela ou de l'Iran qu'un allié des démocraties occidentales » : voilà le message envoyé au monde entier au cours d'un mois d'août qui laissera des traces.

Mikhaïl Sakaashvili me le répéta au cours de l'une de ces nuits sans sommeil qui sont le lot des Présidents en guerre : « Si vous ne le faites pas pour nous, réagissez au moins pour vous. Nous ne vous demandons pas d'être des anges, simplement des acteurs conscients de leurs intérêts ». Est-ce trop demander à de vieux pays désireux de rester en dehors d'une histoire dont ils ne finissent pas de proclamer

la fin ? Quand comprendra-t-on que la véritable *realpolitik*, soucieuse du long terme, et la morale se rejoignent ? En Géorgie, le pétrole et les principes nous poussent à la fermeté. Mais nous leur préférons quelques années de plus de sommeil.

3/ Et pourtant...

Et pourtant, dans cette affaire, l'occident a des arguments à faire valoir :

- *De droit*. Contrairement à ce que répètent inlassablement les relais de Moscou, l'Ossétie du Sud n'est pas le Kosovo. L'indépendance de la province serbe était la conséquence des crimes contre l'humanité perpétrés par Milosevic et ses sbires. Or, le seul « génocide » commis par les troupes de Saakashvili a fait 47 morts, selon Human Rights Watch (l'une des rares organisations dont j'ai pu constater l'efficacité et les réseaux sur le terrain). Les massacres, au contraire, ont été dirigés contre les Géorgiens. Si l'indépendance du Kosovo contredisait le nettoyage ethnique de Milosevic, l'indépendance de l'Ossétie et de l'Abkhazie validerait le nettoyage ethnique de Poutine. La seule situation proche du Kosovo dans la région, c'est en Tchétchénie qu'on la trouve, dans cette République rebelle et martyre où l'occident laissa sans mot dire 200 000 personnes se faire trucher par les Russes au nom de l'intégrité territoriale précisément.

- *De puissance*. L'arme la plus efficace reste le portefeuille. Le Kremlin n'est pas peuplé de martyrs. Menacer de saisir les biens immobiliers et les avoirs de dirigeants milliardaires, évoquer la suppression des visas, geler les investissements en Russie : voilà qui fera réfléchir ce que l'on appelle hâtivement les libéraux du pouvoir russe, en réalité des oligarques attachant plus d'importance à leurs vacances à Nice qu'à l'Ossétie du Sud. Et n'ayons pas peur qu'ils nous coupent le gaz en réponse : ils ont tout autant besoin de le vendre que nous de l'acheter.

Une partie d'échec est engagée. Pour l'instant, un seul des joueurs semble sérieux. À nous de faire en sorte que le rêve post-historique qui nous berce depuis 1989 ne condamne pas à mort l'ensemble des démocrates de l'Est. Revenons dans l'Histoire. Maintenant. Et signifions clairement aux Russes qu'on ne peut pas se conduire comme Staline et passer ses vacances à Courchevel. L'Abkhazie ou la Côte d'Azur : il faut choisir.

LES APOÈMES

Par Noam Assayag

EN VITRINE SONT DIX DIEUX À VENDRE

Rue Galande une passante sans galant
s'attarde à la vitre d'un antiquaire
où sont *les dieux à vendre*
aux côtés d'instruments rituels
de livres de magie

Un harnais ferraille et cuir invocateur d'orages
un bâton tendu vers des sources taries
le dessin naïf et savant d'un ange
vendus au plus offrant

Elle pense :
« Comment peut-on *s'offrir* le luxe d'une puissance éteinte
indice d'un peuple volé ou mort ? »

Elle n'a pas encore décidé
si elle doit récuser ou conférer à ce fétiche le sacré
entre elle et l'inanimé existe-t-il
un sacre des pensées ?

Elle se perd au regard creux d'un masque
sans savoir qu'en voyant à travers
elle le porte un instant
et l'emporte...

La nuit est avancée, la boutique faussement vide
Et dans la rue où les ombres s'allongent
on croirait presque entendre le bruit des songes.

JAZZ N. M. ?

: Corde à vide

: Xylo-Cristal :

: Beat a vide

: Solo s'installe !

(puits
d'un silence
assourdissant)

...Extase en jazz...

UNE CONTE :
LE POULPE AUX YEUX D'OR

Le temps s'arrêtera un instant sur la terre
si ton regard s'arrête un instant dans
son regard sans paupière.

Sereines, immobiles
ses pupilles en sablier
toucheront jusqu'à ton cœur
tout ensablé.

Tandis
que ce corps subrepticement se vrille
à mesure
que le *Quand* s'évanouit :

Juge sans jugement, prince sans principe, sage sans âge
le poulpe aux yeux d'or au regard tendre ne se lassera jamais
de t'attendre...

*Caresse des aubes aux tresses de varech
beauté des nacres
danse vague du ressac sur les rocs*

La pieuvre silencieusement se signe
d'entrelacs
à mesure que se dessine en ton for
ce signe, que tu emporteras *au-delà* :

un souvenir heureux, salé comme une larme.

RECENSIONS

NAOMI KLEIN
**LA STRATÉGIE
DU CHOC**

*Aux Éditions Léméac/Actes Sud, mai 2008,
traduction Lori Saint-Martin et Paul Gagné, 672 pages, 25 €.*

par **Alexandra Renault**

Dans son troisième livre, la journaliste canadienne Naomi Klein nous offre ce que nous attendons en vain de la gauche socialiste française : une clarification des principes de la politique néo-libérale, un diagnostic des effets anti-démocratiques de l'application de ces principes, et *enfin une vraie motivation* pour ne pas sombrer dans une attitude démissionnaire du genre « je suis de gauche, mais libéral ! »...

D'abord, les principes de la politique néo-libérale, ou néo-conservatrice, ou « droite dure ». Il n'est pas étonnant que cette politique soit difficilement identifiable puisqu'il s'agit en fait d'une doctrine *économique*, initiée par Milton Friedman dans les années 1950 à l'université de Chicago, qui vise à *détruire la politique en tant que tel*. D'après Friedman, les libertés politiques sont en effet accessoires par rapport à la liberté du marché, qui serait seule à pouvoir engendrer croissance, prospérité et donc liberté (l'assimilation de ces termes étant significative). Ainsi, la politique ne peut servir qu'à appliquer sans entraves cette doctrine, selon trois axes : déréglementation du marché commercial et financier, privatisation des entreprises publiques, et réduction maximale des dépenses sociales – c'est-à-dire une annulation du rôle de l'État dans la vie économique et, à terme, une disparition de l'espace public au profit des seuls intérêts privés.

Ensuite, l'analyse des effets de cette « politique » au cours des trente dernières années. Puisque les peuples ont encore cette vieille idée « communiste » que l'État est là pour protéger leurs libertés,

l'application de la doctrine néo-libérale ne peut se faire que si la capacité de résistance de ces peuples est annihilée, d'où la mise en place de la « stratégie du choc » : le meilleur moment pour déréglementer et privatiser sera au lendemain d'un choc politique (coup d'État, déclaration de guerre), économique (inflation record, choc de la dette...) ou géo-climatique (ouragan, tsunami...). Et Naomi Klein de dresser un compte-rendu impressionnant des effets de cette stratégie au lendemain du coup d'État de Suharto en Indonésie, de celui de Pinochet au Chili, de la guerre des Malouines lancée par Thatcher, de la guerre en Irak menée par l'équipe Bush, de la crise économique après la chute du mur dans les pays de l'Est, du crack boursier en Asie, des inondations à la Nouvelle-Orléans, du tsunami... À chaque fois, le même scénario se répète : un choc se produit, laissant le pays en crise ; l'arrivée des *Chicago Boys* dans le staff de gestion de la crise ; la déréglementation de l'économie et la réduction des dépenses sociales ; et la suppression des libertés des citoyens lorsque ceux-ci seraient susceptibles de résister à la vague néo-libérale...

Enfin, par cette démonstration implacable des conséquences anti-démocratiques de l'application du modèle néo-libéral, Naomi Klein veut nous faire prendre conscience du danger que courent les démocraties à ne pas résister à ce modèle, qui n'offre prospérité et liberté qu'aux plus riches, et que misère et soumission aux masses populaires. Ce danger est d'autant plus grand que les politiques néo-libérales d'aujourd'hui, surfant sur le sentiment d'insécurité sociale et économique qu'elles alimentent en refusant de mieux encadrer la mondialisation, arrivent à séduire les peuples et à parvenir au pouvoir par le biais du vote, laissant ainsi croire qu'elles n'ont plus besoin d'utiliser la terreur pour parvenir à leurs fins... Reste à savoir, maintenant, si nous voulons nous aussi participer, ne serait-ce que passivement, à ce que le sous-titre du livre annonce comme « la montée d'un capitalisme du désastre ».

JEAN-PAUL DOLLÉ

LA JOIE

Aux Éditions Germina, octobre 2008,

130 pages, 15 €.

par Aurélie Pfauwadel

De Mai 68, Jean-Paul Dollé parvient à restituer l'intensité inconnue et l'extraordinaire, l'air de possible qui soufflait lors de cette mise en suspens du cours normal des choses. Mêlant le récit vivant, l'anecdote inédite à l'analyse incisive des signifiants qui ont marqué l'époque, l'essai à la narration orientée du témoin, l'auteur nous fait entrevoir la jouissance spécifique au style et au « ton 68 ».

La joie contagieuse dont il s'agit ici est celle des barricades, de l'émotion politique qui culmine dans le rêve de changer le monde et transformer la vie. C'est toute la logique des affects propres au moment 68 que Jean-Paul Dollé parvient habilement à redéployer. Le dégoût et la défiance vis-à-vis du jeu politique en place. La honte engendrée par la guerre d'Algérie qui entache la grandeur héroïsée de « la France éternelle ». L'ennui chronique et la « violence sans cause » des corps impatients. La peur qui change de camp. Et surtout l'enthousiasme, la ferveur pour la justice et la liberté, qui s'épanouissent dans une émotion démocratique sans précédent.

Cerner les formes de subjectivation qu'a fait émerger Mai 68, ce qui les préparait souterrainement, et ce qu'il en est resté, telle est la visée de ce petit ouvrage. Il donne une idée de l'hétérogénéité de cette formidable mobilisation populaire, des grands courants et sensibilités diverses qui façonnaient les postures corporelles et intellectuelles, du vaste spectre dans l'implication subjective. Il ne s'agit pas d'unifier faussement une « pensée 68 », mais de saisir sur le vif « ce que 68 désire et espère de la pensée » : détruire l'ordre des discours comme l'ordre du monde.

À l'encontre de l'interprétation culturaliste en vigueur, qui en minimise la portée politique, J.-P. Dollé montre que Mai 68 ne saurait être considéré comme catalyseur d'une révolution des mœurs, inquiétant durablement la pensée, sans reconnaître qu'il s'agissait aussi d'un essai de transformation politique. « Révolution littéraire », mais pas infra-politique parce que littéraire. En Mai 68, « on n'a pas pris la Bastille, mais la parole », dit-on. Mais c'est précisément en cela que ce mouvement renouait avec l'origine du politique : batailles de légitimité entre gaullistes, gauchistes et communistes sur des signifiants communs (« résistance », « révolution », etc.), conflits médiatisés par les mots sur fond d'une langue partagée.

En Mai, chacun a pu faire l'expérience de la politique et de la démocratie dans leurs acceptions les plus élémentaires et radicales : pas la politique des politiciens, mais le sentiment de la puissance d'agir en commun – tant la force de ce mouvement résidait dans son autonomie totale par rapport à la sphère politique traditionnelle.

Voilà qui répond à la question liminaire de l'ouvrage : pas seulement « que s'est-il *vraiment* passé en Mai ? », mais « qu'est-ce qui a passé – y a-t-il eu même passage – de ce qui s'est passé ? » À l'heure où les acquis de Mai 68 sont toujours plus mis à mal, et en voie de passer, il importe en effet de ressaisir le sens de cette rupture révolutionnaire, en mesurant ses effets après-coup. Manière pour l'auteur d'y rester fidèle, frayant activement ce passage – pour notre plus grande joie !

GUILLAUME BACHELAY
DÉSERT D'AVENIR ?
LE PARTI SOCIALISTE, 1983-2007

Aux Éditions Bruno Leprince, septembre 2007
collection L'encyclopédie du socialisme, 128 pages, 7,5 €.

par Nicolas Goarant

« Pour certains, au prétexte que le réel est de droite, le PS devrait se droitiser. »

1981 : « Changer la vie ». Les salaires et les minimas sociaux sont augmentés, la décentralisation sort la France du féodalisme territorial, les droits des femmes progressent, la peine de mort est abolie, l'homosexualité dépénalisée, le système scolaire réformé, la culture démocratisée.

1983 : fermez le ban et ouvrez la parenthèse. Les socialistes deviennent raisonnables et Bernard Tapie prépare ses triomphes d'entrepreneur libéral à la télévision.

2007 : la gauche sombre. Nicolas Sarkozy prospère sur le terrain d'une question sociale laissée en jachère par la candidate socialiste. Rhétorique ouvriériste, visites d'usine, promesse de relance du pouvoir d'achat : le candidat UMP, lecteur de Gramsci, sait que la politique en démocratie est une lutte de symboles, de mots, de signifiants. Pendant que l'ancien maire de Neuilly capte l'électorat populaire traditionnellement acquis à la gauche, Ségolène Royal agite de petits drapeaux. Comme le poète de Charleville, elle invente une langue, mais Charlety n'est pas l'Abyssinie et plutôt que de choisir le silence et l'exil, elle persévère dans des dérives sémantiques plus ou moins droitières. « *Assez, plus de mots* » aurait-on eu envie de lui répondre...

Quelle mouche a donc piqué le parti d'Épinay pour le voir troquer les espoirs rimbaldiens contre des citations de Jean-Paul II ? C'est un lent processus de reniements inavoués, de lâches soulagements et de réorientations manquées que décrit Guillaume Bachelay, conseiller général de Seine-Maritime de 34 ans, collaborateur de Laurent Fabius, et désormais membre du Bureau national du PS. Un quart de siècle de rigueur monétaire, d'intériorisation des contraintes de la mondialisation, de repli sur les jeux d'ombres et d'intrigues de la rue de Solferino sont déconstruits d'une plume alerte et ironique dans *Désert d'avenir ?* Un quart de siècle où la « contrainte du réel n'apparaît plus comme une donnée extérieure à laquelle il faut opposer une politique, mais comme l'intériorisation de l'impossibilité d'agir ». Du tournant de la rigueur au non-programme de 1988, des mirages européens au sommet de Barcelone de 2002, c'est à une archéologie des désillusions et renoncements socialistes que procède Bachelay. Plus qu'une dérive du PS, la drôle de campagne de 2007 illustrerait ainsi l'aboutissement d'un processus.

Désert d'avenir tranche avec la littérature en vigueur au PS : pas d'échanges mondains avec un journaliste politique à la mode ou un sociologue sur le retour, mais un constat lucide et documenté des reniements d'un parti qui n'a gagné qu'une seule élection nationale en vingt ans. Le pessimisme de la connaissance ne devant pas empêcher l'optimisme de la volonté, Bachelay fournit pour autant quelques pistes pour sortir le PS de l'ornière. D'abord, cesser de capituler sur les mots, par exemple de baptiser « réformes » les régressions, ou « agilité » la flexibilité. Retrouver les chemins du politique en bâtissant une souveraineté économique européenne ou en laïcisant le capitalisme, c'est-à-dire refuser que le vivant, l'environnement, la santé, la culture soient des biens échangeables et vendables. Gagner la bataille de l'emploi et du savoir en améliorant notamment un système universitaire qui profite pour l'essentiel aux classes économiques et culturelles les mieux dotées. C'est autour de propositions fortes, de travail intellectuel et de renonciation au pessimisme que, peut-être, « dans le désert, apparaîtra l'oasis » .

JEAN-CLAUDE MILNER
**LE PÉRIPLÉ STRUCTURAL,
FIGURES ET PARADIGME**

Aux éditions Verdier, avril 2008

(nouvelle édition revue et augmentée),

Verdier/poche, 384 pages, 6,80 € (1^{ère} édition février 2002).

par **Caroline Pauthe-Leduc**

Le choix de Jean-Claude Milner d'adjoindre Foucault aux figures du structuralisme, principale augmentation de cette 2^e édition, ne doit rien au hasard, ni au goût des paradoxes. Car c'est précisément sa position d'extériorité au structuralisme qui lui a permis d'en caractériser les ressorts méthodologiques et les déterminations épistémiques, en soulevant ses promesses de redistribution du savoir mais aussi ses conditions et ses limites. Au croisement du programme structural, Foucault a pu témoigner d'une certaine solidarité épistémique à son égard, mais bientôt conçue comme un bord, fondant en nécessité que sa propre démarche s'en retranche : « l'archéologie requiert le structuralisme pour [s'en] séparer. » La lecture de J.-C. Milner prend appui sur cette position limite pour reprendre, dans son actualité, une des questions majeures de l'ouvrage : celle du statut de science, et la conception de l'homme qu'elle implique.

Dans *Les Mots et les Choses*, Foucault discerne la place éminente du paradigme linguistique dans le structuralisme en extension qu'il borne strictement à la linguistique, à la psychanalyse et à l'ethnologie : la linguistique est seule susceptible d'accéder au statut de science positive, et grâce à sa théorie de la structure linéaire du langage, à ses outils conceptuels et méthodologiques, elle est à même de fournir leur modèle formel aux autres disciplines et de féconder une conception structurale des expériences individuelle et sociale, dans leurs spécificités et à leur point de rencontre. Mais Foucault dénie au structuralisme

qu'il ait acquis sa consistance épistémologique, la notion de structure « n'a pas encore fondé son droit à se dire mathématisée ou simplement formelle ». Il manque la preuve qu'elle soit comparable à ce qu'elle recouvre en mathématiques, et non un simple « jeu de mots ».

L'enjeu épistémique est crucial. Selon Foucault, « le rapport des sciences de l'homme à l'axe des disciplines formelles [en effet] se ranime », « l'émergence de la structure (comme rapport invariant dans un système d'éléments) » dissipant l'exigence antérieure d'introduire les comportements humains dans le champ quantifiable.

Pour J.-C. Milner, l'antique répartition des réalités observables entre *phusis* et *thesis* – comme ce qui ne dépend pas ou dépend de la volonté de l'homme (nature/culture selon la *doxa*) –, a éclaté avec la « révolution galiléenne », dépouillant la nature de ses qualités sensibles, la soumettant à l'expérience et à la mesure, expulsant dieu, enfin, de la nécessité mathématique – science et nature devenant tautologiques. D'où un paradoxe : si la science annexe la *thesis* à la *phusis*, ce ne peut être qu'au prix de naturaliser son objet et de manquer sa spécificité. Le structuralisme a proposé une réponse à cette question précise, démontrant la possibilité de traiter des secteurs de *thesis* selon la science galiléenne sans les dégrader en *phusis*.

Par son opération de radicale « disjonction entre identité et ressemblance », le structuralisme a en effet fondé une nouvelle ontologie, contribuant à « l'effacement de l'homme » (Foucault), compris comme objet construit et positif : l'Un ne s'y définit plus de « l'identité à soi », mais négativement, « d'un entrecroisement de déterminations multiples », en opposition différentielle aux autres entités du système considéré.

Hélas ! la mort par épuisement du structuralisme a laissé ces questions en suspens. C'est pourtant un enjeu actuel, car « avec la fin du structuralisme [et] en l'absence d'opposition massive, on doit conclure à un avenir discernable : que les sciences humaines cèdent au penchant qui les habitent [...] et qu'elles deviennent toujours plus, le voulant ou non, des vecteurs de domestication et de contrôle. » Le « retour à Saussure » sans doute s'impose, de même que l'étude de Lacan qui a poussé le plus loin la logique du programme.

JEAN-CLAUDE MILNER
ET FRANÇOIS REGNAULT
DIRE LE VERS

Aux Éditions Verdier, avril 2008 (réédition), 237 pages, 11, 20 €.

par Anne-Lise Heimbürger

Suite à la lecture des trois préambules de *Dire le vers*, on entend déjà un *Eurêka* jaillir de la bouche des « acteurs et amateurs de vers », auxquels Jean-Claude Milner et François Regnault adressent l'ouvrage. Cette exaltation repose sur un seul principe qu'il fallait démontrer : qui veut bien dire le vers doit savoir la langue. Or, si la langue est la chose la plus naturelle du monde, elle n'en demeure pas moins structurée par des lois. La linguistique, dont c'est l'objet, permet ainsi de percevoir dans le domaine poétique les élaborations originales de la langue, et sur scène, de faire entendre ses singularités.

L'étude de J.-C. Milner et F. Regnault porte principalement sur les vers réguliers, ceux des alexandrins des tragédies classiques de Corneille et Racine, car ne sont-ils pas par excellence des vers que l'on dit. Mais les on-dit vont si bon train en matière de diction que les acteurs ne savent souvent plus à qu'elle saint se vouer. Ils sont alors partagés entre la tentation d'appliquer docilement quelques règles métriques et phonologiques glanées de-ci, de-là – comme s'il s'agissait de dire une langue morte – et celle de donner pleine licence à leurs intuitions rythmiques et sémantiques, afin de combler la distance qui sépare le vers classique de leur langue propre.

Pourtant, « les grands principes ne sont pas nombreux » écrit F. Regnault citant Louis Jouvet. Mais ils sont puissants. En abordant le noyau théorique et pratique de *Dire le vers*, on éprouve d'abord combien le présupposé du « savoir la langue » soulage des préjugés. Découvrir les règles solides et riches qui gouvernent la langue française,

et celles du vers qui en découlent, permet à l'acteur de comprendre, vers après vers, comment les déplacements et redistributions syntaxiques s'opèrent en douze syllabes. Ainsi résout-il les contradictions par la raison, avant de dire les vers par le cœur. L'analyse linguistique permet la plus sûre des interprétations sémantiques, et il est certain que le jeu y gagne en subtilité sans y perdre son âme.

D'ailleurs les auteurs ne cherchent pas à « légiférer sur le jeu de l'acteur », ils restent « à l'entrée des artistes ». Loin d'asséner une façon rigide de dire le vers, J.-C. Milner et F. Regnault montrent combien l'alexandrin requiert un traitement nuancé. C'est pourquoi ils établissent une échelle de puissance où l'accent, la liaison et le *e* muet se font plus ou moins entendre, car « la diction du vers est scalaire ». S'il est impossible de continuer à pratiquer la diction selon le modèle du tout ou rien, qui donne lieu à la déclamation pompeuse ou à l'ânonnement, J.-C. Milner et F. Regnault rendent l'amoureux du vers à son autonomie. La liberté aveugle laisse place à la subjectivité d'un souffle animé par une pensée éclairée. La comédienne Adrienne Lecouvreur tirait son génie de cette savante formule, elle qui travaillait ses rôles sous le conseil du plus grand grammairien de son temps, César Chesneau Dumarsais. Une publicité facile – et néanmoins exacte – vanterait l'aspect souple et léger de la récente réédition chez Verdier de *Dire le vers*, permettant d'avoir son grammairien toujours dans la poche !

À sa lecture, nous partageons l'euphorie d'un Monsieur Jourdain qui s'exclame : « Vive la science ! [...] Ah la belle chose que de savoir quelque chose ! [...] Et que j'ai pris de retard ! »¹ Cependant la transmission opérée par nos deux auteurs excède le savoir appliqué. Le plaisir qu'ils ont à regarder la langue de près puis à l'entendre sur scène gagne le lecteur, tant et si bien qu'il a hâte de savoir mieux la langue afin d'en jouir à son tour. La langue elle-même est le lieu des révolutions, s'il est vrai qu'« On nous a vus, poussant vers un autre horizon / La langue, avec la rime entraînant la raison »².

1 • Molière, *Le bourgeois gentilhomme* (II, 4).

2 • Victor Hugo, « Quelques mots à un autre », *Les contemplations*.

YANN MOULIER BOUTANG
**LE CAPITALISME
COGNITIF :
LA NOUVELLE GRANDE
TRANSFORMATION**

*Aux Éditions Amsterdam, juin 2008
(nouvelle édition augmentée), 315 pages, 9,50 €*

par Julien Pauthe

La thèse du capitalisme cognitif féconde toute une nébuleuse de recherches liée notamment à la revue *Multitudes* dont Yann Moulier Boutang est directeur. Ancien élève d'Althusser, un temps proche de l'ouvriérisme italien dont il a tiré une volonté théorique de dépassement du marxisme, il est actuellement adhérent des Verts et enseigne les sciences économiques. Il a construit le concept de « capitalisme cognitif » à partir de ses recherches sur l'esclavage et le salariat, les migrations, les transformations du capitalisme.

L'adjectif ne renvoie pas ici au cognitivisme mais à la connaissance, conçue comme ressource motrice d'une nouvelle forme de capitalisme, émergeant selon l'auteur depuis 1975 environ, soit depuis l'entrée en crise durable du capitalisme industriel.

La troisième « grande transformation », selon l'expression employée par Karl Polanyi pour désigner le passage du capitalisme marchand et esclavagiste au capitalisme industriel et salarial, nous verrait donc confrontés non pas à une ère postindustrielle, mais à une réorganisation en profondeur de la production industrielle, reposant sur le rôle central accordé à la diffusion du savoir.

Dans cette nouvelle configuration comptent prioritairement les économies d'apprentissage et de captation des externalités positives¹ des réseaux. Les meilleurs exemples de cette importance du travail immatériel, Moulier Boutang va les chercher dans le modèle productif des logiciels libres ou les nouvelles organisations du travail par projets. Il constate ainsi que l'investissement dans l'immatériel a dépassé celui des équipements matériels depuis le milieu des années 80.

Ces transformations remettent en cause la division du travail de l'ère industrielle et sont portées par l'essor des Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Mais leur diffusion mine dans le même temps l'ancien mode de valorisation marchande, remettant en cause les fondements de la propriété intellectuelle, ce qui entraîne ce que Moulier Boutang appelle la « bataille des nouvelles clôtures » : la privatisation du savoir et du vivant tarissant la source même de la productivité cognitive, la diffusion la plus large possible du savoir.

Une crise du salariat s'ensuit, les effets de coopération en réseaux et d'intelligence collective se déployant très mal dans la contrainte, et le temps de travail classique étant devenu poreux. Ce fait s'illustre dans l'augmentation d'une précarité qui devrait, si la pression sociale et politique s'y employait, déboucher sur une nouvelle forme de compromis salarial (dont les pistes se trouveraient du côté du modèle décrié de l'intermittence).

Car c'est de l'inachèvement de la transition en cours qu'il nous faudrait profiter pour forger et imposer de nouveaux compromis progressistes. Ce réformisme radical enjoint en effet la gauche à aller plus loin que la critique de la mondialisation. Moulier Boutang appelle ainsi à une analyse poussée du rôle de la finance – qui serait de gouvernement des externalités – dans le capitalisme cognitif, afin d'en proposer une saisie et des conséquences politiques.

On trouve, sous-jacente à ces appels à un réformisme radical, une acclimatation en économie politique, réjouissante, d'un certain deleuzisme. Attentif aux devenirs-minoritaires, Moulier Boutang renverse ainsi la perspective qui voudrait qu'il y ait d'abord le

système capitaliste, puis des luttes de libération : pour lui la libération est première, le capitalisme étant l'organisation de la réponse du système productif aux résistances ouvrières, aux critiques libertaires – un système de contrôle de la libération. Ses transformations historiques sont dès lors initiées autant par ses acteurs dominants que par ses acteurs dominés.

1 • Avantages pour la production non pris en compte dans le calcul du prix – pour en donner une définition *a minima*.

GAUCHE CONTRE GAUCHE LEFT AGAINST LEFT

RÉSUMÉS – ABSTRACTS

Anaëlle Lebovits

Elle renaîtra de ses cendres

La gauche française a aujourd'hui bien de la peine à se remettre de ses derniers fiascos électoraux. Sans doute quelque chose d'elle est-il mort avec l'avènement de l'objet de consommation qui prétend combler nos attentes, et dont l'homme de gauche jouit aussi dorénavant. Que reste-t-il dans cette perspective des idées de gauche ? Des idées, la gauche en a-t-elle encore ? Cela n'est pas certain. Pourtant, il faudra qu'elle prenne acte de l'avènement de l'objet pour renaître de ses cendres.

She Shall Rise Again From Her Ashes

Today's Left in France is finding it rather hard to get back on its feet after its most recent electoral fiascos. No doubt something of it died with the advent of the consumer object that claims to meet all our expectations, and which the left-winger now takes enjoyment in too. From this point of view, what remains of ideas from the Left ? Does the Left still have any ideas ? It is not so sure. And yet, it will have to acknowledge the advent of the object in order to rise again from the ashes.

Julien Pauthe

Bad Godesberg ou les convertis

Si le PS n'a pas connu de congrès de Bad Godesberg (affirmant tôt la sortie d'une perspective marxiste), sa conversion à l'économie de marché et à la société libérale ne date pas d'hier. Pourtant, depuis 1983, l'absence d'une analyse théorique claire de son rapport au capitalisme le confronte à deux fronts critiques : à sa gauche fleurit l'accusation de trahison, née de la désillusion, tandis qu'à sa droite se développe cyniquement l'éternel procès fait aux convertis de ne pas l'être honnêtement.

Bad Godesberg or the Converted

Though the French Socialist Party has not had a Bad Godesberg Congress (foreswearing early on a Marxist point of view), its conversion to the market economy and liberal society does not date from yesterday. And yet, since 1983, the absence of a clear theoretical analysis of its relationship to capitalism has faced it with two critical fronts: to its left, the accusation of betrayal is emerging, born of disillusion, while to its right the eternal indictment of the converted is cynically developing for not being honestly so.

Aurélie Pfauwadel

Réinventer le « logiciel idéologique » de gauche ?

Aux dernières élections présidentielles, la gauche aurait perdu la bataille des idées. Pourtant, comme en attestent la prolifération des *think tanks*, et la vitalité des processus de démocratie participative, l'ébullition intellectuelle y semble indéniable. C'est plutôt l'unité et la cohérence de la pensée de la gauche comme *camp*, par-delà justement la multiplicité des élaborations, qui fait problème – à l'image de la difficulté à déterminer ce que signifie aujourd'hui « être de gauche ».

Should the Left's 'Ideological Software' Be Re-Invented ?

At the last presidential election, the Left lost the battle of ideas. Nevertheless, as the proliferation of think-tanks bears witness, along with the vitality of the processes of participative democracy, the intellectual ferment seems undeniable. It is rather the unity and coherence of thought on the Left as a 'camp', precisely beyond the multiplicity of elaborations, that is causing a problem – echoing the difficulty of determining what it means to be 'on the Left' today.

Caroline Pauthe-Leduc

L'accablitude

La « deuxième gauche », portant le coup fatal aux « grands récits » idéologiques, s'est vouée depuis le tournant de la rigueur à promouvoir l'évaluation dans toutes les institutions publiques. Ségolène Royal représente par excellence le renoncement politique qu'implique un tel choix.

Accablitude

The 'second Left', bringing the fatal blow to the 'big narratives' of ideology, has devoted itself since this radical change to promoting evaluation in all public institutions. Ségolène Royal represents the political renunciation par excellence that such a choice implies.

Paul Magendie

Pour un désengagement esthétique de la politique culturelle

Aujourd'hui la droite privilégie une baisse de la fiscalité pour soutenir le marché de l'art, déléguant ainsi au privé la responsabilité des choix esthétiques. La gauche ne peut se contenter de critiquer la baisse des subventions directes, elle doit inventer les critères sociaux économiques qui garantissent la diversité et la justice sociale dans le milieu de l'art.

For an Aesthetic Disengagement from Cultural Politics

Today, the Right is privileging a reduction in the taxation that supports the art market, thereby delegating the responsibility of aesthetic choices to the private sector. The Left should not content itself with criticising the reduction in direct funding, it must come up with socio-economic criteria that guarantee the diversity of social justice in the art world.

Guillaume Roy

Fier de mai

L'auteur part du constat qu'il manque aux partis de gauche un discours qui parle aux jeunes générations, en particulier sur la question de Mai 68. Il essaie de répondre à la lumière de quelques auteurs (André et Raphaël Glucksmann, Bernard-Henri Lévy, Philippe Sollers, Jean-Luc Nancy) à la question : que nous transmet Mai 68 ?

Proud of May

The author starts from the observation that the parties on the Left lack a discourse that speaks to the young generation, in particular on the question of May '68. He attempts to answer, in light of some authors (André et Raphaël Glucksmann, Bernard-Henri Lévy, Philippe Sollers, Jean-Luc Nancy), the question: what has May '68 transmitted to us?

David Mitzinmacker

L'aporie de la gauche

Coupable d'incompétence pour certains, coupable de trahison pour d'autres, la gauche française, dans le domaine économique, peine à échapper à ce double procès. De fait, elle n'a pas encore su se doter d'un projet capable de combler le vide créé entre la radicalité de son discours et sa pratique, soumise aux faits économiques.

The Aporia on the Left

Guilty of incompetence for some, guilty of betrayal for others, the French Left is finding it hard to escape from this double indictment. Indeed, it has not yet found out how to endow itself with a project capable of filling the void that has arisen between the radical nature of its discourse and its practice, submitted to the economic facts.

Alice Delarue

Les nouveaux prolétaires

Tandis que la situation des migrants économiques et des travailleurs sans-papiers devient de plus en plus difficile en France du fait des lois répressives votées par les gouvernements de droite, les socialistes adoptent des positions ambiguës sur l'immigration et peinent à inventer une politique migratoire active et novatrice articulée à la question sociale.

The New Proletariat

Whilst the situation of economic migrants and workers without papers is becoming increasingly difficult in France due to the repressive laws voted in by the right-wing governments, the Socialists are adopting ambiguous positions on immigration and struggling to invent an active and innovative policy on immigration in connection with the social question.

Translated from the French by Adrian Price

AUTEURS POUR CE NUMÉRO

Dan J. Arbib est normalien et agrégé de philosophie, AMN à l'université de Paris-Sorbonne.

Noam Assayag est étudiant en M2 de Littérature comparée à Paris 3, rédacteur de la revue de poésie *Gilgamesh* et membre du collectif *La Nébuleuse*.

Matthieu Blesson est psychologue clinicien, doctorant en psychopathologie et psychanalyse.

Cristina Bogdan est étudiante en histoire de l'art et travaille sur l'art contemporain en Europe de l'Est.

Alice Delarue est psychologue clinicienne.

Benoît Delarue est psychologue clinicien.

David Darriulat est enseignant d'histoire et de géographie. Il guide des visites sur l'histoire de Paris et est l'auteur du site : <http://visitesveloparis.blogspot.com/>

Luc Garcia est psychologue clinicien.

Juliette Genevaz est doctorante en sciences politiques à l'université d'Oxford, Saint Antony's college.

Raphaël Glucksmann est réalisateur. Il a notamment réalisé *Tuez-les Tous !* et *Orange 2004*. Diplômé de Sciences-Po Paris, il est cofondateur de l'association *Études sans Frontières*, et coauteur de *Mai 68 expliqué* à Nicolas Sarkozy (Denoël, 2008).

Nicolas Goarant est diplômé de Sciences-Po, militant socialiste, ancien assistant parlementaire d'un député de Paris, membre du Bureau fédéral de la fédération PS de Paris.

Damien Guyonnet est psychologue clinicien et doctorant en psychanalyse. Il est coauteur de *Les paranos : mieux les comprendre* (Payot, 2006).

Anne-Lise Heimbürger est comédienne, diplômée du Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris. Cette saison, elle jouera dans *Dieu comme patient*, création de Mathias Langhoff, ainsi que dans *La nuit de l'iguane* de Tennessee Williams mis en scène par Georges Lavaudant.

Anaëlle Lebovits Master 2 de philosophie, Master 2 de psychanalyse, Master 2 de psychologie et doctorante en philosophie.

Johanna Lehr est doctorante et ancienne allocataire de recherche en science politique à l'université Paris 1. Elle est membre du Centre de recherche « Sens, éthique et société » (CNRS/Paris 5).

Paul Magendie est artiste peintre, chargé de TD en philosophie esthétique à l'université de Paris 1.

David Mitzinmacker est professeur d'histoire-géographie. Il est coauteur du *Dictionnaire d'histoire contemporaine, 1848 - à nos jours*, publié aux éditions Nathan, 2008.

Julien Pauthe est bibliothécaire, cofondateur de la revue *La parole vaine*.

Caroline Pauthe-Leduc est psychologue clinicienne.

Aurélien Pfauwadel est agrégée, doctorante et enseignante en philosophie.

Martin Quenehen est enseignant, doctorant en histoire et producteur de documentaires pour France Culture. Sa dernière série, diffusée du 27 au 31 octobre 2008 est consacrée à l'inhumain.

Alexandra Renault est normalienne, agrégée et docteur en philosophie.

Guillaume Roy est étudiant en médecine, titulaire d'une Licence d'ethnologie et d'un Master 1 de géographie.

Samuel Zarka est chorégraphe (www.samuelzarka.net) et critique d'art (accrochages.org, ARTPASSIONS).

Direction & rédaction en chef : Anaëlle Lebovits.

Secrétaires adjointes de rédaction : Caroline Pauthe-Leduc, Aurélie Pfauwadel.

Comité de rédaction : Déborah Gutermann, Damien Guyonnet, Caroline Pauthe-Leduc, Aurélie Pfauwadel, Adrian Price, Martin Quenehen, Guillaume Roy.

Comité de correction : Gilles Amalvi, Dan J. Arbib, Chloé Bauden, Frédérique Bravin, Claire Brisson, Alice Delarue, Benoît Delarue, Damien Guyonnet, Raphaël Haberberg, Anne-Lise Heimbürger, Joachim Lebovits, Paul Magendie, Rebecca Montsarrat-Lebovits, Julien Pauthe, Adrian Price, Romain-Pierre Renou, Guillaume Roy, Clara Saer-Gueguen, Judith Solano, Martin Quenehen.

Auteurs pour ce numéro : Dan J. Arbib, Noam Assayag, Matthieu Blesson, Cristina Bogdan, Alice Delarue, Benoît Delarue, David Darriulat, Luc Garcia, Juliette Genevaz, Raphaël Glucksmann, Nicolas Goarant, Damien Guyonnet, Anne-Lise Heimbürger, Anaëlle Lebovits, Johanna Lehr, Paul Magendie, David Mitzinmacker, Julien Pauthe, Caroline Pauthe-Leduc, Aurélie Pfauwadel, Martin Quenehen, Alexandra Renault, Guillaume Roy, Samuel Zarka.

Conception Graphique & Maquette : Jean-Claude Gaulay.

Réalisation et entretien du site Internet : Chloé Bordils.
www.lediableprobablement.com

Imprimeur : Normandie-Roto impression.

Diffusion et distribution : Verdier.

Administration et comptabilité : Anaëlle Lebovits, Margarita Zubieta.

Nous remercions : Anne Ganivet-Poumellec, Sylvie Haberberg, Judith Miller, Pierre Naveau, le Centre National du Livre.

Les numéros 1 et 2 du *Diabie probablement*
sont épuisés.

Vous pouvez encore commander le numéro 3
dont le dossier est consacré à

LA MÉMOIRE

ou...

DIRECTION *Anaëlle Lebovita*

Le Diable probablement

> INVITÉS
JEAN-PAUL DOLLÉ • MONUMENT ET MÉMOIRE VIVE
ÉRIC MARTY • DISCOURS MÉMORIELS ET SUBJECTIVITÉ
PIERRE NORA • LA MISE À FEU MÉMORIELLE

>> DOSSIER : LA MÉMOIRE
L'HISTOIRE, LA MÉMOIRE ET L'OUBLI
par Anaëlle Lebovita
LA MÉMOIRE COMME ENJEU DU BIO-POUVOIR
par Alessandro Renaldi
MÉMOIRE ET RÉPÉTITION
par Karim Bourdeau
SOUVENIRS-ÉCRANS : LA MÉMOIRE AU CINÉMA
par Aurélie Pinzavodol
DU CÔTÉ DU DESSIN, LA MÉMOIRE
par Annabelle Tournon

>>> RDV
le théâtreine reçoit
GÉRARD WATKINS
Entretien dans le format croc
PÈRE PATRICK DESBOIS

3

...le numéro 4
dont le dossier est consacré au
TRAITEMENT POLITIQUE DES CORPS
en librairie.

DIRECTION Anaëlle Lebovits

Le Diable probablement

> INVITÉS

MICHEL AMOURETTI • UN COLLOQUE SINGULIER

FRANÇOIS REGNAULT • LE COMÉDIEN, SON VERBE ET SA CHAIR

ÉRIC ROHMER • JE SUIS UN CINÉASTE MUET

>> DOSSIER :

LE TRAITEMENT POLITIQUE DES CORPS

ANAËLLE LÉBOVITS • LE PILOTE ET SON NAVIRE

LUC GARCIA • UNE PANTHÈRE SANS SES GRIFFES

CAROLINE PAUTHE-LEDUC • PAS SUR LA BOUCHE

MARTIN QUENEHEN • AU PAYS DES COQUILLARDS

RAPHAËL EDELMAN • LE CORPS DÉGAGÉ

>>> HORS-CHAMP

PAUL MAGENDIE • L'INCONSTANCE DE LA REPRÉSENTATION

>>>> RDV

la théâtreale reçoit

CAROLINE MARCADÉ

Entretien dans le tumulte avec

RAPHAËL GLUCKSMANN



Le Diable probablement

Bulletin d'abonnement

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

Courriel :

Abonnement (frais de port inclus)

1 an / 2 numéros : 25 €

2 ans / 4 numéros : 50 €

A partir du numéro :

Retourner ce bulletin accompagné du règlement par chèque (à l'ordre du Diable probablement) à :

Alice Delarue - 25 Mail François Mitterrand - 35000 RENNES

Renseignements, commandes : alicecreff@yahoo.fr



© association Le Diable Probablement

Toute reproduction de cet ouvrage, même partielle et quel qu'en soit le mode,
est formellement interdite et constitue une contrefaçon passible
des peines prévues par les textes en vigueur et notamment par la Loi du 11 mars 1957
sur la protection des droits d'auteur.

Le Diable probablement

59 rue Sarrette, 75014 Paris
www.lediableprobablement.com

ISBN : 978-2-86432-559-8
Dépôt légal : 3^{ème} Trimestre 2008

Achevé d'imprimer en France
sur les presses de Normandie-Roto impression (61041 Alençon)